



N° 67-202-XIF au catalogue

Bilan des investissements internationaux du Canada



Premier trimestre 2005



Statistique
Canada

Statistics
Canada

Canada

Comment obtenir d'autres renseignements

Toute demande de renseignements au sujet du présent produit ou au sujet de statistiques ou de services connexes doit être adressée à : Système de comptabilité nationale, Division de la balance des paiements, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, K1A 0T6 (téléphone : (613) 951-9689).

Pour obtenir des informations sur l'ensemble des données de Statistique Canada qui sont disponibles, veuillez composer l'un des numéros sans frais suivants. Vous pouvez également communiquer avec nous par courriel ou visiter notre site Web.

Service national de renseignements **1 800 263-1136**

Service national d'appareils de télécommunication pour les malentendants **1 800 363-7629**

Renseignements concernant le Programme des bibliothèques de dépôt **1 800 700-1033**

Télécopieur pour le Programme des bibliothèques de dépôt **1 800 889-9734**

Renseignements par courriel ***infostats@statcan.ca***

Site Web ***www.statcan.ca***

Renseignements sur les commandes et les abonnements

Le produit n° 67-202-XIF au catalogue est publié trimestriellement sous forme électronique dans le site Internet de Statistique Canada au prix de 23\$CAN l'exemplaire (PDF) et de 51\$CAN pour un abonnement annuel (HTML). Les utilisateurs peuvent obtenir des exemplaires à ***www.statcan.ca***, sous la rubrique Produits et services.

Normes de service au public

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois, et ce, dans la langue officielle de leur choix. À cet égard, notre organisme s'est doté de *normes de service à la clientèle* qui doivent être observées par les employés lorsqu'ils offrent des services à la clientèle. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1 800 263-1136. Les normes de services sont aussi publiées sur ***www.statcan.ca*** sous À propos de Statistique Canada > Offrir des services aux Canadiens.



Statistique Canada
Division de la balance des paiements
Système de comptabilité nationale

Bilan des investissements internationaux du Canada

Premier trimestre 2005

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Ministre de l'Industrie, 2005

Tous droits réservés. L'utilisation de ce produit est limitée au détenteur de licence et à ses employés. Le produit ne peut être reproduit et transmis à des personnes ou organisations à l'extérieur de l'organisme du détenteur de licence.

Des droits raisonnables d'utilisation du contenu de ce produit sont accordés seulement à des fins de recherche personnelle, organisationnelle ou de politique gouvernementale ou à des fins éducatives. Cette permission comprend l'utilisation du contenu dans des analyses et dans la communication de résultats et conclusions de ces analyses, y compris la citation de quantités limitées de renseignements complémentaires extraits du produit de données dans ces documents. Cette documentation doit servir à des fins non commerciales seulement. Si c'est le cas, la source des données doit être citée comme suit : Source (ou « Adapté de », s'il y a lieu) : Statistique Canada, nom du produit, numéro au catalogue, volume et numéro, période de référence et page(s). Autrement, les utilisateurs doivent d'abord demander la permission écrite aux Services d'octroi de licences, Division du marketing, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada, K1A 0T6.

Juillet 2005

N° 67-202-XIF au catalogue, vol. 3, n° 1

ISSN 1708-0711

Périodicité : trimestrielle

Ottawa

This publication is available in English upon request (Catalogue no. 67-202-XIE).

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises, les administrations canadiennes et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.

Signes conventionnels

Les signes conventionnels suivants sont employés uniformément dans les publications de Statistique Canada :

- . indisponible pour toute période de référence
- .. indisponible pour une période de référence précise
- ... n'ayant pas lieu de figurer
- 0 zéro absolu ou valeur arrondie à zéro
- 0^s valeur arrondie à 0 (zéro) là où il y a une distinction importante entre le zéro absolu et la valeur arrondie
- p provisoire
- r rectifié
- x confidentiel en vertu des dispositions de la *Loi sur la statistique*
- E à utiliser avec prudence
- F trop peu fiable pour être publié

Le Système de comptabilité nationale

Au Canada, les comptes nationaux ont fait l'objet depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale de toute une série de publications portant sur leurs éléments constitutifs propres. Ils ont connu une telle évolution qu'on peut maintenant les qualifier de « Système de comptabilité nationale ». Aux fins d'identification, toutes les publications qui font partie du système (elles contiennent des tableaux statistiques, la description du cadre théorique et l'explication des sources et des méthodes) portent le titre général de « Système de comptabilité nationale ».

Le Système de comptabilité nationale du Canada se divise en plusieurs catégories de comptes. Les comptes annuels et trimestriels des revenus et des dépenses (paraissant dans les publications dont le numéro de catalogue commence par 13) ont constitué le premier ensemble de statistiques à être connu sous le titre de « Comptes nationaux » (Comptes nationaux des revenus et dépenses). Les données sur la balance canadienne des paiements internationaux (numéro de catalogue commençant par 67) font également partie du Système de comptabilité nationale; elles ont même existé avant les comptes des revenus et dépenses.

Une nomenclature beaucoup plus détaillée d'industries et de biens et services figure dans les tableaux d'entrées-sorties du système (numéro de catalogue commençant par 15). Les publications dont le numéro de catalogue commence par 15 comprennent aussi les mesures de l'apport de chaque branche d'activité au total du produit intérieur brut au coût des facteurs ainsi que les mesures de productivité.

L'établissement est l'unité primaire de production industrielle tant dans les tableaux d'entrées-sorties que dans les estimations du produit intérieur brut par activité économique. Les comptes de flux financiers (publications dont le numéro de catalogue commence par 13) mesurent les opérations financières. Les catégories de prêteurs et d'instruments financiers forment les éléments de base de ces statistiques et l'entité juridique est le point de départ du classement des agents économiques. Les comptes du bilan des actifs et passifs en cours sont disponibles annuellement.

Le Système de comptabilité nationale constitue un ensemble conceptuellement intégré dans lequel les diverses catégories de comptes peuvent être considérées comme des sous-systèmes étroitement liés entre eux. Au stade actuel de développement, on ne peut faire de comparaison directe entre les éléments basés sur l'établissement et ceux qui sont basés sur l'entité juridique que lorsque les données sont groupées dans des catégories très générales. Toutefois, Statistique Canada poursuit ses recherches sur les relations entre l'entreprise, la société et l'établissement. Il sera peut-être possible un jour de reclasser les données établies sur une certaine base (l'établissement par exemple) de manière à les faire correspondre aux données établies sur une autre base (société ou entreprise).

Dans ses grandes lignes, le Système de comptabilité nationale du Canada suit de très près la norme internationale présentée dans le Système de comptabilité nationale de 1993, lequel est produit conjointement par la Commission des Communautés européennes, le Fonds monétaire international, l'Organisation de coopération et de développement économiques, les Nations Unies et la Banque mondiale.

Table des matières

Faits saillants	7
Analyse — Premier trimestre de 2005	8
Investissement direct étranger	12
Produits connexes	17
Tableaux statistiques	
1 Bilan des investissements internationaux avec tous les pays	24
1-1 2000 à 2001	24
1-2 2002 à 2003	25
1-3 2004 à 2005	26
2 Investissements directs canadiens à l'étranger, par région géographique	27
3 Investissements directs canadiens à l'étranger, par industrie	27
4 Bénéfices d'investissements directs à l'étranger	28
4-1 Trimestriel	28
4-2 Annuel	29
5 Investissements de portefeuille en obligations étrangères, par région géographique	29
6 Investissements de portefeuille en actions étrangères, par région géographique	30
7 Investissements de portefeuille en instruments du marché monétaire étranger, par région géographique	30
8 Réserves officielles internationales du Canada	31
9 Autres actifs	31
10 Investissements directs étrangers au Canada, par région géographique	32
11 Investissements directs étrangers au Canada, par industrie	32
12 Bénéfices d'investissements directs étrangers au Canada	33
12-1 Trimestriel	33
12-2 Annuel	34
13 Investissements de portefeuille en obligations canadiennes, par région géographique	35
14 Investissements de portefeuille en obligations canadiennes, facteurs expliquant la variation nette de la valeur comptable	36
15 Investissements de portefeuille en obligations canadiennes, valeur comptable et valeur au marché	37
15-1 Gouvernements	37

Table des matières – suite

15-2	Entreprises publiques	38
15-3	Autres secteurs	39
16	Investissements de portefeuille en actions canadiennes, par région géographique	40
17	Investissements de portefeuille en instruments du marché monétaire canadien, par région géographique	41
18	Investissements de portefeuille en instruments du marché monétaire canadien, par secteur	42
19	Autres passifs	42
20	Investissements de portefeuille et autres investissements au Canada	43
20-1	Administration publique fédérale	43
20-2	Administrations publiques provinciales	44
20-3	Administrations publiques municipales	45
20-4	Administrations publiques	46
20-5	Entreprises publiques fédérales	47
20-6	Entreprises publiques provinciales	48
20-7	Entreprises publiques municipales	49
20-8	Entreprises publiques	50
20-9	Administrations et entreprises publiques	51
20-10	Sociétés privées	52
20-11	Total, tous les secteurs	53
21	Dettes extérieures brutes, position	54
21-1	Total, tous les secteurs	54
21-2	Administrations publiques	54
21-3	Autorités monétaires	55
21-4	Banques	55
21-5	Autres secteurs	56
22	Bilan des investissements internationaux avec les États-Unis	57
22-1	Actif	57
22-2	Passif	58
23	Bilan des investissements internationaux avec tous les pays excluant les États-Unis	59
23-1	Actif	59
23-2	Passif	60
24	Bilan des investissements internationaux avec le Royaume-Uni	61
24-1	Actif	61
24-2	Passif	61

Table des matières – suite

25 Bilan des investissements internationaux avec le Japon	62
25-1 Actif	62
25-2 Passif	62
26 Bilan des investissements internationaux avec les autres pays de l'Union européenne	63
26-1 Actif	63
26-2 Passif	63
27 Bilan des investissements internationaux avec les autres pays de l'OCDE	64
27-1 Actif	64
27-2 Passif	64
28 Bilan des investissements internationaux avec tous les autres pays	65
28-1 Actif	65
28-2 Passif	65

Qualité des données, concepts et méthodologie

Résumé de la méthodologie ayant servi à produire le Bilan des investissements internationaux du Canada sur une base trimestrielle	66
Notes statistiques	68
Renvois	80

Appendice

I. Glossaire	88
II. Tableaux de références	95

Graphiques

1. Bilan des investissements internationaux du Canada	8
2. Passif international net du Canada par rapport au PIB	10
3. Bilan des investissements internationaux du Canada, selon la zone géographique	12
4. Position d'investissement direct étranger	13
5. Investissement direct canadien à l'étranger selon la répartition géographique	14
6. Investissement direct canadien à l'étranger selon la répartition géographique	15
7. Position d'investissement direct étranger avec les États-Unis	16

Faits saillants

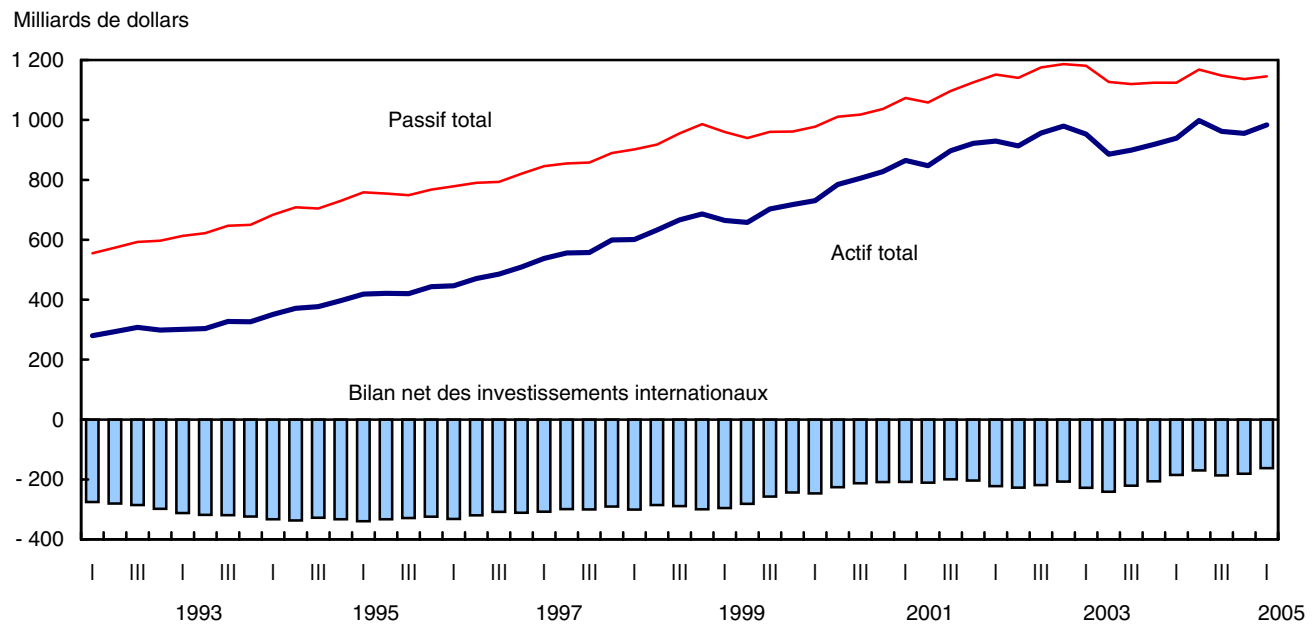
- Le passif international net du Canada a poursuivi sa tendance à la baisse au cours des trois premiers mois de 2005, ayant enregistré une baisse trimestrielle record. Notre passif net a diminué de 10,4 % par rapport au quatrième trimestre de 2004 pour atteindre 162,3 milliards de dollars, soit son plus bas niveau en vingt ans.

Analyse — Premier trimestre de 2005

Le passif international net du Canada a poursuivi sa tendance à la baisse au cours des trois premiers mois de 2005, ayant enregistré une baisse trimestrielle record.

Graphique 1

Bilan des investissements internationaux du Canada



Notre passif international net a diminué de 10,4 % par rapport au quatrième trimestre de 2004 pour atteindre 162,3 milliards de dollars, soit son plus bas niveau en vingt ans.

Nouvelle série sur les instruments du marché monétaire étranger

L'investissement de portefeuille dans les titres étrangers (actif du Canada) a été élargi et il comprend maintenant les instruments du marché monétaire étranger. La nouvelle série commence au premier trimestre de 2002. Ces instruments étaient inclus précédemment dans l'actif sous " Autres investissements ", et ils demeurent dans cette catégorie pour les périodes antérieures au premier trimestre de 2002.

Estimations supplémentaires fondées sur la valeur marchande

Au premier trimestre de 2005, les investissements totaux de portefeuille (actions, obligations et instruments du marché monétaire) sont disponibles à la valeur marchande. Ces séries supplémentaires font partie d'une initiative pluriannuelle visant à améliorer l'information du bilan pour tous les secteurs de l'économie. L'analyse qui suit porte sur des données fondées sur la valeur comptable, en attendant qu'un jeu complet d'estimations fondées sur la valeur marchande soit disponible.

Les estimations selon la valeur au marché des investissements directs étrangers seront disponibles en juin 2006. Diverses méthodes visant à mieux mesurer les investissements directs étrangers à la valeur au marché sont à l'étude à l'échelle internationale. Les recommandations d'experts en investissements directs seront disponibles au cours de 2005 et serviront de guide à l'établissement de la méthodologie du Canada.

Réévaluation de la monnaie

La valeur de l'actif et du passif libellée en devise étrangère est convertie en dollars canadiens à la fin de chaque période pour laquelle on calcule un bilan. La plupart des avoirs étrangers du Canada sont exprimés en devises étrangères, tandis que moins de la moitié de notre passif international est en devises étrangères.

Lorsque le dollar canadien prend de la valeur, la redéfinition de la valeur de cet actif et de ce passif en dollars canadiens fait diminuer la valeur déclarée. L'opposé est vrai lorsque le dollar perd de la valeur.

Le passif international net représentait seulement 12,2 % du produit intérieur brut (PIB) annuel du Canada à la fin de mars 2005, poursuivant ainsi sa tendance à la baisse. Il y a dix ans, il se situait à 42,3 % du PIB.

La baisse du passif net s'explique par une hausse moyenne de la valeur des actifs canadiens à l'étranger plus rapide que la hausse des engagements envers l'étranger.

Par ailleurs, les étrangers qui ont investi au Canada ont acheté des actions à un rythme plus rapide que les obligations, parallèlement à la baisse de la dette de l'administration publique. Les actions canadiennes aux mains de non-résidents ont plus que doublé depuis 10 ans en proportion du passif international total.

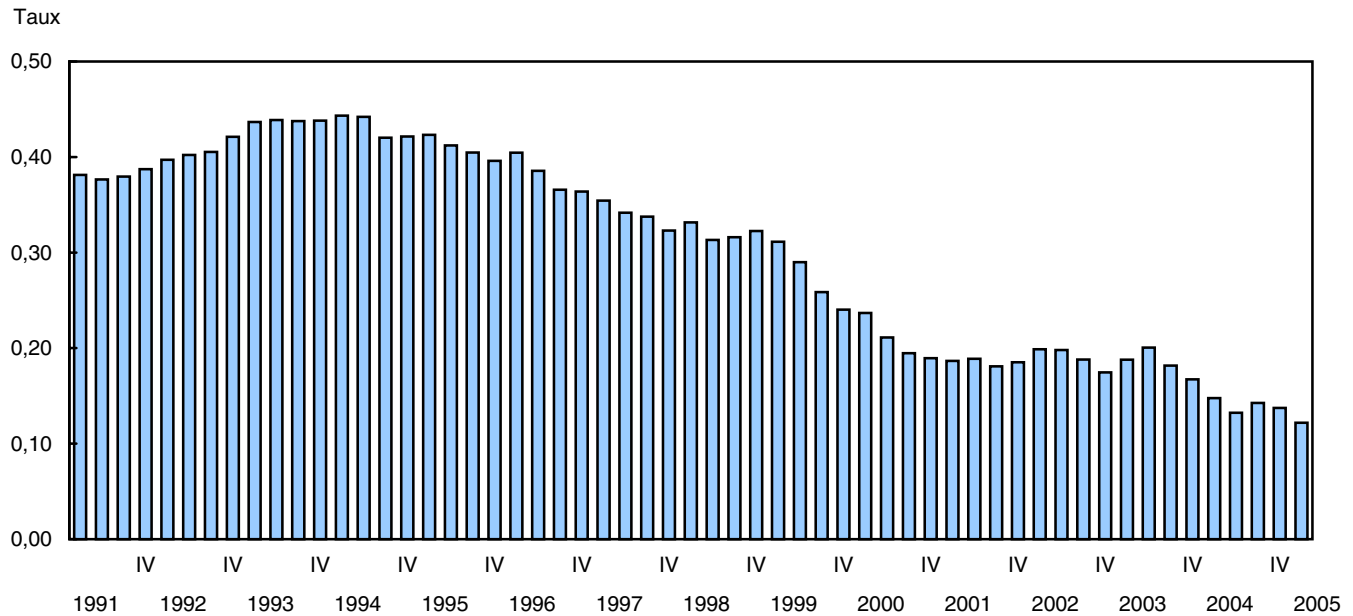
La valeur de l'actif international s'établissait à 983,3 milliards de dollars au premier trimestre de 2005, en hausse de 2,9 % par rapport au trimestre précédent. Les investissements directs à l'étranger, les dépôts et les avoirs en obligations étrangères expliquent en grande partie cette augmentation.

Le dollar canadien s'est légèrement déprécié par rapport au dollar américain au premier trimestre, mais s'est apprécié par rapport à la plupart des autres devises, ce qui a réduit de 4,2 milliards de dollars la valeur de l'actif international.

Le passif international du Canada se chiffrait de son côté à 1 145,6 milliards de dollars, ayant enregistré un faible gain de 0,8 % par rapport au quatrième trimestre de 2004. La hausse du passif s'expliquait surtout par les investissements directs étrangers et les prêts. Elle a fait suite à une série de baisses trimestrielles ayant débuté au début de 2003.

Graphique 2

Passif international net du Canada par rapport au PIB

**Hausse modérée des investissements directs canadiens à l'étranger**

Les investissements directs canadiens à l'étranger ont atteint 452,6 milliards de dollars à la fin du premier trimestre, en hausse de 1,7 % par rapport à la fin de 2004. Ils représentaient, au premier trimestre, 46 % de l'actif international du Canada et progressent régulièrement depuis 10 ans.

Des opérations de 10 milliards de dollars expliquent cette hausse de la position, en partie réduite (-2,4 milliards de dollars) par une appréciation globale du dollar canadien.

Les investissements directs aux États-Unis ont augmenté de 9,1 milliards de dollars pour atteindre 202,9 milliards de dollars, surtout à cause de l'acquisition d'une entreprise du secteur financier américain.

La valeur des investissements directs canadiens dans tous les autres pays a diminué de 1,5 milliard de dollars pour se situer à 249,7 milliards de dollars, surtout en raison de l'appréciation du dollar canadien par rapport aux devises autres que le dollar américain.

Les Canadiens achètent des obligations étrangères à un rythme plus rapide que les actions

Les investisseurs canadiens ont acheté des obligations étrangères à un rythme plus rapide que pour les actions étrangères durant le premier trimestre de 2005.

La croissance des avoirs canadiens en obligations étrangères a augmenté de 9,4 % ce qui les a portés à 62,9 milliards de dollars. Près des trois quarts de cette augmentation s'expliquent par l'acquisition d'obligations américaines.

Par ailleurs, les avoirs en actions et en instruments du marché monétaire étranger ont diminué de 0,6 % pour atteindre 196,6 milliards de dollars. L'effet conjoint de la faiblesse des achats et de l'appréciation du dollar canadien par rapport à la plupart des devises autres que le dollar américain explique ce recul.

L'augmentation des réserves et de l'actif-dépôt a contribué pour sa part à réduire le bilan net des investissements internationaux de 9,0 milliards de dollars.

Près des deux tiers des investissements directs proviennent toujours des États-Unis

La hausse de 1,6 % des investissements directs étrangers au Canada leur a permis d'atteindre 371,5 milliards de dollars à la fin de mars 2005.

Près des deux tiers de cette augmentation provenaient des États-Unis. Cette proportion est demeurée relativement stable au cours des trois dernières années.

Par ailleurs, l'Union européenne a perdu du terrain au profit d'autres pays de l'OCDE et de pays moins développés durant la même période.

En proportion du passif international total, les investissements étrangers ont avoisiné 32 % au cours des deux dernières années, après une croissance constante au cours des huit années précédentes.

Croissance régulière de la proportion des avoirs étrangers en actions canadiennes

Il y a eu une croissance régulière de la proportion des avoirs étrangers en actions canadiennes par rapport aux obligations. À la fin de mars 2005, les non-résidents détenaient pour une valeur de 110,5 milliards de dollars d'actions canadiennes, en hausse de 1,8 % par rapport au trimestre précédent.

Les actions canadiennes aux mains de non-résidents ont plus que doublé depuis 10 ans en proportion du passif international total, ayant atteint environ 10 % au premier trimestre de 2005. Plus de 90 % de ces actions sont détenues par des investisseurs américains.

À l'opposé, les non-résidents possédaient 405,2 milliards de dollars d'obligations canadiennes. À la fin de mars 2005, un montant presque identique à celui du trimestre précédent.

Les avoirs étrangers en obligations canadiennes ont poursuivi leur recul en proportion du passif international total. Ils ont atteint 36 % du passif total en 2005, comparativement à 43 % 10 ans plus tôt.

Les données annuelles indiquent que, géographiquement, ces avoirs étrangers sont beaucoup plus diversifiés, 57 % étant détenus par les États-Unis, 27 % par l'Union européenne et 6 % par le Japon en 2004.

Les avoirs étrangers en instruments du marché monétaire canadien ont également enregistré une forte baisse en proportion du passif international du Canada. Ils représentaient, au premier trimestre, seulement 2 % de ce passif, comparativement à 7 % il y a 10 ans. Les non-résidents détenaient 18,6 milliards de dollars d'instruments du marché monétaire à la fin de mars 2005.

Le passif-prêt a connu un bond de 7,0 % pour se situer à 42,5 milliards de dollars, après deux trimestres de fort recul.

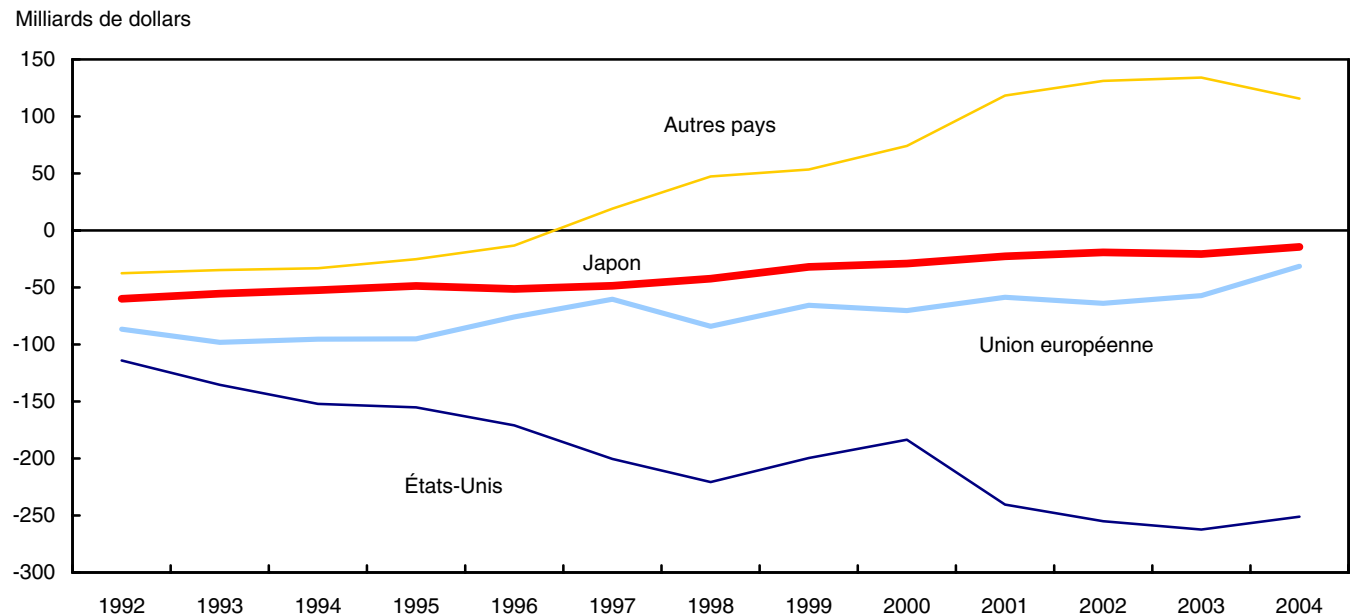
Diminution du passif étranger net avec les États-Unis

Les investisseurs américains ont continué de détenir de loin la part la plus considérable du passif net du Canada, mais cette part a diminué en 2004. Au quatrième trimestre de 2004, elle s'élevait à 251,0 milliards de dollars, en baisse comparativement à 262,3 milliards de dollars un an plus tôt.

Le Canada doit également moins à l'Union européenne et au Japon. Ces créanciers nets détenaient 45,8 milliards de dollars de la dette nette du Canada en 2004, par rapport à 78,0 milliards de dollars en 2003.

Graphique 3

Bilan des investissements internationaux du Canada, selon la zone géographique



L'actif net du Canada avec tous les autres pays est passé à 115,7 milliards de dollars à la fin de 2004, après une forte augmentation au cours des dix années précédentes.

Investissement direct étranger

2004

L'investissement direct canadien à l'étranger a progressé de plus de 10 % en 2004, principalement en raison des acquisitions et de l'accroissement du fonds de roulement des sociétés affiliées à l'étranger. Parallèlement, l'investissement direct étranger au Canada a augmenté de seulement 3 %.

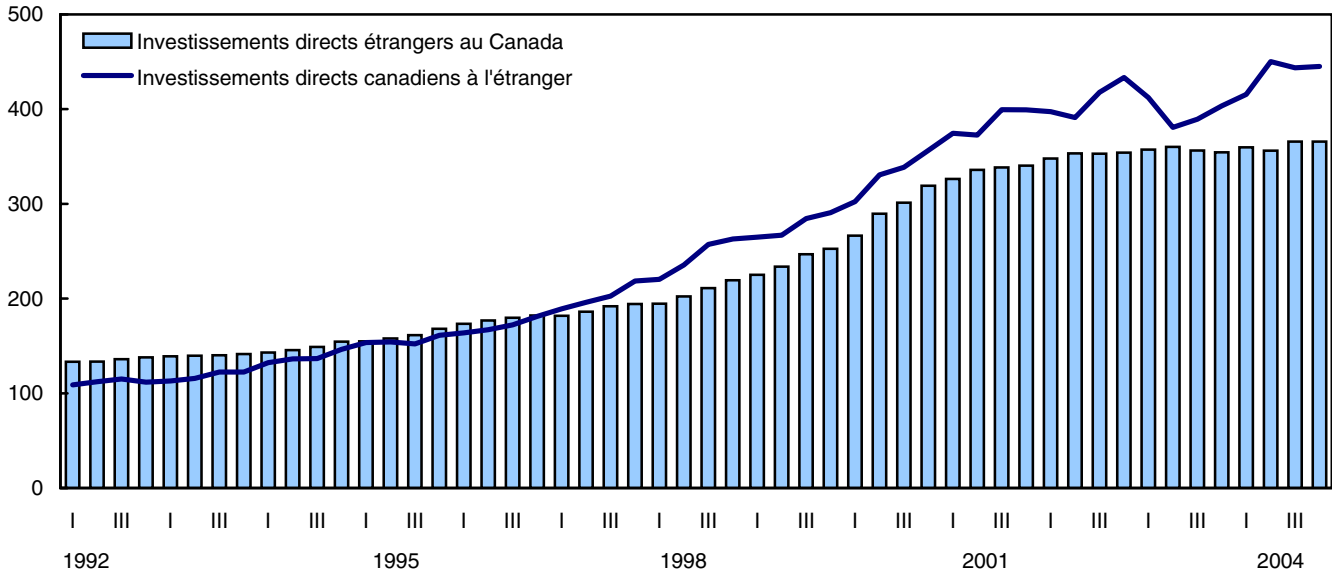
Par conséquent, le bilan net de l'investissement direct, soit la différence entre l'investissement direct canadien à l'étranger et l'investissement direct étranger au Canada, a augmenté pour atteindre un sommet de 79,4 milliards de dollars à la fin de 2004. Cela représentait un gain de 30,5 milliards de dollars par rapport à l'année précédente.

La plus grande prise de contrôle dans l'histoire du Canada d'une société étrangère par une entreprise canadienne a fait grimper le total cumulatif des investissements directs canadiens à l'étranger, qui s'est établi à 445,1 milliards de dollars à la fin de 2004, en hausse de 41,7 milliards de dollars par rapport à l'année précédente.

Graphique 4

Position d'investissement direct étranger

Milliards de dollars



L'appréciation du dollar canadien, en grande partie par rapport à la devise américaine, a fait baisser la position de l'investissement de 18,0 milliards de dollars, les investissements directs canadiens à l'étranger étant libellés en devises étrangères. Toutefois, la valeur des transactions de capitaux a plus que compensé cet effet.

L'augmentation constatée en 2004 tranchait avec la baisse de 7 % observée à la fin de 2003, alors que le dollar canadien s'était apprécié considérablement par rapport à la plupart des devises étrangères.

Note aux lecteurs

L'**investissement direct** est une catégorie du compte financier du bilan des investissements internationaux qui représente l'investissement d'une entité résidente d'un pays obtenant une participation durable dans une entreprise résidente d'un autre pays. La participation durable sous-entend l'existence d'une relation à long terme entre l'investisseur direct et l'entreprise ainsi qu'une grande influence de l'investisseur dans la gestion de l'entreprise.

Dans la pratique, on juge qu'il y a investissement direct lorsqu'une entreprise détient au moins 10 % des actions avec droit de vote d'une entreprise étrangère.

Dans le présent rapport, l'investissement direct représente le bilan cumulatif de fin d'exercice.

Dans la statistique canadienne, l'investissement direct se mesure comme la valeur totale des actions et des créances nettes à long et à court terme que détiennent des entreprises non bancaires à l'étranger. Les données de positions des investissements directs sont fondées sur la valeur comptable.

Parallèlement, la valeur de l'investissement direct étranger au Canada a augmenté de seulement 3 % pour se situer à 365,7 milliards de dollars, ce qui représente une hausse par rapport à la valeur révisée de 354,5 milliards de dollars constatée à la fin de 2003. Ce taux d'augmentation était bien en deçà du taux moyen de plus de 9 % observé au cours de la dernière décennie. De plus, les données révisées fondées sur les résultats de l'enquête de 2003 révèlent qu'il n'y a, pour ainsi dire, pas eu d'augmentation de l'investissement direct étranger au Canada de 2002 à 2003. Il s'agit de l'augmentation annuelle la moins élevée depuis les baisses observées durant les années 1930.

En 2004, le dollar canadien s’est apprécié de 7,9 % par rapport à la devise américaine, de 2,9 % par rapport au yen japonais et de 0,5 % par rapport à la livre sterling. Cela dit, la valeur du dollar canadien est demeurée essentiellement inchangée par rapport à l’euro.

L’investissement direct aux États-Unis bondit

La valeur de l’actif en investissements directs aux États-Unis a augmenté de 27,5 milliards de dollars (+17 %) pour atteindre 193,9 milliards de dollars. La part américaine de l’actif représentait 44 % de l’investissement direct canadien total à l’étranger, en hausse par rapport à 41 % en 2003, mais bien en-dessous de la proportion de 63 % observée en 1989.

L’injection de capitaux et le réinvestissement de fonds dans des sociétés affiliées à l’étranger existantes ont plus que compensé l’effet de l’appréciation du dollar canadien, qui a fait baisser la valeur de l’actif d’investissement direct aux États-Unis d’environ 12 milliards de dollars.

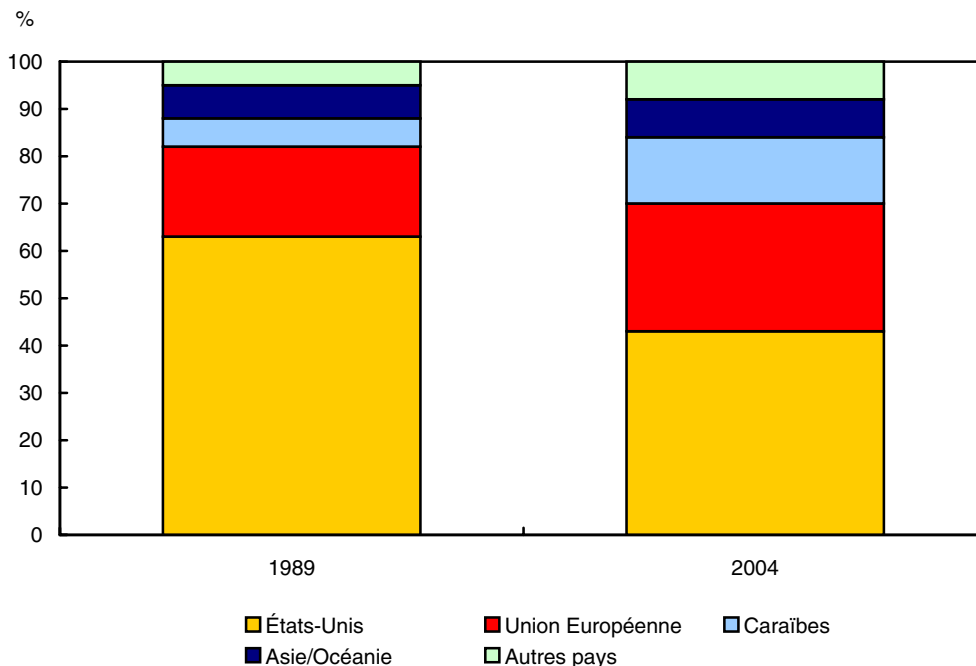
La valeur de l’investissement direct canadien au Royaume-Uni a augmenté de 3,0 milliards de dollars pour atteindre 44,0 milliards de dollars. Le Royaume-Uni se situait au deuxième rang des destinations les plus privilégiées par les investisseurs canadiens. Quatre autres pays d’Europe se retrouvaient dans les dix principaux pays de prédilection des investisseurs directs canadiens à l’étranger, notamment, l’Irlande, les Pays-Bas, la France et la Hongrie. Les pays de l’Union européenne représentaient 27 % de l’investissement direct total à l’étranger à la fin de 2004. Cette proportion se situait à 19 % en 1989.

Les entreprises canadiennes ont multiplié par cinq leur investissement direct à l’étranger au cours des 15 dernières années en plus de diversifier leurs portefeuilles à l’étranger, ayant placé une plus grande partie de leur actif dans les marchés européens et dans les économies émergentes aux possibilités de développement.

Entre 1989 et 2004, la proportion de l’investissement direct dans les pays d’Asie/Océanie est passée de 7 % à 8 %. Parallèlement, la proportion de l’investissement direct dans les pays des Caraïbes a plus que doublé, étant passée de 6 % à 14 %.

Graphique 5

Investissement direct canadien à l’étranger selon la répartition géographique



À la fin de 2004, l'actif en investissements directs étrangers se trouvait principalement dans le secteur de la finance et des assurances (45 %), dans le secteur de l'énergie (11 %) et dans celui des minéraux métalliques (11 %).

L'investissement direct étranger au Canada s'accroît légèrement

La hausse de 3 % de l'investissement direct étranger au Canada était principalement attribuable à l'injection de capitaux dans les exploitations canadiennes existantes par les sociétés mères étrangères. Encore une fois en 2004, les acquisitions nettes des investisseurs directs étrangers ont été négatives, les Canadiens ayant racheté des sociétés canadiennes appartenant à des investisseurs étrangers au cours de l'année.

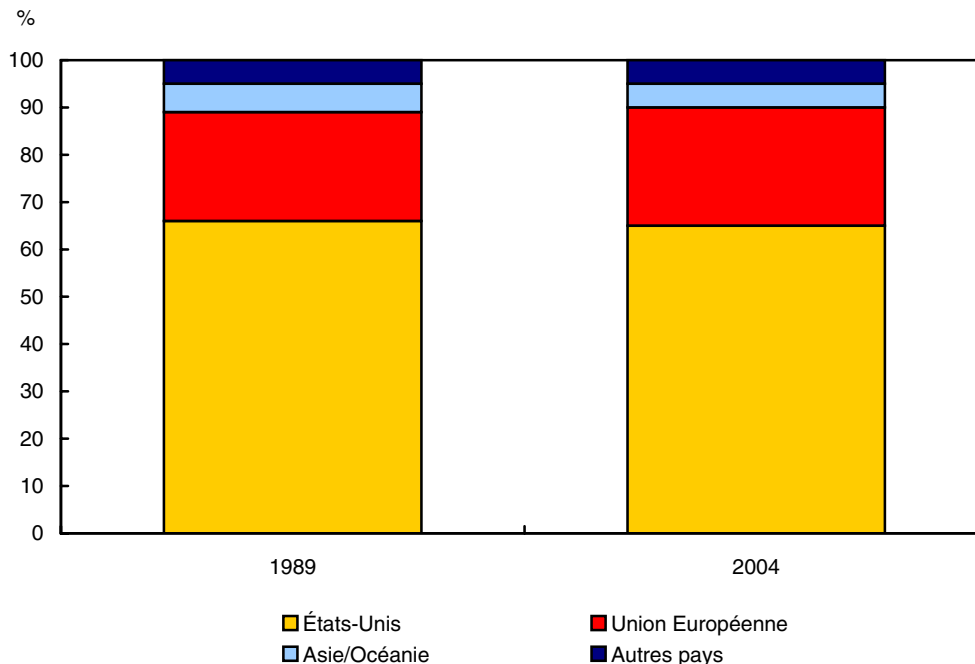
Les investisseurs américains détenaient toujours la plus grande partie de l'investissement, soit plus de 65 % du total, ou 238,2 milliards de dollars, à la fin de 2004. Le Royaume-Uni se situait au deuxième rang, avec 8 %, ou 29,5 milliards de dollars de l'investissement direct étranger total au Canada, ayant pris la place de la France qui était le deuxième investisseur direct étranger en importance pendant les quatre années précédentes. Dans l'ensemble, les pays de l'Union européenne représentaient environ 25 % du total. Tous les autres pays combinés détenaient environ 10 % de l'investissement direct au Canada à la fin de 2004.

Au cours des 15 dernières années, la valeur de l'investissement direct au Canada a triplé, mais les investisseurs étrangers ont continué d'être concentrés aux États-Unis et en Europe de l'Ouest. En 2004, les États-Unis, les pays de l'Union européenne et les pays d'Asie/Océanie représentaient presque la même proportion du total qu'à la fin de 1989.

Le secteur de l'énergie et celui de la finance et des assurances représentaient chacun 18 % de l'investissement direct étranger total au Canada à la fin de 2004. Le reste de l'investissement direct étranger était bien diversifié.

Graphique 6

Investissement direct étranger au Canada selon la répartition géographique



Le bilan net de l'investissement direct étranger du Canada augmente

Le bilan net de l'investissement direct, soit la différence entre l'investissement direct canadien à l'étranger et l'investissement direct étranger au Canada, a augmenté pour s'établir à 79,4 milliards de dollars, soit une valeur record, à la fin de 2004, en hausse par rapport à 48,9 milliards de dollars un an plus tôt. Plus des trois quarts des

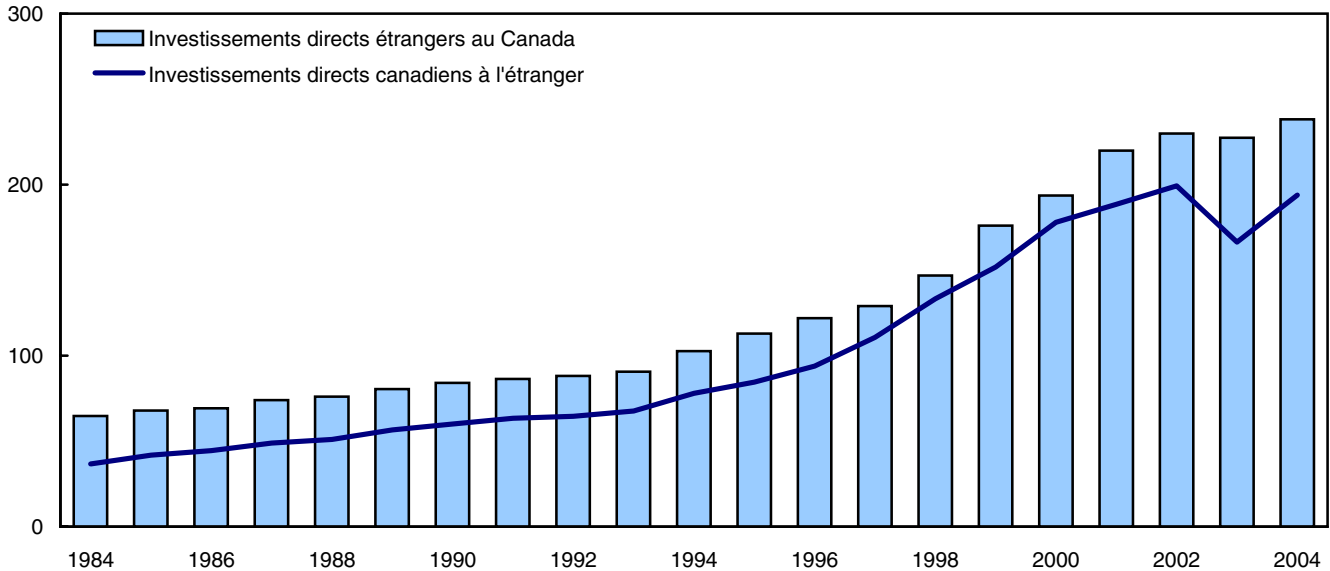
pays pour lesquels on détient des données sur l'investissement direct canadien à l'étranger et/ou l'investissement direct étranger au Canada ont un bilan net positif de l'investissement direct.

Toutefois, les États-Unis et la France ont affiché un bilan net négatif considérable de l'investissement direct, soit de 44,3 milliards de dollars et de 17,4 milliards de dollars, respectivement. Le bilan net de l'investissement direct de ces deux pays n'a jamais été positif.

Graphique 7

Position d'investissement direct étranger avec les États-Unis

Milliards de dollars



Produits connexes

Choisis parmi les publications de Statistique Canada

11-010-X	L'observateur économique canadien
13-010-X	Revue trimestrielle des comptes économiques canadiens
13-605-X	Les nouveautés en matière de comptes économiques canadiens
67-001-X	Balance des paiements internationaux du Canada
67-002-X	Opérations internationales du Canada en valeurs mobilières
67-203-X	Le commerce international de services du Canada
67-506-X	La balance des paiements internationaux et le bilan des investissements internationaux du Canada : concepts, sources, méthodes et produits

Choisis parmi les documents de recherche de Statistique Canada

11-621-M2004013	Les acquisitions transfrontalières : une perspective canadienne
67F0001M1997001	Investissements étrangers, autres que de sociétés, dans l'immobilier au Canada
67F0001M1997002	Les placements étrangers sur le marché obligataire canadien, 1978 à 1990
67F0001M1997003	Les caractéristiques des firmes importatrices, 1978 à 1986
67F0001M1997004	La divergence statistique dans la balance des paiements du Canada, 1962 à 1991
67F0001M1997005	La dette publique du Canada détenue par les non-résidents : perspectives historiques, 1926 à 1992
67F0001M1997006	La mondialisation et le bilan des investissements internationaux de Canada, 1950 à 1992
67F0001M1997007	Les placements étrangers des caisses de retraite en fiducie, 1970 à 1992
67F0001M1997008	Tendances récentes des investissements directs canadiens à l'étranger - L'essor des multinationales canadiennes, 1969 à 1992
67F0001M1997009	Les bénéficiaires au titre des investissements directs, au Canada et à l'étranger, 1983 à 1993
67F0001M1997010	Le développement de la nomenclature de la balance des paiements
67F0001M1997011	Rapprochement du compte courant du Canada et des États-Unis, 1994 et 1995
67F0001M1997012	La mesure des placements de portefeuille étrangers en obligations canadiennes
67F0001M1997013	L'application au Canada des normes internationales régissant les données du commerce international en services - Cinquième édition : le coup d'envoi
67F0001M1997014	Les opérations de pension entre résidents canadiens et non-résidents
67F0001M1997015	Services juridiques au niveau international, 1995-1996
67F0001M1997016	Services de conseil en gestion au niveau international, 1990 à 1996
67F0001M1997017	La mise en place au Canada du BPM-5, 1997
67F0001M1999018	Rapprochement du compte courant du Canada et des États-Unis, 1996 et 1997
67F0001M1999019	Enjeux de la provincialisation des investissements directs étrangers
67F0001M2001020	L'investissement direct étranger : un élément moteur de la mondialisation de l'économie
67F0001M2001021	Statistiques du commerce des sociétés affiliées à l'étranger - Mesure de la mondialisation économique

Choisis parmi les tableaux de CANSIM de Statistique Canada

376-0001	Balance des paiements internationaux, compte courant
376-0002	Balance des paiements internationaux, compte capital et financier
376-0003	Balance des paiements internationaux, compte courant
376-0004	Balance des paiements internationaux, compte capital et financier
376-0005	Balance des paiements internationaux, compte courant, désaisonnalisé
376-0006	Balance des paiements internationaux, compte courant, biens
376-0007	Balance des paiements internationaux, compte courant, biens
376-0008	Balance des paiements internationaux, transactions en devises étrangères au niveau de l'actif et le passif comptabilisés au Canada par les banques à charte canadiennes
376-0009	Balance des paiements internationaux, transactions des banques à charte canadiennes au niveau de l'actif et le passif comptabilisés au Canada auprès des non-résidents, flux et positions
376-0010	Balance des paiements internationaux, transactions en devises étrangères au niveau de l'actif et le passif comptabilisés au Canada par les banques à charte canadiennes
376-0011	Balance des paiements internationaux, transactions des banques à charte canadiennes au niveau de l'actif et le passif comptabilisés au Canada auprès des non-résidents, flux et positions
376-0012	Balance des paiements internationaux, compte courant, revenus de placements, par catégorie et secteur
376-0013	Balance des paiements internationaux, compte courant, revenus de placements, par catégorie et secteur
376-0014	Balance des paiements internationaux, flux d'investissements directs canadiens à l'étranger et d'investissements directs étrangers au Canada, par industrie et catégorie de transactions
376-0015	Balance des paiements internationaux, flux d'investissements directs canadiens à l'étranger et d'investissements directs étrangers au Canada, par catégorie de transactions
376-0016	Balance des paiements internationaux, investissements directs canadiens à l'étranger et investissements directs étrangers au Canada, acquisitions, ventes et autres flux
376-0017	Balance des paiements internationaux, flux d'investissements directs canadiens à l'étranger et d'investissements directs étrangers au Canada
376-0018	Opérations internationales en valeurs mobilières, opérations de portefeuille, ventes et achats, nets et brutes, par catégorie et secteur
376-0020	Opérations internationales en valeurs mobilières, opérations de portefeuille, ventes et achats, nets et brutes, par catégorie et secteur
376-0021	Opérations internationales en valeurs mobilières, opérations de portefeuille en obligations canadiennes avec les non-résidents, par catégorie

376-0022	Opérations internationales en valeurs mobilières, opérations de portefeuille en actions canadiennes avec les non-résidents, par catégorie
376-0023	Opérations internationales en valeurs mobilières, opérations de portefeuille en effets du marché monétaire canadien, en obligations étrangères et en actions étrangères, avec les non-résidents, par catégorie
376-0024	Opérations internationales en valeurs mobilières, opérations de portefeuille en obligations canadiennes avec les non-résidents, par catégorie
376-0025	Opérations internationales en valeurs mobilières, opérations de portefeuille en actions canadiennes avec les non-résidents, par catégorie
376-0026	Opérations internationales en valeurs mobilières, opérations de portefeuille avec les non-résidents en effets du marché monétaire canadien, en obligations étrangères et en actions étrangères, par catégorie
376-0027	Opérations internationales en valeurs mobilières, opérations de portefeuille en obligations canadiennes avec les non-résidents, par catégorie
376-0028	Opérations internationales en valeurs mobilières, opérations de portefeuille en actions canadiennes avec les non-résidents, par catégorie
376-0029	Opérations internationales en valeurs mobilières, opérations de portefeuille en effets du marché monétaire canadien, en obligations étrangères et en actions étrangères, par catégorie
376-0031	Transactions internationales de services, voyages par catégorie et zone géographique
376-0032	Les transactions internationales de services, transports par catégorie
376-0033	Les transactions internationales de services, services commerciaux par catégorie
376-0035	Transactions internationales de services, par catégorie
376-0036	Transactions internationales de services, par certains pays
376-0037	Bilan des investissements internationaux
376-0038	Bilan des investissements internationaux, investissements directs canadiens à l'étranger et investissements directs étrangers au Canada, par industrie
376-0039	Bilan des investissements internationaux, investissements étrangers de portefeuille, obligations canadiennes et effets de marché monétaire canadien
376-0040	Bilan des investissements internationaux, investissements de portefeuille et autres investissements au Canada, par secteur
376-0041	Bilan des investissements internationaux, investissements de portefeuille en obligations canadiennes, valeur comptable et valeur au marché, par secteur
376-0042	Bilan des investissements internationaux, investissements de portefeuille, obligations canadiennes et effets de marché monétaire canadien, par secteur et région
376-0051	Bilan des investissements internationaux, investissements directs canadiens à l'étranger et investissements directs étrangers au Canada, par pays

376-0052	Bilan des investissements internationaux, investissements directs canadiens à l'étranger et investissements directs étrangers au Canada, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN)
376-0053	Bilan des investissements internationaux, investissements directs canadiens à l'étranger et investissements directs étrangers au Canada, par industrie et pays
376-0054	Bilan des investissements internationaux, investissements directs canadiens à l'étranger et investissements directs étrangers au Canada, selon le genre d'exploitation canadienne et le capital investi
376-0055	Bilan des investissements internationaux
376-0056	Bilan des investissements internationaux, investissements de portefeuille et autres investissements au Canada, par secteur
376-0057	Bilan des investissements internationaux, investissements de portefeuille en obligations canadiennes, selon le valeur comptable et valeur au marché
376-0058	Bilan des investissements internationaux, investissements étrangers de portefeuille en obligations canadiennes et en instruments du marché monétaire canadien, par secteur et région géographique
376-0059	Bilan des investissements internationaux, dette extérieure brute au Canada, position, par secteur
376-0060	Statistiques sur le commerce de sociétés affiliées à l'étranger, opérations canadiennes à l'étranger, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN)
376-0061	Statistiques sur le commerce de sociétés affiliées à l'étranger, opérations canadiennes à l'étranger, selon les pays
376-0062	Les transactions internationales de services, services commerciaux, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN)

Choisis parmi les enquêtes de Statistique Canada

1529	Capitaux investis à l'étranger par les entreprises canadiennes
1534	Balance des paiements internationaux du Canada
1536	Les transactions internationales de services du Canada
1537	Bilan des investissements internationaux du Canada

Choisis parmi les tableaux du Canada en statistiques de Statistique Canada

- *Le Canada en statistiques - Canada : Données économiques et financières (Mise à jour quotidienne)*
- *Le Canada en statistiques - Balance des paiements internationaux du Canada*
- *Le Canada en statistiques ; Indicateurs économiques, par provinces et territoires (mensuel et trimestriel)*
- *Le Canada en statistiques - Bilan des investissements internationaux du Canada*

Tableaux statistiques

Tableau 1-1

Bilan des investissements internationaux avec tous les pays 2000 à 2001

	V No. (A)	V No. (T)	2000				2001			
			I	II	III	IV	I	II	III	IV
millions de dollars										
Actif :										
Investissements directs canadiens à l'étranger ¹	v235396	v20862962	302 414	330 561	338 552	356 506	374 452	372 556	399 455	399 253
Investissements de portefeuille :										
Obligations étrangères	v235398	v20862968	32 552	32 773	37 727	35 640	37 733	35 892	39 132	38 870
Obligations étrangères à valeur au marché		v28257655	34 226	34 095	38 679	37 429	39 680	37 045	41 500	40 268
Actions étrangères	v235399	v20862971	151 579	160 356	163 693	173 572	184 183	183 364	197 992	200 892
Actions étrangères à valeur au marché		v28257658	353 535	363 288	364 793	359 802	345 860	361 144	324 139	367 566
Marché monétaire étranger ²	v30615497	v30615505	..	..	..	..	..	..	..	..
Marché monétaire étranger à valeur au marché		v30615508	..	..	..	..	..	..	..	..
Total	v235423	v20862965	184 131	193 129	201 420	209 212	221 915	219 256	237 124	239 762
Autres investissements :										
Prêts ³	v235406	v20862977	52 308	59 547	61 109	60 520	59 112	60 551	62 969	68 402
Provisions	v235397	v20862980	-10 769	-10 904	-10 969	-10 970	-11 582	-11 513	-11 697	-11 851
Dépôts ⁴	v235407	v20862983	97 379	105 991	107 594	101 448	104 975	93 314	93 212	108 929
Réserves officielles internationales	v235400	v20862986	45 099	44 814	46 049	47 801	51 808	49 228	52 318	53 327
Autres actifs ⁵	v235408	v20862989	60 080	61 487	61 709	63 060	64 252	63 681	63 746	64 155
Total	v235424	v20862974	244 097	260 936	265 492	261 860	268 565	255 261	260 548	282 962
Total de l'actif :										
À valeur comptable	v235395	v20862959	730 642	784 626	805 464	827 578	864 933	847 074	897 126	921 976
Avec d'investissements de portefeuille à valeur au marché			934 272	988 880	1 007 516	1 015 597	1 028 557	1 026 006	1 025 642	1 090 049
Passif :										
Investissements directs étrangers au Canada ⁶	v235412	v20862995	266 405	289 603	301 246	319 116	326 341	335 953	338 368	340 429
Investissements de portefeuille :										
Obligations canadiennes ⁷	v235413	v20863001	380 581	379 786	377 228	372 440	391 270	386 215	402 756	427 228
Obligations canadiennes à valeur au marché		v28257661	398 568	398 811	396 334	387 805	415 766	407 373	425 742	446 442
Actions canadiennes	v235414	v20863004	78 268	83 456	87 893	87 116	87 696	78 319	77 968	77 487
Actions canadiennes à valeur au marché		v28257664	248 364	269 402	274 125	213 854	183 488	182 470	150 936	167 084
Marché monétaire canadien	v235416	v20863007	30 712	28 445	24 987	27 961	23 251	23 197	19 470	21 463
Marché monétaire canadien à valeur au marché ⁸		v30615512	30 712	28 445	24 987	27 961	23 251	23 197	19 470	21 463
Total	v235425	v20862998	489 561	491 687	490 107	487 517	502 217	487 732	500 194	526 178
Autres investissements :										
Emprunts ⁹	v235415	v20863013	57 769	59 338	60 281	60 675	56 062	58 157	63 119	56 035
Dépôts ¹⁰	v235417	v20863016	142 153	148 264	144 559	147 751	166 824	154 115	172 674	181 055
Autres passifs ¹¹	v235418	v20863019	21 565	21 592	21 818	21 356	21 644	21 972	22 153	21 716
Total	v235426	v20863010	221 486	229 194	226 658	229 781	244 530	234 245	257 947	258 806
Total du passif :										
À valeur comptable	v235411	v20862992	977 453	1 010 485	1 018 011	1 036 415	1 073 089	1 057 929	1 096 509	1 125 414
Avec d'investissements de portefeuille à valeur au marché			1 165 535	1 215 455	1 223 350	1 178 517	1 193 376	1 183 238	1 192 463	1 234 224
Bilan net des investissements internationaux du Canada :										
À valeur comptable	v235422	v20863022	-246 811	-225 859	-212 548	-208 837	-208 156	-210 855	-199 383	-203 437
Avec d'investissements de portefeuille à valeur au marché			-231 263	-226 575	-215 834	-162 920	-164 819	-157 232	-166 821	-144 175

Nota : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 1-2

Bilan des investissements internationaux avec tous les pays 2002 à 2003

	V No. (A)	V No. (T)	2002				2003			
			I	II	III	IV	I	II	III	IV
millions de dollars										
Actif :										
Investissements directs canadiens à l'étranger ¹	v235396	v20862962	397 276	391 191	417 846	433 364	412 125	380 826	389 430	403 444
Investissements de portefeuille :										
Obligations étrangères	v235398	v20862968	40 629	41 418	44 193	43 873	44 643	44 177	44 331	45 137
Obligations étrangères à valeur au marché		v28257655	40 996	42 474	47 289	46 063	47 249	47 867	47 618	48 293
Actions étrangères	v235399	v20862971	203 135	202 889	212 554	215 521	201 608	189 465	194 265	194 889
Actions étrangères à valeur au marché		v28257658	381 705	333 634	294 215	319 428	281 166	300 244	322 435	352 318
Marché monétaire étranger ²	v30615497	v30615505	7 590	7 316	7 700	9 076	9 664	8 553	10 552	10 953
Marché monétaire étranger à valeur au marché		v30615508	7 594	7 318	7 706	9 085	9 680	8 565	10 567	10 977
Total	v235423	v20862965	251 353	251 622	264 446	268 470	255 916	242 195	249 148	250 979
Autres investissements :										
Prêts ³	v235406	v20862977	68 590	64 555	65 735	71 728	74 121	66 442	60 116	58 426
Provisions	v235397	v20862980	-11 850	-11 727	-11 872	-11 918	-12 079	-11 771	-11 796	-11 612
Dépôts ⁴	v235407	v20862983	109 905	104 765	105 586	102 704	113 804	102 992	103 440	109 877
Réserves officielles internationales	v235400	v20862986	53 660	55 231	55 758	56 230	50 533	47 173	47 719	45 690
Autres actifs ⁵	v235408	v20862989	60 332	57 503	58 871	58 810	58 422	57 930	60 906	61 436
Total	v235424	v20862974	280 637	270 326	274 078	277 553	284 802	262 765	260 386	263 818
Total de l'actif :										
À valeur comptable	v235395	v20862959	929 266	913 139	956 370	979 386	952 842	885 787	898 964	918 241
Avec d'investissements de portefeuille à valeur au marché			1 108 208	1 044 943	1 041 134	1 085 493	1 035 022	1 000 267	1 030 436	1 078 850
Passif :										
Investissements directs étrangers au Canada ⁶	v235412	v20862995	347 854	353 305	352 921	354 122	357 306	360 115	356 343	354 466
Investissements de portefeuille :										
Obligations canadiennes ⁷	v235413	v20863001	434 523	424 949	445 373	450 006	436 964	417 386	407 588	405 742
Obligations canadiennes à valeur au marché		v28257661	464 361	453 968	480 468	483 230	468 063	456 293	437 491	436 244
Actions canadiennes	v235414	v20863004	76 948	79 813	78 928	80 692	79 892	80 575	82 053	83 316
Actions canadiennes à valeur au marché		v28257664	164 182	151 494	123 798	132 255	127 231	143 798	158 792	181 582
Marché monétaire canadien	v235416	v20863007	22 771	22 880	21 294	25 189	23 180	22 735	20 725	21 388
Marché monétaire canadien à valeur au marché ⁸		v30615512	22 771	22 880	21 294	25 189	23 270	22 872	20 873	21 523
Total	v235425	v20862998	534 242	527 641	545 594	555 887	540 035	520 696	510 366	510 446
Autres investissements :										
Emprunts ⁹	v235415	v20863013	58 626	54 002	58 216	59 012	57 086	54 538	53 438	54 504
Dépôts ¹⁰	v235417	v20863016	188 690	183 677	196 493	195 036	204 091	169 988	178 043	183 139
Autres passifs ¹¹	v235418	v20863019	22 267	21 886	22 064	22 275	22 116	21 622	21 806	21 858
Total	v235426	v20863010	269 583	259 565	276 773	276 323	283 293	246 149	253 287	259 500
Total du passif :										
À valeur comptable	v235411	v20862992	1 151 679	1 140 510	1 175 288	1 186 332	1 180 634	1 126 960	1 119 995	1 124 412
Avec d'investissements de portefeuille à valeur au marché			1 268 751	1 241 212	1 255 254	1 271 119	1 259 163	1 229 227	1 226 786	1 253 315
Bilan net des investissements internationaux du Canada :										
À valeur comptable	v235422	v20863022	-222 412	-227 371	-218 918	-206 946	-227 792	-241 173	-221 031	-206 171
Avec d'investissements de portefeuille à valeur au marché			-160 543	-196 269	-214 120	-185 626	-224 141	-228 960	-196 350	-174 465

Nota : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 1-3

Bilan des investissements internationaux avec tous les pays 2004 à 2005

	V No. (A)	V No. (T)	2004				2005			
			I	II	III	IV	I	II	III	IV
millions de dollars										
Actif :										
Investissements directs canadiens à l'étranger ¹	v235396	v20862962	415 555	450 253	443 568	445 063	452 615	..	..	..
Investissements de portefeuille :										
Obligations étrangères	v235398	v20862968	48 220	51 882	52 377	57 471	62 892	..	..	..
Obligations étrangères à valeur au marché		v28257655	52 844	55 081	56 859	61 941	67 472	..	..	..
Actions étrangères	v235399	v20862971	197 214	199 868	190 024	186 678	185 606	..	..	..
Actions étrangères à valeur au marché		v28257658	364 914	373 539	349 024	368 926	367 117	..	..	..
Marché monétaire étranger ²	v30615497	v30615505	12 268	11 359	11 398	11 079	10 985	..	..	..
Marché monétaire étranger à valeur au marché		v30615508	12 286	11 373	11 413	11 108	11 008	..	..	..
Total	v235423	v20862965	257 702	263 108	253 799	255 229	259 484	..	..	..
Autres investissements :										
Prêts ³	v235406	v20862977	65 298	69 721	62 403	56 047	58 792	..	..	..
Provisions	v235397	v20862980	-11 079	-11 187	-11 006	-10 879	-10 805	..	..	..
Dépôts ⁴	v235407	v20862983	110 136	119 976	108 076	112 460	118 684	..	..	..
Réserves officielles internationales	v235400	v20862986	46 116	46 349	44 652	40 315	43 072	..	..	..
Autres actifs ⁵	v235408	v20862989	55 506	59 990	60 452	57 202	61 448	..	..	..
Total	v235424	v20862974	265 978	284 850	264 577	255 144	271 191	..	..	..
Total de l'actif :										
À valeur comptable	v235395	v20862959	939 236	998 211	961 943	955 436	983 289	..	..	..
Avec d'investissements de portefeuille à valeur au marché			1 111 577	1 175 096	1 125 441	1 142 182	1 169 403	0	0	0
Passif :										
Investissements directs étrangers au Canada ⁶	v235412	v20862995	359 704	356 167	365 789	365 675	371 480	..	..	..
Investissements de portefeuille :										
Obligations canadiennes ⁷	v235413	v20863001	410 856	419 910	408 158	405 091	405 219	..	..	..
Obligations canadiennes à valeur au marché		v28257661	451 654	442 302	440 963	437 692	439 254	..	..	..
Actions canadiennes	v235414	v20863004	85 225	103 239	105 598	108 554	110 523	..	..	..
Actions canadiennes à valeur au marché		v28257664	193 996	211 998	220 492	242 326	256 736	..	..	..
Marché monétaire canadien	v235416	v20863007	18 843	20 852	18 111	19 621	18 605	..	..	..
Marché monétaire canadien à valeur au marché ⁸		v30615512	18 946	20 939	18 191	19 707	18 672	..	..	..
Total	v235425	v20862998	514 924	544 000	531 867	533 265	534 346	..	..	..
Autres investissements :										
Emprunts ⁹	v235415	v20863013	52 463	54 074	42 876	39 743	42 544	..	..	..
Dépôts ¹⁰	v235417	v20863016	174 599	191 379	185 607	175 970	175 094	..	..	..
Autres passifs ¹¹	v235418	v20863019	22 550	22 434	22 063	21 910	22 128	..	..	..
Total	v235426	v20863010	249 613	267 887	250 546	237 623	239 766	..	..	..
Total du passif :										
À valeur comptable	v235411	v20862992	1 124 240	1 168 055	1 148 202	1 136 563	1 145 592	..	..	..
Avec d'investissements de portefeuille à valeur au marché			1 273 913	1 299 293	1 295 981	1 303 023	1 325 908	0	0	0
Bilan net des investissements internationaux du Canada :										
À valeur comptable	v235422	v20863022	-185 005	-169 844	-186 258	-181 127	-162 303	..	..	..
Avec d'investissements de portefeuille à valeur au marché			-162 336	-124 197	-170 540	-160 841	-156 505	0	0	0

Nota : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 2

Investissements directs canadiens à l'étranger¹, par région géographique

Année	États-Unis	Royaume-Uni	Autres que États-Unis et Royaume-Uni				Total	Tous les pays
			Autres ² pays de l'Union européenne	Japon	Autres ³ pays de l'OCDE	Tous les autres pays		
V No.	v235428	v235450	v235494	v235516	v235538	v235560	v235472	v235396
millions de dollars								
1992	64 502	12 271	9 071	2 521	3 957	19 370	34 919	111 691
1993	67 677	12 907	11 478	2 845	4 355	23 165	41 843	122 427
1994	77 987	15 038	15 620	3 485	6 635	27 551	53 291	146 315
1995	84 562	16 412	18 106	2 739	7 166	32 251	60 263	161 237
1996	93 939	17 825	19 192	2 676	8 392	39 215	69 474	181 238
1997	110 707	22 722	22 416	2 985	9 284	50 493	85 178	218 607
1998	133 267	24 956	29 149	3 268	11 579	60 691	104 686	262 909
1999	151 775	25 686	28 384	3 853	12 381	68 651	113 270	290 730
2000	177 943	35 170	39 998	5 613	17 600	80 182	143 394	356 506
2001	188 481	39 682	42 783	7 026	26 449	94 832	171 089	399 253
2002	199 298	40 740	49 772	9 707	30 733	103 114	193 326	433 364
2003	166 384	40 977	60 075	8 444	27 345	100 218	196 083	403 444
2004 ^p	193 855	43 991	74 113	9 576	19 820	103 707	207 218	445 063

Nota : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 3

Investissements directs canadiens à l'étranger¹, par industrie

Année	Industrie du bois et papier	Industrie de l'énergie et minerais métalliques	Industrie de la machinerie et matériel de transport	Industrie des finances et assurances	Industrie ² des services et commerce de détail	Toutes ³ les autres industries	Toutes les industries
V No.	v235585	v235586	v235587	v235582	v235583	v235584	v235581
millions de dollars							
1992	3 576	24 198	3 188	32 140	10 263	38 326	111 691
1993	3 727	27 008	4 030	37 353	10 423	39 887	122 427
1994	4 358	32 189	4 681	44 725	12 066	48 297	146 315
1995	5 340	37 219	5 207	48 932	17 892	46 646	161 237
1996	4 710	44 703	5 867	58 098	19 724	48 138	181 238
1997	6 154	53 079	7 715	73 714	21 760	56 184	218 607
1998	7 053	58 700	11 752	85 562	31 643	68 199	262 909
1999	7 636	60 444	10 036	104 111	30 130	78 373	290 730
2000	7 050	67 625	21 064	120 483	48 259	92 027	356 506
2001	8 814	76 743	25 603	150 258	56 989	80 845	399 253
2002	8 923	83 304	24 507	187 270	59 731	69 630	433 364
2003	8 008	84 882	22 857	175 058	49 366	63 274	403 444
2004 ^p	11 921	96 251	26 070	198 216	51 112	61 493	445 063

Nota : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 4-1

Bénéfices d'investissements directs à l'étranger — Trimestriel

Trimestre	Investissements directs canadiens à l'étranger ¹	Bénéfices		
		Investissements directs, dividendes, recettes	Investissements directs, bénéfices réinvestis, recettes	Investissements directs, bénéfices, recettes
V No. (A)	v235396	v112549	v112550	v112555
V No. (T)	v20862962	v112605	v112606	v112611
millions de dollars				
1992				
I	108 954	961	75	1 036
II	112 233	810	222	1 032
III	115 168	863	-94	770
IV	111 691	748	71	819
1993				
I	113 099	1 403	-117	1 287
II	115 770	1 253	-30	1 223
III	122 465	877	-343	534
IV	122 427	1 165	-217	948
1994				
I	132 266	847	1 053	1 899
II	136 277	1 275	902	2 177
III	136 662	972	1 262	2 235
IV	146 315	1 414	1 095	2 510
1995				
I	153 634	1 092	1 033	2 125
II	154 165	1 302	921	2 223
III	152 202	1 269	1 155	2 425
IV	161 237	1 210	1 575	2 785
1996				
I	163 720	1 285	1 022	2 308
II	167 122	1 476	1 181	2 656
III	172 324	1 347	1 099	2 446
IV	181 238	1 710	1 368	3 079
1997				
I	189 170	1 608	1 587	3 195
II	195 973	2 689	1 599	4 289
III	202 558	1 806	1 360	3 166
IV	218 607	2 509	1 651	4 160
1998				
I	220 273	2 364	1 154	3 518
II	235 469	1 897	1 344	3 241
III	257 241	1 306	1 114	2 421
IV	262 909	2 085	1 472	3 557
1999				
I	264 868	1 430	1 741	3 171
II	266 940	1 774	1 415	3 189
III	284 510	1 414	2 203	3 617
IV	290 730	1 593	2 404	3 998
2000				
I	302 414	1 545	1 970	3 516
II	330 561	1 888	1 838	3 726
III	338 552	1 527	2 184	3 711
IV	356 506	1 791	1 763	3 554
2001				
I	374 452	791	1 436	2 227
II	372 556	1 133	1 734	2 867
III	399 455	857	-142	715
IV	399 253	1 009	-773	236
2002				
I	397 276	1 138	1 618	2 756
II	391 191	1 657	1 344	3 001
III	417 846	1 352	1 893	3 245
IV	433 364	2 037	2 195	4 232
2003				
I	412 125	979	723	1 702
II	380 826	1 120	2 025	3 145
III	389 430	1 179	2 815	3 994
IV	403 444	1 593	2 960	4 553
2004 P				
I	415 555	896	3 508	4 404
II	450 253	1 983	3 583	5 566
III	443 568	1 181	4 097	5 278
IV	445 063	1 583	3 913	5 496
2005 P				
I	452 615	936	3 214	4 151

Nota : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 4-2

Bénéfices d'investissements directs à l'étranger — Annuel

Année	Investissements directs canadiens à l'étranger ¹	Bénéfices		
		Investissements directs, dividendes, recettes	Investissements directs, bénéfices réinvestis, recettes	Investissements directs, bénéfices, recettes
V No. (A)	v235396	v112549	v112550	v112555
V No. (T)	v20862962	v112605	v112606	v112611
millions de dollars				
1992	111 691	3 383	274	3 657
1993	122 427	4 697	-705	3 992
1994	146 315	4 508	4 313	8 821
1995	161 237	4 873	4 684	9 558
1996	181 238	5 818	4 671	10 489
1997	218 607	8 613	6 196	14 809
1998	262 909	7 653	5 084	12 737
1999	290 730	6 212	7 763	13 975
2000	356 506	6 751	7 755	14 506
2001	399 253	3 790	2 254	6 044
2002	433 364	6 184	7 050	13 234
2003	403 444	4 870	8 524	13 394
2004 P	445 063	5 642	15 101	20 743

Nota : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 5

Investissements de portefeuille en obligations étrangères, par région géographique

Année	États-Unis	Royaume-Uni	Autres que États-Unis et Royaume-Uni				Total	Tous les pays
			Autres ¹ pays de l'Union européenne	Japon	Autres ² pays de l'OCDE	Tous les autres pays		
V No.	v235430	v235452	v235496	v235518	v235540	v235562	v235474	v235398
millions de dollars								
1992	10 002	833	280	402	126	1 291	2 099	12 934
1993	12 661	1 906	1 001	462	101	1 370	2 934	17 501
1994	11 857	2 917	1 247	615	132	1 549	3 543	18 317
1995	11 207	3 526	1 170	1 064	172	1 683	4 089	18 822
1996	12 534	3 312	1 137	2 368	124	1 788	5 417	21 263
1997	16 790	910	2 248	430	1 702	4 506	8 886	26 586
1998	20 964	1 204	3 484	467	2 493	4 642	11 086	33 254
1999	17 702	1 461	3 222	642	1 852	5 855	11 571	30 734
2000	21 538	1 301	5 050	334	1 749	5 666	12 801	35 640
2001	23 813	1 910	4 598	713	2 134	5 702	13 148	38 870
2002	28 101	1 954	4 990	384	2 301	6 143	13 818	43 873
2003	29 488	1 648	4 710	599	1 987	6 705	14 001	45 137
2004 P	37 474	2 113	6 164	759	2 484	8 477	17 885	57 471

Nota : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 6

Investissements de portefeuille en actions étrangères, par région géographique

Année	États-Unis	Royaume-Uni	Autres que États-Unis et Royaume-Uni				Total	Tous les pays
			Autres ¹ pays de l'Union européenne	Japon	Autres ² pays de l'OCDE	Tous les autres pays		
V No.	v235431	v235453	v235497	v235519	v235541	v235563	v235475	v235399
millions de dollars								
1992	36 188	3 262	1 536	1 350	696	1 716	5 298	44 748
1993	40 654	3 919	1 958	2 134	826	3 445	8 363	52 936
1994	46 946	5 165	2 919	3 571	1 208	5 483	13 181	65 291
1995	49 053	5 752	4 015	4 617	1 986	6 523	17 140	71 946
1996	56 335	8 385	5 446	5 309	2 412	9 123	22 290	87 010
1997	54 523	12 680	15 550	6 266	6 454	8 307	36 577	103 780
1998	65 102	14 641	21 255	8 166	6 939	8 048	44 408	124 151
1999	71 355	16 691	26 738	16 104	7 860	10 291	60 994	149 040
2000	90 714	19 209	31 205	13 129	9 004	10 311	63 649	173 572
2001	108 374	22 239	32 815	14 133	10 972	12 358	70 279	200 892
2002	118 128	24 665	35 300	13 596	13 284	10 548	72 728	215 521
2003	98 438	23 708	36 624	13 359	12 874	9 886	72 744	194 889
2004 P	94 876	22 772	35 303	12 520	12 220	8 988	69 030	186 678

Nota : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 7

Investissements de portefeuille en instruments du marché monétaire étranger, par région géographique

Année	États-Unis	Royaume-Uni	Autres que États-Unis et Royaume-Uni				Total	Tous les pays
			Autres ¹ pays de l'Union européenne	Japon	Autres ² pays de l'OCDE	Tous les autres pays		
V No.	v30615498	v30615499	v30615501	v30615502	v30615503	v30615504	v30615500	v30615497
millions de dollars								
1992	..	..	..	..	..	..	..	..
1993	..	..	..	..	..	..	..	..
1994	..	..	..	..	..	..	..	..
1995	..	..	..	..	..	..	..	..
1996	..	..	..	..	..	..	..	..
1997	..	..	..	..	..	..	..	..
1998	..	..	..	..	..	..	..	..
1999	..	..	..	..	..	..	..	..
2000	..	..	..	..	..	..	..	..
2001	..	..	..	..	..	..	..	..
2002	7 119	226	113	0	155	1 464	1 731	9 076
2003	7 111	2 092	106	0	218	1 428	1 751	10 953
2004 P	5 528	4 714	285	0	42	510	837	11 079

Nota : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 8

Réserves officielles internationales du Canada

Année	Dollars des États-Unis	Autres devises	Or	Droits de tirages spéciaux	Position de réserve au Fond monétaire international	Réserves officielles internationales
V No.	v235401	v235402	v235403	v235404	v235405	v235400
millions de dollars						
1992	9 994	1 929	608	1 320	1 284	15 135
1993	13 151	684	385	1 406	1 255	16 882
1994	13 588	736	278	1 609	1 276	17 488
1995	16 544	682	242	1 606	1 695	20 769
1996	24 016	693	213	1 601	1 681	28 204
1997	20 930	703	209	1 610	2 253	25 705
1998	24 427	6 102	188	1 681	3 522	35 921
1999	27 829	8 183	125	759	4 567	41 463
2000	32 154	10 944	81	861	3 761	47 801
2001	30 768	16 953	74	978	4 554	53 327
2002	27 287	22 146	45	1 124	5 628	56 230
2003	19 694	19 914	7	1 086	4 988	45 690
2004	17 171	18 026	7	1 111	3 999	40 315

Nota : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 9

Autres actifs

Année	Créances à court terme auprès des non-résidents	Actifs autre que les créances à court terme	Autres ¹ actifs
V No.	v235409	v235410	v235408
millions de dollars			
1992	5 263	35 231	40 494
1993	5 326	44 035	49 361
1994	6 237	51 242	57 479
1995	6 587	51 909	58 496
1996	6 556	48 090	54 646
1997	7 235	55 155	62 391
1998	7 707	54 299	62 006
1999	7 911	50 723	58 634
2000	10 839	52 221	63 060
2001	11 658	52 496	64 155
2002	11 869	46 941	58 810
2003	11 151	50 285	61 436
2004 ^p	11 327	45 875	57 202

Nota : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 10

Investissements directs étrangers au Canada¹, par région géographique

Année	États-Unis	Royaume-Uni	Autres que États-Unis et Royaume-Uni				Total	Tous les pays
			Autres ² pays de l'Union européenne	Japon	Autres ³ pays de l'OCDE	Tous les autres pays		
V No.	v235437	v235459	v235503	v235525	v235547	v235569	v235481	v235412
millions de dollars								
1992	88 161	16 799	15 056	5 962	6 913	5 027	32 958	137 918
1993	90 600	15 872	15 732	6 249	7 312	5 727	35 021	141 493
1994	102 629	14 693	16 824	6 587	7 989	5 873	37 273	154 594
1995	112 948	14 097	21 778	6 987	5 827	6 529	41 122	168 167
1996	121 943	14 292	24 406	7 873	6 748	6 865	45 892	182 126
1997	128 978	15 748	25 508	7 990	8 860	7 193	49 551	194 277
1998	146 893	17 042	31 126	8 393	8 958	6 978	55 454	219 389
1999	176 045	15 279	36 341	8 270	10 115	6 514	61 239	252 563
2000	193 651	23 955	72 008	8 041	13 280	8 181	101 511	319 116
2001	219 927	26 913	65 144	7 864	11 039	9 542	93 590	340 429
2002	229 860	27 861	65 645	9 162	11 175	10 420	96 402	354 122
2003	227 421	27 397	68 381	9 610	11 038	10 618	99 648	354 466
2004 ^p	238 155	29 461	61 751	10 583	12 771	12 955	98 059	365 675

Nota : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 11

Investissements directs étrangers au Canada¹, par industrie

Année	Industrie du bois et papier	Industrie de l'énergie et minerais métalliques	Industrie de la machinerie et matériel de transport	Industrie des finances et assurances	Industrie ² des services et commerce de détail	Toutes ³ les autres industries	Toutes les industries
millions de dollars							
1992	8 895	30 062	18 496	26 873	10 807	42 785	137 918
1993	9 109	30 846	20 641	26 685	11 010	43 203	141 493
1994	9 598	29 959	24 638	28 119	14 417	47 864	154 594
1995	10 010	29 061	25 305	29 086	16 885	57 820	168 167
1996	10 206	31 799	25 366	33 506	18 852	62 399	182 126
1997	12 595	33 923	28 043	35 781	19 460	64 476	194 277
1998	13 487	38 651	30 029	40 787	21 642	74 793	219 389
1999	15 345	42 884	30 563	52 755	23 462	87 555	252 563
2000	16 384	56 305	43 647	53 965	25 367	123 447	319 116
2001	14 898	75 402	46 460	67 725	25 245	110 698	340 429
2002	15 255	81 971	49 028	65 392	29 231	113 245	354 122
2003	14 864	83 023	46 613	67 237	28 408	114 320	354 466
2004 ^p	14 513	89 138	51 038	66 029	30 069	114 888	365 675

Nota : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 12-1

Bénéfices d'investissements directs étrangers au Canada — Trimestriel

Trimestre	Investissements directs étrangers au Canada	Bénéfices		
		Investissements directs, dividendes, paiements	Investissements directs, bénéfices réinvestis, paiements	Investissements directs, bénéfices, paiements
V No. (A)	v235412	v112570	v112571	v112586
V No. (T)	v20862995	v112626	v112627	v112642
millions de dollars				
1992				
I	133 333	864	-502	362
II	133 505	946	-230	717
III	136 078	630	-478	152
IV	137 918	1 854	-2 302	-448
1993				
I	139 111	739	458	1 198
II	139 728	822	972	1 794
III	140 186	786	223	1 009
IV	141 493	1 267	-186	1 081
1994				
I	143 029	878	-33	845
II	145 595	1 466	758	2 224
III	148 880	710	1 431	2 141
IV	154 594	1 420	535	1 955
1995				
I	154 783	1 113	1 521	2 634
II	157 821	1 114	2 807	3 921
III	161 457	911	2 309	3 219
IV	168 167	1 429	1 294	2 723
1996				
I	173 429	1 573	993	2 566
II	176 962	1 491	1 960	3 452
III	179 711	1 428	2 139	3 567
IV	182 126	1 614	1 025	2 639
1997				
I	181 851	2 369	1 724	4 093
II	186 155	2 306	1 990	4 296
III	191 895	2 315	2 976	5 291
IV	194 277	2 411	1 230	3 641
1998				
I	194 615	2 332	1 706	4 038
II	202 188	2 227	1 502	3 729
III	211 075	2 445	1 072	3 517
IV	219 389	2 486	905	3 391
1999				
I	225 061	2 080	2 500	4 580
II	233 678	2 081	3 198	5 278
III	246 857	2 113	3 232	5 345
IV	252 563	4 987	-204	4 783
2000				
I	266 405	2 483	2 293	4 777
II	289 603	2 398	3 580	5 978
III	301 246	2 068	3 668	5 736
IV	319 116	2 070	3 970	6 040
2001				
I	326 341	1 896	4 657	6 554
II	335 953	2 002	4 706	6 707
III	338 368	1 939	1 834	3 773
IV	340 429	3 128	-195	2 933
2002				
I	347 854	1 986	2 228	4 214
II	353 305	1 710	2 114	3 824
III	352 921	2 003	3 039	5 042
IV	354 122	4 234	1 959	6 192
2003				
I	357 306	2 097	3 995	6 092
II	360 115	3 334	1 510	4 844
III	356 343	2 683	2 318	5 001
IV	354 466	2 989	1 563	4 552
2004 P				
I	359 704	2 274	3 387	5 660
II	356 167	3 553	3 579	7 132
III	365 789	2 778	4 137	6 915
IV	365 675	4 230	2 360	6 590
2005 P				
I	371 480	2 218	3 114	5 332

Nota : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 12-2

Bénéfices d'investissements directs étrangers au Canada — Annuel

Année	Investissements ¹ directs étrangers au Canada	Bénéfices		
		Investissements directs, dividendes, paiements	Investissements directs, bénéfiques réinvestis, paiements	Investissements directs, bénéfiques, paiements
V No. (A)	v235412	v112570	v112571	v112586
V No. (T)	v20862995	v112626	v112627	v112642
	millions de dollars			
1992	137 918	4 295	-3 512	782
1993	141 493	3 614	1 467	5 081
1994	154 594	4 473	2 692	7 165
1995	168 167	4 567	7 930	12 497
1996	182 126	6 106	6 118	12 224
1997	194 277	9 402	7 920	17 322
1998	219 389	9 490	5 185	14 674
1999	252 563	11 260	8 726	19 986
2000	319 116	9 020	13 511	22 531
2001	340 429	8 965	11 002	19 968
2002	354 122	9 932	9 340	19 273
2003	354 466	11 104	9 385	20 489
2004 P	365 675	12 835	13 462	26 297

Nota : Voir *Qualité des données, concepts et méthodologie* — Renvois.

Tableau 14

Investissements de portefeuille en obligations canadiennes¹, facteurs expliquant la variation nette de la valeur comptable

Année	Flux nets de capitaux	Autres facteurs						Variation nette de la valeur comptable des obligations canadiennes	Total des obligations canadiennes, valeur comptable	Variation nette de la valeur au marché des obligations canadiennes	Valeur au marché des obligations canadiennes
		Évaluation due au taux de change				Tous les autres facteurs	Autres facteurs				
		Dollars des États-Unis	Yen japonais	Autres devises	Évaluation due au taux de change						
V No.	v236429	v236432	v236433	v236434	v236431	v236435	v236430	v236428	v236509	v236530	
	millions de dollars										
1992	18 766	8 143	1 024	-168	9 000	856	9 856	28 622	244 176	28 366	248 892
1993	31 446	4 669	1 929	167	6 765	1 317	8 082	39 528	284 140	54 928	303 820
1994	15 995	7 430	2 479	4 524	14 434	2 303	16 736	32 731	316 871	13 362	317 182
1995	30 730	-3 769	-1 789	1 467	-4 091	-1 811	-5 902	24 827	341 698	43 605	360 787
1996	17 953	783	-2 708	-1 565	-3 490	1 691	-1 799	16 154	357 852	13 751	374 538
1997	6 166	7 297	-1 957	-2 358	2 982	899	3 881	10 047	367 898	28 134	402 672
1998	10 337	12 988	5 282	5 174	23 444	4 092	27 536	37 873	405 772	45 087	447 759
1999	2 602	-11 737	971	-7 751	-18 517	-464	-18 981	-16 380	389 392	-41 437	406 322
2000	-21 458	7 422	-1 663	-939	4 819	-313	4 506	-16 952	372 440	-18 517	387 805
2001	41 002	13 049	-1 357	678	12 369	1 416	13 786	54 788	427 228	58 637	446 442
2002	18 805	-2 464	1 608	6 337	5 481	-1 507	3 974	22 779	450 006	36 788	483 230
2003	8 293	-44 037	-1 604	-1 709	-47 351	-5 206	-52 556	-44 264	405 742	-46 986	436 244
2004 P	20 063	-16 396	-424	-48	-16 867	-3 847	-20 714	-652	405 091	1 448	437 692

Nota : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 15-2

Investissements de portefeuille en obligations canadiennes¹, valeur comptable et valeur au marché — Entreprises publiques

Année	Entreprises publiques fédérales		Entreprises publiques provinciales		Entreprises publiques municipales		Total des entreprises publiques	
	Valeur comptable	Valeur au marché	Valeur comptable	Valeur au marché	Valeur comptable	Valeur au marché	Valeur comptable	Valeur au marché
V No. (A)	v236512	v236526	v236515	v236527	v235615	v236528	v236439	v236525
V No. (T)	v20863107	v20863108	v20863109	v20863110	v20863111	v20863112	v20863105	v20863106
millions de dollars								
1992								
I	9 622	10 183	34 195	36 097	275	286	44 092	46 566
II	9 839	10 355	36 002	37 768	306	316	46 147	48 439
III	10 373	10 866	35 871	37 398	322	331	46 567	48 594
IV	9 695	10 128	33 603	35 417	280	288	43 578	45 833
1993								
I	9 879	10 715	36 085	41 876	323	349	46 287	52 940
II	11 052	11 896	35 391	41 167	303	326	46 745	53 389
III	11 541	12 288	36 547	42 343	312	332	48 400	54 963
IV	11 320	12 016	35 730	41 384	257	278	47 307	53 678
1994								
I	12 126	11 812	38 620	39 574	0	0	50 745	51 386
II	12 669	12 427	39 102	39 854	0	0	51 772	52 281
III	12 507	12 294	39 533	40 542	0	0	52 039	52 836
IV	12 995	12 798	41 396	42 022	0	0	54 391	54 820
1995								
I	12 567	13 003	42 148	47 883	0	0	54 715	60 886
II	12 350	12 616	40 675	44 607	0	0	53 025	57 223
III	12 054	12 481	39 556	44 052	0	0	51 610	56 532
IV	11 092	11 403	39 763	43 322	0	0	50 854	54 726
1996								
I	10 464	10 589	37 865	41 625	0	0	48 330	52 214
II	10 911	11 042	37 693	42 062	0	0	48 604	53 104
III	11 410	11 596	37 097	41 632	0	0	48 507	53 228
IV	11 249	11 453	37 745	42 815	0	0	48 994	54 268
1997								
I	11 230	11 672	37 724	44 453	0	0	48 955	56 124
II	12 535	12 825	37 217	43 522	0	0	49 752	56 347
III	12 246	12 796	36 576	42 345	0	0	48 822	55 141
IV	11 933	12 490	35 527	41 162	0	0	47 459	53 652
1998								
I	12 087	12 386	35 686	41 895	0	0	47 773	54 281
II	13 271	13 715	37 093	43 618	0	0	50 364	57 332
III	13 535	14 044	37 914	44 270	0	0	51 449	58 314
IV	13 498	13 955	37 597	44 022	0	0	51 094	57 977
1999								
I	13 380	13 484	34 757	38 829	0	0	48 137	52 313
II	15 526	15 566	32 787	35 861	0	0	48 313	51 427
III	14 645	14 912	32 867	35 823	0	0	47 513	50 734
IV	15 017	14 992	30 973	33 609	0	0	45 990	48 601
2000								
I	15 492	15 938	30 566	33 972	0	0	46 059	49 909
II	15 022	15 463	30 240	33 684	0	0	45 262	49 147
III	14 679	15 148	29 984	34 000	0	0	44 662	49 148
IV	14 652	14 969	29 904	33 363	0	0	44 556	48 332
2001								
I	15 610	16 501	29 182	33 735	0	0	44 792	50 236
II	15 509	16 300	28 031	32 004	0	0	43 540	48 304
III	16 803	17 690	28 381	32 594	0	0	45 183	50 283
IV	17 252	18 060	27 422	31 618	0	0	44 673	49 678
2002								
I	20 714	21 747	26 364	31 701	0	0	47 078	53 448
II	22 364	23 368	23 863	29 336	0	0	46 227	52 704
III	26 595	28 011	24 465	30 800	0	0	51 060	58 811
IV	28 638	29 890	24 468	30 405	0	0	53 106	60 295
2003								
I	30 583	31 548	21 961	27 736	0	0	52 544	59 284
II	34 207	35 137	20 384	26 312	25	26	54 616	61 476
III	36 906	37 426	19 711	24 778	26	26	56 643	62 231
IV	38 330	38 724	19 314	24 030	25	26	57 669	62 781
2004^P								
I	42 259	43 451	19 423	24 929	32	32	61 714	68 413
II	44 418	43 976	18 977	23 142	31	32	63 426	67 150
III	45 539	45 824	18 031	22 778	32	32	63 602	68 634
IV	48 276	48 687	17 554	22 166	31	31	65 861	70 884
2005^P								
I	48 400	48 717	17 067	21 722	32	32	65 498	70 471

Nota : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 15-3

Investissements de portefeuille en obligations canadiennes¹, valeur comptable et valeur au marché — Autres secteurs

Année	Total des administrations et des entreprises publiques		Sociétés privées		Total des secteurs	
	Valeur comptable	Valeur au marché	Valeur comptable	Valeur au marché	Valeur comptable	Valeur au marché
V No. (A)	v236437	v236520	v236517	v236529	v236436	v236530
V No. (T)	v20863095	v20863096	v20863113	v20863114	v20863093	v20863094
millions de dollars						
1992						
I	167 938	172 114	51 164	52 299	219 102	224 413
II	177 599	181 867	53 217	54 249	230 816	236 117
III	186 242	189 296	57 269	57 950	243 511	247 246
IV	186 529	190 441	57 647	58 451	244 176	248 892
1993						
I	209 955	225 111	57 925	62 156	267 880	287 268
II	212 794	228 239	60 008	64 364	272 802	292 603
III	225 774	241 045	64 488	68 645	290 262	309 690
IV	219 909	235 397	64 231	68 423	284 140	303 820
1994						
I	235 026	233 556	71 624	70 332	306 650	303 889
II	240 967	240 677	70 542	70 086	311 509	310 763
III	247 484	247 409	69 406	68 963	316 890	316 372
IV	245 867	246 096	71 004	71 085	316 871	317 182
1995						
I	252 878	267 309	73 951	82 009	326 829	349 319
II	256 598	269 100	75 640	83 815	332 238	352 915
III	258 255	270 414	77 272	85 564	335 526	355 978
IV	259 853	270 580	81 845	90 207	341 698	360 787
1996						
I	256 543	266 759	83 467	89 620	340 011	356 380
II	259 833	270 771	86 830	92 961	346 663	363 732
III	259 590	270 679	87 686	93 726	347 276	364 405
IV	267 897	278 904	89 954	95 634	357 852	374 538
1997						
I	263 225	288 117	92 891	101 929	356 115	390 046
II	265 501	287 881	95 546	104 982	361 048	392 863
III	268 679	293 704	97 511	106 884	366 190	400 588
IV	260 448	285 798	107 450	116 873	367 898	402 672
1998						
I	260 239	287 297	109 695	122 403	369 934	409 700
II	260 341	296 493	120 492	133 817	380 833	430 311
III	263 854	290 250	130 579	144 108	394 433	434 357
IV	271 406	298 754	134 366	149 005	405 772	447 759
1999						
I	259 756	279 255	137 256	138 131	397 012	417 386
II	254 307	267 959	137 825	138 200	392 132	406 159
III	254 966	269 347	139 564	140 014	394 530	409 361
IV	255 051	271 371	134 341	134 952	389 392	406 322
2000						
I	245 385	259 457	135 196	139 111	380 581	398 568
II	244 252	258 471	135 534	140 341	379 786	398 811
III	238 335	254 169	138 893	142 164	377 228	396 334
IV	235 738	249 528	136 702	138 277	372 440	387 805
2001						
I	239 761	259 289	151 508	156 477	391 270	415 766
II	230 674	246 305	155 541	161 068	386 215	407 373
III	235 170	253 601	167 587	172 140	402 756	425 742
IV	233 001	251 550	194 227	194 892	427 228	446 442
2002						
I	233 527	254 802	200 996	209 559	434 523	464 361
II	228 143	248 655	196 805	205 313	424 949	453 968
III	238 933	266 023	206 440	214 444	445 373	480 468
IV	249 811	276 590	200 195	206 639	450 006	483 230
2003						
I	245 348	270 025	191 616	198 038	436 964	468 063
II	240 655	269 288	176 731	187 005	417 386	456 293
III	227 169	246 453	180 419	191 038	407 588	437 491
IV	222 080	242 183	183 662	194 061	405 742	436 244
2004 P						
I	224 867	250 403	185 989	201 251	410 856	451 654
II	227 200	242 342	192 710	199 960	419 910	442 302
III	222 320	241 695	185 838	199 268	408 158	440 963
IV	221 668	241 719	183 423	195 973	405 091	437 692
2005 P						
I	222 165	241 971	183 054	197 283	405 219	439 254

Nota : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 16

Investissements de portefeuille en actions canadiennes, par région géographique

Année	États-Unis	Royaume-Uni	Autres que États-Unis et Royaume-Uni				Total	Tous les pays
			Autres ¹ pays de l'Union européenne	Japon	Autres ² pays de l'OCDE	Tous les autres pays		
V No.	v235439	v235461	v235505	v235527	v235549	v235571	v235483	v235414
	millions de dollars							
1992	16 316	497	394	41	324	329	1 088	17 901
1993	21 825	357	395	38	302	497	1 233	23 415
1994	28 589	609	533	117	285	730	1 665	30 863
1995	34 813	597	521	108	275	778	1 682	37 092
1996	44 292	710	569	107	796	828	2 300	47 301
1997	48 259	790	607	108	692	945	2 353	51 402
1998	61 239	723	1 081	128	340	832	2 382	64 344
1999	65 356	1 023	1 157	20	227	1 288	2 691	69 070
2000	79 993	2 275	444	36	2 246	2 123	4 848	87 116
2001	70 054	2 423	523	23	2 341	2 123	5 010	77 487
2002	73 347	2 383	510	37	2 280	2 134	4 962	80 692
2003	73 673	1 739	1 559	61	2 130	4 154	7 904	83 316
2004 p	97 338	2 655	2 197	173	2 448	3 743	8 561	108 554

Nota : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 17

Investissements de portefeuille en instruments du marché monétaire canadien, par région géographique

Année	États-Unis	Royaume-Uni	Autres que États-Unis et Royaume-Uni				Total	Total, tous les pays
			Autres ¹ pays de l'Union européenne	Japon	Autres ² pays de l'OCDE	Tous les autres pays		
V No. (A)	v235441	v235463	v235507	v235529	v235551	v235573	v235416	
V No. (T)	v236549	v236550	v236551	v236552	v236553	v236554	v236548	
millions de dollars								
1992								
I	13 464	6 677	3 476	1 492	3 172	7 095	15 235	35 376
II	15 445	6 022	3 914	1 373	3 248	7 060	15 595	37 060
III	16 522	3 309	2 007	1 023	2 876	7 747	13 653	33 483
IV	18 789	4 420	1 661	733	2 684	7 817	12 895	36 104
1993								
I	18 077	5 105	2 323	401	2 566	8 648	13 938	37 119
II	19 104	5 854	2 520	548	3 600	10 049	16 717	41 675
III	19 311	5 097	2 244	588	4 071	10 192	17 095	41 502
IV	21 515	5 773	2 558	361	4 132	11 561	18 612	45 901
1994								
I	21 336	7 093	2 833	456	4 402	11 153	18 844	47 272
II	25 109	9 257	4 164	413	4 608	11 067	20 252	54 618
III	17 787	6 500	3 899	81	4 324	11 539	19 843	44 131
IV	19 398	8 525	2 040	217	5 885	11 465	19 607	47 529
1995								
I	23 139	9 177	2 849	232	5 668	13 252	22 001	54 319
II	19 310	8 935	3 154	120	4 919	14 597	22 790	51 035
III	18 156	10 200	3 200	166	5 207	14 095	22 668	51 024
IV	18 240	9 778	2 334	10	5 071	11 085	18 500	46 519
1996								
I	23 605	11 528	3 294	152	5 414	9 847	18 707	53 841
II	19 447	9 782	2 657	533	5 050	8 785	17 025	46 255
III	21 231	8 103	2 780	564	4 419	9 412	17 175	46 509
IV	20 680	4 819	2 437	651	3 484	8 487	15 059	40 558
1997								
I	23 122	4 221	3 440	618	3 255	7 168	14 481	41 823
II	20 447	3 154	2 955	336	2 706	5 825	11 822	35 422
III	20 290	4 001	3 258	229	2 170	5 377	11 034	35 325
IV	24 149	4 072	3 628	124	3 414	5 115	12 281	40 501
1998								
I	20 290	6 374	3 985	102	4 951	5 080	14 118	40 783
II	19 589	5 205	3 720	43	2 946	5 238	11 947	36 741
III	23 046	4 428	3 293	27	2 957	5 771	12 048	39 522
IV	22 993	5 781	3 462	8	3 904	5 120	12 494	41 269
1999								
I	19 311	6 632	2 313	9	1 956	5 294	9 572	35 515
II	17 932	5 477	1 952	24	1 615	3 966	7 557	30 965
III	17 192	5 141	2 059	57	1 486	2 526	6 128	28 461
IV	15 934	4 765	2 302	43	1 991	2 640	6 976	27 675
2000								
I	18 115	5 457	2 200	71	1 850	3 020	7 141	30 712
II	17 505	4 328	1 677	70	1 554	3 311	6 612	28 445
III	14 272	3 536	1 632	91	1 789	3 666	7 178	24 987
IV	17 097	3 220	1 544	198	1 771	4 131	7 644	27 961
2001								
I	13 527	2 862	1 556	172	1 390	3 744	6 862	23 251
II	14 719	2 960	1 244	171	1 187	2 916	5 518	23 197
III	11 723	2 706	1 070	123	1 008	2 840	5 041	19 470
IV	13 581	2 785	1 198	23	915	2 961	5 097	21 463
2002								
I	13 019	4 310	1 268	24	1 157	2 993	5 442	22 771
II	13 503	3 536	1 130	43	1 234	3 433	5 840	22 880
III	12 467	3 544	784	38	877	3 583	5 282	21 294
IV	14 444	3 869	1 269	32	1 701	3 874	6 876	25 189
2003								
I	13 071	5 335	678	21	484	3 591	4 774	23 180
II	12 590	5 597	354	36	416	3 743	4 549	22 735
III	11 244	4 976	338	34	482	3 651	4 505	20 725
IV	13 383	3 850	238	44	391	3 481	4 154	21 388
2004 P								
I	11 118	3 814	435	30	381	3 066	3 912	18 843
II	12 014	4 093	673	49	377	3 646	4 745	20 852
III	10 902	4 050	284	29	381	2 465	3 159	18 111
IV	12 135	3 814	264	20	465	2 923	3 672	19 621
2005 P								
I	12 199	2 841	372	81	356	2 755	3 564	18 605

Nota : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 18

Investissements de portefeuille en instruments du marché monétaire canadien, par secteur

Année	Effets à court terme du gouvernement du Canada	Autres administrations et entreprises publiques	Sociétés non-financières	Sociétés financières	Total
V No.	v235629	v235630	v235631	v235632	v235628
millions de dollars					
1992	21 700	11 212	218	2 974	36 104
1993	32 792	11 199	729	1 181	45 901
1994	35 843	9 867	535	1 283	47 529
1995	30 706	10 366	1 023	2 018	44 113
1996	24 277	9 486	1 741	2 630	38 134
1997	21 744	10 851	2 225	5 681	40 501
1998	19 298	13 819	846	7 305	41 269
1999	12 721	10 916	566	3 472	27 675
2000	11 587	11 155	1 751	3 468	27 961
2001	7 439	10 392	1 373	2 259	21 463
2002	9 419	10 659	1 723	3 388	25 189
2003	10 521	6 399	1 090	3 377	21 388
2004 P	8 028	7 265	761	3 566	19 621

Nota : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 19

Autres passifs

Année	Passif ¹ à vue du gouvernement du Canada	Dette à court terme envers les non-résidents	Passifs autre que le passif à vue du gouvernement et la dette à court terme	Total
V No.	v235419	v235421	v235420	v235418
millions de dollars				
1992	2 259	4 793	8 658	15 711
1993	2 335	4 432	9 324	16 091
1994	2 323	5 576	9 693	17 592
1995	2 010	6 078	10 179	18 266
1996	1 692	5 118	10 397	17 207
1997	1 923	6 053	10 619	18 596
1998	1 795	6 339	11 015	19 148
1999	1 412	7 553	11 598	20 564
2000	1 057	7 982	12 316	21 356
2001	770	8 655	12 291	21 716
2002	780	8 853	12 641	22 275
2003	485	8 404	12 969	21 858
2004 P	380	8 272	13 258	21 910

Nota : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 20-1

Investissements de portefeuille et autres investissements au Canada — Administration publique fédérale

Année	Administration publique fédérale								Total
	Investissements de portefeuille				Autres investissements				
	Obligations ¹	Actions	Marché monétaire	Total	Emprunts ²	Dépôts ³	Autres ⁴ passifs	Total	
V No. (A)	v236444		v236445	v236443	v236447		v236448	v236446	v236442
V No. (T)	v20863043		v20863044	v20863042	v20863046		v20863047	v20863045	v20863041
	millions de dollars								
1992									
I	63 571	.	23 012	86 583	0	.	3 525	3 525	90 109
II	65 022	.	22 734	87 755	0	.	3 482	3 482	91 237
III	67 835	.	19 404	87 239	0	.	3 482	3 482	90 720
IV	68 659	.	21 700	90 359	0	.	3 621	3 621	93 981
1993									
I	80 939	.	24 787	105 726	0	.	3 685	3 685	109 411
II	80 074	.	28 332	108 407	0	.	3 553	3 553	111 960
III	81 410	.	30 132	111 542	0	.	3 599	3 599	115 140
IV	77 491	.	32 792	110 282	0	.	3 750	3 750	114 032
1994									
I	79 321	.	33 970	113 291	0	.	3 822	3 822	117 113
II	80 498	.	40 394	120 892	0	.	3 841	3 841	124 733
III	82 820	.	33 251	116 071	0	.	3 675	3 675	119 746
IV	75 698	.	35 843	111 541	0	.	3 918	3 918	115 459
1995									
I	73 677	.	38 433	112 110	0	.	3 620	3 620	115 730
II	81 542	.	34 082	115 624	0	.	3 489	3 489	119 113
III	86 841	.	34 874	121 716	0	.	3 319	3 319	125 035
IV	87 588	.	30 706	118 295	0	.	3 592	3 592	121 887
1996									
I	84 195	.	35 309	119 504	0	.	3 457	3 457	122 961
II	89 906	.	28 863	118 768	0	.	3 404	3 404	122 172
III	89 891	.	29 019	118 909	0	.	3 285	3 285	122 194
IV	95 885	.	24 277	120 161	0	.	3 227	3 227	123 388
1997									
I	91 754	.	27 657	119 411	0	.	3 269	3 269	122 680
II	93 844	.	21 104	114 949	0	.	3 245	3 245	118 194
III	97 122	.	20 490	117 612	0	.	3 210	3 210	120 822
IV	92 761	.	21 744	114 505	0	.	3 427	3 427	117 933
1998									
I	94 271	.	20 028	114 298	0	.	3 290	3 290	117 588
II	90 595	.	18 336	108 932	0	.	3 166	3 166	112 098
III	86 479	.	20 341	106 821	0	.	3 077	3 077	109 897
IV	89 126	.	19 298	108 424	0	.	3 477	3 477	111 902
1999									
I	86 586	.	17 938	104 525	0	.	3 250	3 250	107 775
II	86 678	.	15 730	102 408	0	.	3 208	3 208	105 616
III	87 275	.	14 078	101 352	0	.	3 011	3 011	104 363
IV	91 131	.	12 721	103 852	0	.	2 955	2 955	106 807
2000									
I	85 679	.	14 100	99 780	0	.	2 924	2 924	102 703
II	85 844	.	13 363	99 207	0	.	2 767	2 767	101 974
III	82 015	.	11 143	93 157	0	.	2 656	2 656	95 814
IV	81 198	.	11 587	92 785	0	.	2 580	2 580	95 365
2001									
I	83 909	.	10 098	94 007	0	.	2 530	2 530	96 537
II	79 434	.	9 034	88 468	0	.	2 302	2 302	90 770
III	77 229	.	6 030	83 259	0	.	2 373	2 373	85 633
IV	74 717	.	7 439	82 156	0	.	2 329	2 329	84 485
2002									
I	74 036	.	7 270	81 306	0	.	2 439	2 439	83 745
II	72 493	.	8 159	80 652	0	.	2 393	2 393	83 045
III	75 056	.	8 029	83 085	0	.	2 392	2 392	85 476
IV	79 986	.	9 419	89 405	0	.	2 452	2 452	91 857
2003									
I	83 041	.	9 216	92 257	0	.	2 202	2 202	94 459
II	78 973	.	10 578	89 551	0	.	2 016	2 016	91 566
III	63 090	.	10 614	73 704	0	.	2 008	2 008	75 712
IV	59 243	.	10 521	69 764	0	.	1 986	1 986	71 751
2004 P									
I	57 864	.	8 604	66 468	0	.	2 187	2 187	68 654
II	61 198	.	8 706	69 903	0	.	1 905	1 905	71 809
III	59 862	.	7 069	66 931	0	.	1 821	1 821	68 752
IV	54 487	.	8 028	62 516	0	.	1 835	1 835	64 351
2005 P									
I	53 438	.	8 176	61 614	0	.	1 918	1 918	63 533

Nota : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 20-2

Investissements de portefeuille et autres investissements au Canada — Administrations publiques provinciales

Année	Administrations publiques provinciales								Total
	Investissements de portefeuille				Autres investissements				
	Obligations ¹	Actions	Marché monétaire	Total	Emprunts ²	Dépôts ³	Autres ⁴ passifs	Total	
V No. (A)	v236451		v236452	v236450	v236454		v236455	v236453	v236449
V No. (T)	v20863050		v20863051	v20863049	v20863053		v20863054	v20863052	v20863048
	millions de dollars								
1992									
I	55 967	.	4 317	60 283	2 623	.	57	2 680	62 963
II	62 019	.	4 762	66 781	2 770	.	57	2 827	69 607
III	67 072	.	4 203	71 275	2 764	.	57	2 822	74 097
IV	69 573	.	4 678	74 251	2 450	.	57	2 507	76 758
1993									
I	77 949	.	3 881	81 830	2 717	.	46	2 763	84 593
II	81 103	.	4 471	85 574	2 651	.	46	2 697	88 271
III	90 700	.	3 593	94 292	2 958	.	46	3 004	97 297
IV	89 972	.	4 908	94 880	2 666	.	46	2 712	97 592
1994									
I	99 346	.	4 343	103 690	3 005	.	34	3 039	106 729
II	102 827	.	5 469	108 296	3 109	.	34	3 143	111 439
III	106 692	.	3 905	110 598	3 602	.	34	3 636	114 234
IV	109 748	.	3 924	113 671	3 877	.	34	3 912	117 583
1995									
I	117 841	.	3 767	121 608	4 440	.	23	4 463	126 071
II	115 707	.	4 984	120 691	4 420	.	23	4 443	125 134
III	113 724	.	4 527	118 250	3 625	.	23	3 648	121 898
IV	115 119	.	4 421	119 540	3 403	.	23	3 425	122 966
1996									
I	117 704	.	3 977	121 681	3 272	.	11	3 283	124 964
II	115 129	.	3 384	118 513	2 880	.	11	2 892	121 404
III	115 032	.	3 456	118 488	2 837	.	11	2 849	121 337
IV	116 781	.	3 520	120 301	2 750	.	11	2 761	123 062
1997									
I	116 396	.	1 935	118 331	2 520	.	0	2 520	120 852
II	115 992	.	2 409	118 402	2 341	.	0	2 341	120 742
III	116 878	.	1 719	118 597	2 166	.	0	2 166	120 763
IV	114 266	.	1 904	116 170	1 957	.	0	1 957	118 126
1998									
I	112 340	.	2 476	114 816	1 902	.	0	1 902	116 718
II	113 656	.	2 130	115 786	1 683	.	0	1 683	117 469
III	120 013	.	2 944	122 957	1 798	.	0	1 798	124 755
IV	125 074	.	3 427	128 501	2 128	.	0	2 128	130 629
1999									
I	119 346	.	2 826	122 171	1 994	.	0	1 994	124 165
II	113 805	.	2 815	116 620	1 893	.	0	1 893	118 513
III	114 726	.	3 231	117 957	2 149	.	0	2 149	120 106
IV	112 496	.	3 496	115 992	2 115	.	0	2 115	118 108
2000									
I	108 475	.	4 073	112 548	2 102	.	0	2 102	114 650
II	108 005	.	3 834	111 839	2 086	.	0	2 086	113 925
III	106 497	.	3 124	109 621	1 943	.	0	1 943	111 564
IV	105 005	.	4 545	109 551	1 843	.	0	1 843	111 394
2001									
I	106 302	.	3 275	109 577	1 765	.	0	1 765	111 343
II	103 294	.	4 109	107 404	1 710	.	0	1 710	109 113
III	108 407	.	3 090	111 497	1 864	.	0	1 864	113 361
IV	109 021	.	3 586	112 607	1 720	.	0	1 720	114 327
2002									
I	108 029	.	3 557	111 586	1 562	.	0	1 562	113 149
II	105 292	.	4 036	109 328	1 648	.	0	1 648	110 976
III	108 689	.	3 371	112 060	1 695	.	0	1 695	113 765
IV	113 064	.	3 446	116 510	1 727	.	0	1 727	118 236
2003									
I	106 180	.	1 396	107 576	1 406	.	0	1 406	108 982
II	103 721	.	1 538	105 259	1 272	.	0	1 272	106 531
III	104 334	.	1 129	105 464	1 126	.	0	1 126	106 590
IV	102 000	.	1 473	103 473	1 122	.	0	1 122	104 596
2004 P									
I	102 186	.	1 275	103 461	1 169	.	0	1 169	104 631
II	99 240	.	1 719	100 959	1 140	.	0	1 140	102 099
III	95 421	.	1 209	96 630	562	.	0	562	97 192
IV	97 857	.	1 091	98 948	352	.	0	352	99 300
2005 P									
I	99 871	.	1 101	100 972	338	.	0	338	101 310

Nota : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 20-3

Investissements de portefeuille et autres investissements au Canada — Administrations publiques municipales

Année	Administrations publiques municipales								Total
	Investissements de portefeuille				Autres investissements				
	Obligations ¹	Actions	Marché monétaire	Total	Emprunts ²	Dépôts ³	Autres ⁴ passifs	Total	
V No. (A)	v236457				v236458				v236456
V No. (T)	v20863056				v20863057				v20863055
	millions de dollars								
1992									
I	4 308	.	.	4 308	173	.	.	173	4 480
II	4 412	.	.	4 412	180	.	.	180	4 592
III	4 769	.	.	4 769	197	.	.	197	4 966
IV	4 719	.	.	4 719	144	.	.	144	4 864
1993									
I	4 781	.	.	4 781	148	.	.	148	4 929
II	4 871	.	.	4 871	147	.	.	147	5 018
III	5 265	.	.	5 265	157	.	.	157	5 421
IV	5 139	.	.	5 139	148	.	.	148	5 287
1994									
I	5 613	.	.	5 613	208	.	.	208	5 822
II	5 871	.	.	5 871	212	.	.	212	6 083
III	5 933	.	.	5 933	200	.	.	200	6 132
IV	6 030	.	.	6 030	208	.	.	208	6 238
1995									
I	6 645	.	.	6 645	161	.	.	161	6 806
II	6 324	.	.	6 324	156	.	.	156	6 480
III	6 080	.	.	6 080	137	.	.	137	6 217
IV	6 291	.	.	6 291	129	.	.	129	6 420
1996									
I	6 315	.	.	6 315	131	.	.	131	6 446
II	6 195	.	.	6 195	128	.	.	128	6 323
III	6 160	.	.	6 160	127	.	.	127	6 287
IV	6 238	.	.	6 238	124	.	.	124	6 362
1997									
I	6 120	.	.	6 120	116	.	.	116	6 236
II	5 912	.	.	5 912	114	.	.	114	6 026
III	5 856	.	.	5 856	110	.	.	110	5 966
IV	5 962	.	.	5 962	108	.	.	108	6 070
1998									
I	5 854	.	.	5 854	104	.	.	104	5 958
II	5 725	.	.	5 725	106	.	.	106	5 831
III	5 912	.	.	5 912	115	.	.	115	6 028
IV	6 112	.	.	6 112	129	.	.	129	6 241
1999									
I	5 687	.	.	5 687	120	.	.	120	5 807
II	5 511	.	.	5 511	113	.	.	113	5 624
III	5 453	.	.	5 453	125	.	.	125	5 578
IV	5 434	.	.	5 434	124	.	.	124	5 558
2000									
I	5 171	.	.	5 171	122	.	.	122	5 293
II	5 141	.	.	5 141	122	.	.	122	5 263
III	5 160	.	.	5 160	119	.	.	119	5 279
IV	4 979	.	.	4 979	116	.	.	116	5 095
2001									
I	4 758	.	.	4 758	112	.	.	112	4 870
II	4 406	.	.	4 406	107	.	.	107	4 513
III	4 350	.	.	4 350	118	.	.	118	4 468
IV	4 589	.	.	4 589	73	.	.	73	4 662
2002									
I	4 384	.	.	4 384	72	.	.	72	4 456
II	4 131	.	.	4 131	76	.	.	76	4 207
III	4 128	.	.	4 128	78	.	.	78	4 206
IV	3 655	.	.	3 655	80	.	.	80	3 734
2003									
I	3 582	.	.	3 582	75	.	.	75	3 657
II	3 346	.	.	3 346	68	.	.	68	3 413
III	3 102	.	.	3 102	73	.	.	73	3 175
IV	3 168	.	.	3 168	72	.	.	72	3 241
2004 P									
I	3 102	.	.	3 102	75	.	.	75	3 178
II	3 337	.	.	3 337	74	.	.	74	3 410
III	3 436	.	.	3 436	0	.	.	0	3 436
IV	3 462	.	.	3 462	0	.	.	0	3 462
2005 P									
I	3 358	.	.	3 358	0	.	.	0	3 358

Nota : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 20-4

Investissements de portefeuille et autres investissements au Canada — Administrations publiques

Année	Total des administrations publiques								Total
	Investissements de portefeuille				Autres investissements				
	Obligations ¹	Actions	Marché monétaire	Total	Emprunts ²	Dépôts ³	Autres ⁴ passifs	Total	
V No. (A)	v236488		v236489	v236487	v236491		v236492	v236490	v236486
V No. (T)	v20863036		v20863037	v20863035	v20863039		v20863040	v20863038	v20863034
	millions de dollars								
1992									
I	123 846	.	27 329	151 174	2 796	.	3 582	6 378	157 552
II	131 452	.	27 496	158 948	2 949	.	3 539	6 488	165 436
III	139 675	.	23 607	163 282	2 962	.	3 539	6 501	169 783
IV	142 951	.	26 378	169 330	2 594	.	3 678	6 273	175 602
1993									
I	163 669	.	28 668	192 337	2 865	.	3 731	6 596	198 933
II	166 048	.	32 803	198 851	2 798	.	3 599	6 398	205 249
III	177 374	.	33 725	211 099	3 115	.	3 644	6 759	217 858
IV	172 602	.	37 699	210 302	2 813	.	3 796	6 609	216 911
1994									
I	184 281	.	38 313	222 594	3 213	.	3 856	7 070	229 664
II	189 195	.	45 863	235 058	3 321	.	3 875	7 196	242 254
III	195 445	.	37 157	232 601	3 801	.	3 709	7 510	240 111
IV	191 476	.	39 767	231 243	4 085	.	3 952	8 037	239 279
1995									
I	198 163	.	42 200	240 363	4 601	.	3 643	8 244	248 607
II	203 573	.	39 066	242 639	4 577	.	3 512	8 089	250 728
III	206 645	.	39 401	246 046	3 762	.	3 342	7 104	253 150
IV	208 998	.	35 128	244 126	3 532	.	3 615	7 146	251 272
1996									
I	208 214	.	39 286	247 499	3 403	.	3 468	6 871	254 370
II	211 229	.	32 247	243 476	3 008	.	3 415	6 424	249 900
III	211 083	.	32 475	243 558	2 964	.	3 296	6 261	249 818
IV	218 904	.	27 797	246 700	2 874	.	3 239	6 112	252 813
1997									
I	214 270	.	29 592	243 862	2 637	.	3 269	5 906	249 768
II	215 749	.	23 514	239 263	2 455	.	3 245	5 700	244 962
III	219 856	.	22 209	242 065	2 276	.	3 210	5 486	247 551
IV	212 989	.	23 648	236 637	2 064	.	3 427	5 492	242 129
1998									
I	212 465	.	22 503	234 968	2 006	.	3 290	5 296	240 265
II	209 977	.	20 467	230 443	1 789	.	3 166	4 955	235 398
III	212 405	.	23 285	235 690	1 913	.	3 077	4 990	240 680
IV	220 312	.	22 725	243 037	2 257	.	3 477	5 735	248 771
1999									
I	211 620	.	20 764	232 384	2 113	.	3 250	5 363	237 747
II	205 993	.	18 545	224 538	2 006	.	3 208	5 214	229 752
III	207 454	.	17 309	224 762	2 274	.	3 011	5 285	230 047
IV	209 062	.	16 217	225 279	2 239	.	2 955	5 194	230 473
2000									
I	199 326	.	18 173	217 499	2 223	.	2 924	5 147	222 646
II	198 990	.	17 197	216 187	2 208	.	2 767	4 975	221 162
III	193 672	.	14 266	207 938	2 062	.	2 656	4 718	212 656
IV	191 182	.	16 133	207 314	1 959	.	2 580	4 539	211 854
2001									
I	194 969	.	13 373	208 343	1 877	.	2 530	4 407	212 750
II	187 134	.	13 144	200 277	1 817	.	2 302	4 119	204 396
III	189 986	.	9 120	199 106	1 982	.	2 373	4 356	203 462
IV	188 327	.	11 025	199 352	1 793	.	2 329	4 121	203 474
2002									
I	186 449	.	10 827	197 276	1 634	.	2 439	4 073	201 349
II	181 916	.	12 195	194 111	1 724	.	2 393	4 117	198 228
III	187 873	.	11 400	199 273	1 773	.	2 392	4 165	203 438
IV	196 705	.	12 865	209 570	1 806	.	2 452	4 258	213 828
2003									
I	192 804	.	10 612	203 415	1 481	.	2 202	3 683	207 098
II	186 039	.	12 116	198 155	1 339	.	2 016	3 355	201 510
III	170 526	.	11 743	182 270	1 199	.	2 008	3 207	185 477
IV	164 411	.	11 995	176 406	1 195	.	1 986	3 181	179 587
2004 P									
I	163 153	.	9 879	173 031	1 245	.	2 187	3 431	176 463
II	163 774	.	10 425	174 199	1 213	.	1 905	3 119	177 318
III	158 718	.	8 278	166 996	562	.	1 821	2 383	169 379
IV	155 807	.	9 119	164 926	352	.	1 835	2 187	167 113
2005 P									
I	156 667	.	9 277	165 944	338	.	1 918	2 257	168 201

Nota : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 20-5

Investissements de portefeuille et autres investissements au Canada — Entreprises publiques fédérales

Année	Entreprises publiques fédérales								Total
	Investissements de portefeuille				Autres investissements				
	Obligations ¹	Actions	Marché monétaire	Total	Emprunts ²	Dépôts ³	Autres ⁴ passifs	Total	
V No. (A) V No. (T)	v236461 v20863068	v236462 v20863069	v236460 v20863067	v236464 v20863071	v236465 v20863072	v236466 v20863073	v236463 v20863070	v236459 v20863066	
millions de dollars									
1992									
I	9 622	.	5 785	15 407	172	349	797	1 317	16 725
II	9 839	.	6 090	15 929	166	585	768	1 520	17 449
III	10 373	.	6 601	16 974	178	421	740	1 339	18 314
IV	9 695	.	6 105	15 799	177	371	711	1 259	17 058
1993									
I	9 879	.	5 767	15 646	185	277	556	1 017	16 663
II	11 052	.	6 116	17 168	196	301	481	979	18 147
III	11 541	.	5 641	17 181	109	228	406	744	17 925
IV	11 320	.	5 716	17 036	107	345	332	784	17 819
1994									
I	12 126	.	4 852	16 977	115	383	313	810	17 788
II	12 669	.	4 964	17 633	116	383	297	796	18 429
III	12 507	.	4 923	17 430	75	321	281	677	18 107
IV	12 995	.	5 309	18 304	98	476	265	840	19 144
1995									
I	12 567	.	5 695	18 262	98	863	243	1 204	19 466
II	12 350	.	5 437	17 787	96	602	231	928	18 716
III	12 054	.	5 570	17 624	94	720	218	1 032	18 656
IV	11 092	.	5 171	16 263	0	453	205	658	16 921
1996									
I	10 464	.	6 178	16 643	0	270	190	460	17 102
II	10 911	.	6 051	16 962	0	230	182	412	17 374
III	11 410	.	5 821	17 232	0	176	175	351	17 583
IV	11 249	.	5 241	16 490	0	168	167	336	16 825
1997									
I	11 230	.	5 732	16 963	0	201	149	350	17 312
II	12 535	.	5 664	18 199	0	115	138	253	18 452
III	12 246	.	5 612	17 858	0	131	127	259	18 117
IV	11 933	.	7 082	19 015	0	120	116	237	19 252
1998									
I	12 087	.	7 155	19 242	0	114	110	223	19 466
II	13 271	.	6 706	19 977	0	137	95	232	20 209
III	13 535	.	7 351	20 886	0	97	80	177	21 062
IV	13 498	.	8 972	22 469	0	74	65	138	22 608
1999									
I	13 380	.	7 039	20 418	0	68	75	143	20 561
II	15 526	.	6 363	21 889	0	137	96	233	22 122
III	14 645	.	6 803	21 448	0	62	96	158	21 606
IV	15 017	.	7 110	22 126	0	238	106	345	22 471
2000									
I	15 492	.	6 761	22 254	0	89	111	199	22 453
II	15 022	.	6 728	21 750	0	163	163	326	22 076
III	14 679	.	6 861	21 540	0	79	186	265	21 805
IV	14 652	.	6 610	21 262	0	66	160	227	21 489
2001									
I	15 610	.	6 777	22 387	0	93	284	377	22 764
II	15 509	.	6 327	21 836	0	107	297	404	22 240
III	16 803	.	6 726	23 528	0	54	418	472	24 001
IV	17 252	.	6 782	24 034	0	73	365	438	24 472
2002									
I	20 714	.	8 246	28 960	0	63	372	435	29 395
II	22 364	.	7 146	29 511	0	114	328	442	29 953
III	26 595	.	5 899	32 494	0	78	266	343	32 838
IV	28 638	.	7 198	35 836	0	177	212	389	36 226
2003									
I	30 583	.	7 108	37 691	0	58	166	224	37 915
II	34 207	.	6 046	40 253	0	104	166	271	40 524
III	36 906	.	5 246	42 153	0	78	158	236	42 389
IV	38 330	.	4 922	43 252	0	80	148	227	43 479
2004 P									
I	42 259	.	4 628	46 887	0	102	17	119	47 006
II	44 418	.	6 153	50 571	0	128	16	144	50 715
III	45 539	.	6 052	51 591	0	99	15	114	51 705
IV	48 276	.	6 168	54 444	0	99	22	121	54 566
2005 P									
I	48 400	.	4 760	53 160	0	103	0	103	53 263

Nota : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 20-6

Investissements de portefeuille et autres investissements au Canada — Entreprises publiques provinciales

Année	Entreprises publiques provinciales								Total
	Investissements de portefeuille				Autres investissements				
	Obligations ¹	Actions	Marché monétaire	Total	Emprunts ²	Dépôts ³	Autres ⁴ passifs	Total	
V No. (A)	v236469		v236470	v236468	v236472		v236473	v236471	v236467
V No. (T)	v20863076		v20863077	v20863075	v20863079		v20863080	v20863078	v20863074
	millions de dollars								
1992									
I	34 195	.	732	34 927	378	.	0	378	35 305
II	36 002	.	867	36 869	339	.	2	341	37 211
III	35 871	.	661	36 532	418	.	2	419	36 952
IV	33 603	.	429	34 032	338	.	0	338	34 370
1993									
I	36 085	.	370	36 454	352	.	0	352	36 806
II	35 391	.	424	35 815	369	.	0	369	36 184
III	36 547	.	429	36 976	228	.	0	228	37 203
IV	35 730	.	576	36 306	212	.	0	212	36 518
1994									
I	38 620	.	878	39 498	241	.	0	241	39 738
II	39 102	.	1 199	40 301	250	.	0	250	40 551
III	39 533	.	822	40 355	242	.	0	242	40 596
IV	41 396	.	634	42 030	251	.	0	251	42 281
1995									
I	42 148	.	2 026	44 174	174	.	0	174	44 349
II	40 675	.	1 966	42 641	175	.	0	175	42 815
III	39 556	.	1 924	41 480	146	.	0	146	41 626
IV	39 763	.	773	40 536	138	.	0	138	40 674
1996									
I	37 865	.	2 203	40 068	132	.	0	132	40 201
II	37 693	.	2 431	40 124	130	.	0	130	40 254
III	37 097	.	2 101	39 198	128	.	0	128	39 326
IV	37 745	.	725	38 470	124	.	0	124	38 593
1997									
I	37 724	.	1 098	38 823	117	.	6	123	38 945
II	37 217	.	1 476	38 693	0	.	11	11	38 704
III	36 576	.	2 011	38 587	0	.	17	17	38 604
IV	35 527	.	1 865	37 391	0	.	32	32	37 424
1998									
I	35 686	.	2 070	37 756	0	.	16	16	37 772
II	37 093	.	1 698	38 792	0	.	27	27	38 819
III	37 914	.	1 575	39 489	0	.	48	48	39 537
IV	37 597	.	1 420	39 017	0	.	52	52	39 068
1999									
I	34 757	.	1 118	35 875	0	.	41	41	35 915
II	32 787	.	878	33 665	0	.	54	54	33 720
III	32 867	.	578	33 445	0	.	20	20	33 465
IV	30 973	.	310	31 283	0	.	37	37	31 320
2000									
I	30 566	.	638	31 204	0	.	75	75	31 279
II	30 240	.	375	30 615	0	.	28	28	30 643
III	29 984	.	276	30 260	0	.	55	55	30 315
IV	29 904	.	0	29 904	0	.	286	286	30 191
2001									
I	29 182	.	12	29 194	0	.	423	423	29 617
II	28 031	.	4	28 035	0	.	279	279	28 314
III	28 381	.	12	28 393	0	.	303	303	28 696
IV	27 422	.	24	27 446	0	.	204	204	27 650
2002									
I	26 364	.	15	26 379	0	.	128	128	26 507
II	23 863	.	81	23 944	0	.	99	99	24 044
III	24 465	.	86	24 551	0	.	102	102	24 654
IV	24 468	.	15	24 483	0	.	128	128	24 611
2003									
I	21 961	.	186	22 147	0	.	146	146	22 293
II	20 384	.	159	20 543	0	.	162	162	20 705
III	19 711	.	12	19 723	0	.	136	136	19 859
IV	19 314	.	4	19 318	0	.	130	130	19 448
2004 P									
I	19 423	.	0	19 423	0	.	121	121	19 544
II	18 977	.	45	19 022	0	.	111	111	19 133
III	18 031	.	0	18 031	0	.	130	130	18 161
IV	17 554	.	6	17 560	0	.	117	117	17 676
2005 P									
I	17 067	.	2	17 069	0	.	112	112	17 181

Nota : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 20-7

Investissements de portefeuille et autres investissements au Canada — Entreprises publiques municipales

Année	Entreprises publiques municipales								Total
	Investissements de portefeuille				Autres investissements				
	Obligations ¹	Actions	Marché monétaire	Total	Emprunts ²	Dépôts ³	Autres ⁴ passifs	Total	
V No. (A)	v236475				v236476				v236474
V No. (T)	v20863082				v20863083				v20863081
millions de dollars									
1992									
I	275	.	.	275	.	.	9	9	283
II	306	.	.	306	.	.	9	9	314
III	322	.	.	322	.	.	9	9	331
IV	280	.	.	280	.	.	9	9	289
1993									
I	323	.	.	323	.	.	0	0	323
II	303	.	.	303	.	.	0	0	303
III	312	.	.	312	.	.	0	0	312
IV	257	.	.	257	.	.	0	0	257
1994									
I	0	.	.	0	.	.	0	0	0
II	0	.	.	0	.	.	0	0	0
III	0	.	.	0	.	.	0	0	0
IV	0	.	.	0	.	.	0	0	0
1995									
I	0	.	.	0	.	.	0	0	0
II	0	.	.	0	.	.	0	0	0
III	0	.	.	0	.	.	0	0	0
IV	0	.	.	0	.	.	0	0	0
1996									
I	0	.	.	0	.	.	0	0	0
II	0	.	.	0	.	.	0	0	0
III	0	.	.	0	.	.	0	0	0
IV	0	.	.	0	.	.	0	0	0
1997									
I	0	.	.	0	.	.	0	0	0
II	0	.	.	0	.	.	0	0	0
III	0	.	.	0	.	.	0	0	0
IV	0	.	.	0	.	.	0	0	0
1998									
I	0	.	.	0	.	.	0	0	0
II	0	.	.	0	.	.	0	0	0
III	0	.	.	0	.	.	0	0	0
IV	0	.	.	0	.	.	0	0	0
1999									
I	0	.	.	0	.	.	0	0	0
II	0	.	.	0	.	.	0	0	0
III	0	.	.	0	.	.	0	0	0
IV	0	.	.	0	.	.	0	0	0
2000									
I	0	.	.	0	.	.	0	0	0
II	0	.	.	0	.	.	0	0	0
III	0	.	.	0	.	.	0	0	0
IV	0	.	.	0	.	.	0	0	0
2001									
I	0	.	.	0	.	.	0	0	0
II	0	.	.	0	.	.	0	0	0
III	0	.	.	0	.	.	0	0	0
IV	0	.	.	0	.	.	0	0	0
2002									
I	0	.	.	0	.	.	0	0	0
II	0	.	.	0	.	.	0	0	0
III	0	.	.	0	.	.	0	0	0
IV	0	.	.	0	.	.	0	0	0
2003									
I	0	.	.	0	.	.	0	0	0
II	25	.	.	25	.	.	0	0	25
III	26	.	.	26	.	.	0	0	26
IV	25	.	.	25	.	.	0	0	25
2004 P									
I	32	.	.	32	.	.	0	0	32
II	31	.	.	31	.	.	0	0	31
III	32	.	.	32	.	.	0	0	32
IV	31	.	.	31	.	.	0	0	31
2005 P									
I	32	.	.	32	.	.	0	0	32

Nota : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 20-8

Investissements de portefeuille et autres investissements au Canada — Entreprises publiques

Année	Total des entreprises publiques								Total
	Investissements de portefeuille				Autres investissements				
	Obligations ¹	Actions	Marché monétaire	Total	Emprunts ²	Dépôts ³	Autres ⁴ passifs	Total	
V No. (A)	v236495		v236496	v236494	v236498	v236499	v236500	v236497	v236493
V No. (T)	v20863060		v20863061	v20863059	v20863063	v20863064	v20863065	v20863062	v20863058
	millions de dollars								
1992									
I	44 092	.	6 517	50 609	551	349	805	1 704	52 313
II	46 147	.	6 957	53 104	506	585	779	1 870	54 974
III	46 567	.	7 263	53 829	596	421	750	1 767	55 596
IV	43 578	.	6 534	50 111	515	371	720	1 606	51 717
1993									
I	46 287	.	6 137	52 424	536	277	556	1 369	53 792
II	46 745	.	6 541	53 286	565	301	481	1 348	54 634
III	48 400	.	6 069	54 469	337	228	406	972	55 441
IV	47 307	.	6 292	53 598	319	345	332	996	54 594
1994									
I	50 745	.	5 730	56 475	355	383	313	1 051	57 526
II	51 772	.	6 162	57 934	367	383	297	1 046	58 980
III	52 039	.	5 745	57 785	316	321	281	919	58 704
IV	54 391	.	5 943	60 334	349	476	265	1 090	61 424
1995									
I	54 715	.	7 721	62 436	272	863	243	1 378	63 814
II	53 025	.	7 403	60 428	271	602	231	1 103	61 531
III	51 610	.	7 494	59 104	240	720	218	1 178	60 282
IV	50 854	.	5 944	56 799	138	453	205	796	57 595
1996									
I	48 330	.	8 381	56 711	132	270	190	592	57 303
II	48 604	.	8 482	57 086	130	230	182	542	57 628
III	48 507	.	7 922	56 429	128	176	175	479	56 908
IV	48 994	.	5 966	54 959	124	168	167	459	55 419
1997									
I	48 955	.	6 831	55 785	117	201	155	472	56 257
II	49 752	.	7 140	56 892	0	115	149	264	57 156
III	48 822	.	7 623	56 445	0	131	145	276	56 721
IV	47 459	.	8 947	56 406	0	120	149	269	56 675
1998									
I	47 773	.	9 225	56 999	0	114	126	239	57 238
II	50 364	.	8 404	58 769	0	137	122	259	59 027
III	51 449	.	8 925	60 375	0	97	128	225	60 600
IV	51 094	.	10 391	61 486	0	74	116	190	61 676
1999									
I	48 137	.	8 156	56 293	0	68	116	183	56 476
II	48 313	.	7 241	55 555	0	137	151	288	55 842
III	47 513	.	7 381	54 894	0	62	116	178	55 072
IV	45 990	.	7 420	53 409	0	238	143	382	53 791
2000									
I	46 059	.	7 399	53 458	0	89	186	274	53 732
II	45 262	.	7 102	52 365	0	163	191	354	52 719
III	44 662	.	7 138	51 800	0	79	241	319	52 120
IV	44 556	.	6 610	51 166	0	66	447	513	51 680
2001									
I	44 792	.	6 789	51 580	0	93	707	800	52 381
II	43 540	.	6 331	49 872	0	107	576	683	50 554
III	45 183	.	6 738	51 921	0	54	722	776	52 697
IV	44 673	.	6 807	51 480	0	73	569	642	52 122
2002									
I	47 078	.	8 261	55 339	0	63	500	563	55 902
II	46 227	.	7 227	53 455	0	114	428	542	53 996
III	51 060	.	5 985	57 046	0	78	368	446	57 491
IV	53 106	.	7 213	60 319	0	177	340	517	60 836
2003									
I	52 544	.	7 294	59 838	0	58	313	370	60 208
II	54 616	.	6 205	60 821	0	104	328	432	61 254
III	56 643	.	5 258	61 901	0	78	294	372	62 273
IV	57 669	.	4 926	62 595	0	80	278	357	62 952
2004 P									
I	61 714	.	4 628	66 342	0	102	138	240	66 582
II	63 426	.	6 198	69 624	0	128	127	255	69 879
III	63 602	.	6 052	69 654	0	99	145	244	69 898
IV	65 861	.	6 174	72 035	0	99	139	238	72 273
2005 P									
I	65 498	.	4 762	70 260	0	103	112	215	70 475

Nota : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 21-1

Dette extérieure brute, position — Total, tous les secteurs

V No.	Total, tous les secteurs											Investissement direct : prêts entre sociétés, engagement envers les investisseurs directs	Total
	Court terme						Long terme						
	Instruments du marché monétaire	Emprunts	Dépôts	Crédits commerciaux	Autres engagements	Total	Obligations et autres titres d'emprunt	Emprunts	Autres engagements	Total			
	v21386544	v21386545	v21386546	v21386547	v21386548	v21386543	v21386550	v21386551	v21386552	v21386549	v21386553	v21386542	
	millions de dollars												
2002													
IV	25 189	33 620	195 036	7 126	2 507	263 478	450 006	25 393	12 641	488 040	71 954	823 472	
2003													
I	23 180	33 539	204 091	7 138	2 455	270 404	436 964	23 546	12 523	473 033	69 018	812 455	
II	22 735	32 678	169 988	6 710	2 316	234 427	417 386	21 860	12 597	451 844	70 783	757 053	
III	20 725	32 845	178 043	6 598	2 384	240 595	407 588	20 593	12 824	441 005	66 248	747 847	
IV	21 388	34 628	183 139	6 298	2 591	248 042	405 742	19 876	12 969	438 588	63 572	750 202	
2004 P													
I	18 843	33 112	174 599	6 646	2 713	235 913	410 856	19 352	13 191	443 399	60 032	739 345	
II	20 852	34 699	191 379	6 874	2 479	256 283	419 910	19 375	13 081	452 366	59 744	768 393	
III	18 111	27 626	185 607	6 518	2 458	240 320	408 158	15 250	13 087	436 495	63 442	740 257	
IV	19 621	25 195	175 970	6 348	2 304	229 437	405 091	14 548	13 258	432 897	59 688	722 022	
2005 P													
I	18 605	28 473	175 094	6 440	2 360	230 972	405 219	14 071	13 328	432 617	60 929	724 519	

Nota : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 21-2

Dette extérieure brute, position — Administrations publiques

V No.	Administrations publiques										Investissement direct : prêts entre sociétés, engagement envers les investisseurs directs	Total
	Court terme					Long terme						
	Instruments du marché monétaire	Emprunts	Dépôts	Crédits commerciaux	Autres engagements	Total	Obligations et autres titres d'emprunt	Emprunts	Autres engagements	Total		
	v21386556	v21386557	v21386558	v21386559	v21386560	v21386555	v21386562	v21386563	v21386564	v21386561	v21386554	
	millions de dollars											
2002												
IV	12 865	0	..	..	780	13 645	196 705	1 806	1 671	200 182	.	213 828
2003												
I	10 612	0	..	..	630	11 242	192 804	1 481	1 572	195 856	.	207 098
II	12 116	0	..	..	544	12 660	186 039	1 339	1 471	188 849	.	201 510
III	11 743	0	..	..	504	12 248	170 526	1 199	1 504	173 229	.	185 477
IV	11 995	0	..	..	485	12 479	164 411	1 195	1 502	167 108	.	179 587
2004 P												
I	9 879	0	..	..	674	10 553	163 153	1 245	1 513	165 910	.	176 463
II	10 425	0	..	..	381	10 806	163 774	1 213	1 524	166 512	.	177 318
III	8 278	0	..	..	377	8 655	158 718	562	1 444	160 724	.	169 379
IV	9 119	0	..	..	380	9 500	155 807	352	1 455	157 614	.	167 113
2005 P												
I	9 277	0	..	..	494	9 772	156 667	338	1 424	158 429	.	168 201

Nota : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 21-3

Dette extérieure brute, position — Autorités monétaires

V No.	Autorités monétaires										Investissement direct : prêts entre sociétés, engagement envers les investisseurs directs	Total
	Court terme					Long terme						
	Instruments du marché monétaire	Emprunts	Dépôts	Crédits commerciaux	Autres engagements	Total	Obligations et autres titres d'emprunt	Emprunts	Autres engagements	Total		
	v21386567	v21386568	v21386569	v21386570	v21386571	v21386566	v21386573	v21386574	v21386575	v21386572		v21386565
	millions de dollars											
2002												
IV	..	..	177	..	..	177	..	..	..	..	..	177
2003												
I	..	..	58	..	..	58	..	..	..	..	..	58
II	..	..	104	..	..	104	..	..	..	..	..	104
III	..	..	78	..	..	78	..	..	..	..	..	78
IV	..	..	80	..	..	80	..	..	..	..	..	80
2004 P												
I	..	..	102	..	..	102	..	..	..	..	..	102
II	..	..	128	..	..	128	..	..	..	..	..	128
III	..	..	99	..	..	99	..	..	..	..	..	99
IV	..	..	99	..	..	99	..	..	..	..	..	99
2005 P												
I	..	..	103	..	..	103	..	..	..	..	..	103

Nota : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 21-4

Dette extérieure brute, position — Banques

V No.	Banques										Investissement direct : prêts entre sociétés, engagement envers les investisseurs directs	Total
	Court terme					Long terme						
	Instruments du marché monétaire	Emprunts	Dépôts	Crédits commerciaux	Autres engagements	Total	Obligations et autres titres d'emprunt	Emprunts	Autres engagements	Total		
	v21386578	v21386579	v21386580	v21386581	v21386582	v21386577	v21386584	v21386585	v21386586	v21386583		v21386576
	millions de dollars											
2002												
IV	578	..	194 859	..	..	195 437	2 821	..	..	2 821	..	198 258
2003												
I	1 442	..	204 034	..	..	205 476	2 677	..	..	2 677	..	208 153
II	1 406	..	169 884	..	..	171 290	1 997	..	..	1 997	..	173 287
III	1 055	..	177 965	..	..	179 021	2 010	..	..	2 010	..	181 030
IV	1 796	..	183 059	..	..	184 855	1 985	..	..	1 985	..	186 840
2004 P												
I	2 511	..	174 497	..	..	177 008	1 975	..	..	1 975	..	178 983
II	2 011	..	191 252	..	..	193 262	2 030	..	..	2 030	..	195 293
III	1 612	..	185 508	..	..	187 120	1 887	..	..	1 887	..	189 007
IV	2 253	..	175 870	..	..	178 124	1 845	..	..	1 845	..	179 969
2005 P												
I	2 228	..	174 991	..	..	177 218	1 849	..	..	1 849	..	179 068

Nota : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 21-5

Dette extérieure brute, position — Autres secteurs

V No.	Autres secteurs											Investissement direct : prêts entre sociétés, engagement envers les investisseurs directs	Total
	Court terme					Long terme							
	Instruments du marché monétaire	Emprunts	Dépôts	Crédits commerciaux	Autres engagements	Total	Obligations et autres titres d'emprunt	Emprunts	Autres engagements	Total			
	v21386589	v21386590	v21386591	v21386592	v21386593	v21386588	v21386595	v21386596	v21386597	v21386594	v21386598	v21386587	
	millions de dollars												
2002													
IV	11 745	33 620	..	7 126	1 727	54 218	250 481	23 586	10 970	285 037	71 954	411 210	
2003													
I	11 126	33 539	..	7 138	1 825	53 628	241 484	22 066	10 951	274 501	69 018	397 147	
II	9 213	32 678	..	6 710	1 771	50 372	229 351	20 521	11 126	260 997	70 783	382 152	
III	7 926	32 845	..	6 598	1 880	49 249	235 052	19 394	11 320	265 766	66 248	381 262	
IV	7 597	34 628	..	6 298	2 106	50 628	239 346	18 682	11 467	269 495	63 572	383 695	
2004 P													
I	6 454	33 112	..	6 646	2 039	48 251	245 729	18 107	11 678	275 514	60 032	383 797	
II	8 416	34 699	..	6 874	2 098	52 086	254 105	18 162	11 557	283 824	59 744	395 654	
III	8 221	27 626	..	6 518	2 081	44 446	247 553	14 688	11 643	273 884	63 442	381 772	
IV	8 248	25 195	..	6 348	1 924	41 715	247 439	14 197	11 803	273 438	59 688	374 841	
2005 P													
I	7 100	28 473	..	6 440	1 866	43 879	246 703	13 733	11 903	272 339	60 929	377 147	

Nota : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 24-1

Bilan des investissements internationaux avec le Royaume-Uni — Actif

Année	Actif											Total de l'actif
	Investissements directs canadiens à l'étranger ¹	Investissements de portefeuille				Autres investissements					Total	
		Obligations étrangères	Actions étrangères	Marché monétaire étranger	Total	Prêts et provisions		Dépôts ³	Réserves officielles internationales	Autres ⁴ actifs		
						Prêts ²	Provisions					
V No.	v235450	v235452	v235453	v30615499	v235467	v235455	v235451	v235456	v235454	v235457	v235468	v235449
	millions de dollars											
1992	12 271	833	3 262	..	4 095	826	-123	6 683	7	2 213	9 606	25 971
1993	12 907	1 906	3 919	..	5 825	902	-168	6 461	3	2 491	9 689	28 421
1994	15 038	2 917	5 165	..	8 082	806	-139	10 474	4	2 676	13 821	36 941
1995	16 412	3 526	5 752	..	9 278	3 734	-136	12 187	3	2 170	17 959	43 649
1996	17 825	3 312	8 385	..	11 697	6 047	-143	18 589	4	2 017	26 514	56 036
1997	22 722	910	12 680	..	13 590	9 131	-83	19 230	5	2 052	30 336	66 648
1998	24 956	1 204	14 641	..	15 845	3 818	-62	15 354	6	1 568	20 684	61 485
1999	25 686	1 461	16 691	..	18 153	4 606	-68	17 238	4	1 647	23 427	67 266
2000	35 170	1 301	19 209	..	20 510	4 660	-40	17 324	6	1 712	23 663	79 343
2001	39 682	1 910	22 239	..	24 148	9 108	-10	26 593	6	2 549	38 245	102 075
2002	40 740	1 954	24 665	226	26 844	10 695	-7	25 518	8	1 392	37 606	105 190
2003	40 977	1 648	23 708	2 092	27 448	7 180	-3	23 066	6	1 366	31 615	100 040
2004 P	43 991	2 113	22 772	4 714	29 599	3 849	-3	27 042	4	1 187	32 079	105 668

Nota : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 24-2

Bilan des investissements internationaux avec le Royaume-Uni — Passif

Année	Passif										Bilan net des investissements internationaux du Canada
	Investissements directs étrangers au Canada ¹	Investissements de portefeuille				Autres investissements				Total du passif	
		Obligations canadiennes ²	Actions canadiennes	Marché monétaire canadien	Total	Emprunts ³	Dépôts ⁴	Autres ⁵ passifs	Total		
V No.	v235459	v235460	v235461	v235463	v235469	v235462	v235464	v235465	v235470	v235458	v235466
	millions de dollars										
1992	16 799	19 247	497	4 420	24 164	10 200	13 187	261	23 647	64 611	-38 639
1993	15 872	26 371	357	5 773	32 501	9 210	17 888	280	27 378	75 751	-47 330
1994	14 693	27 449	609	8 525	36 582	6 543	21 421	288	28 252	79 527	-42 586
1995	14 097	33 598	597	9 778	43 973	7 590	20 154	276	28 020	86 090	-42 441
1996	14 292	35 118	710	4 819	40 646	8 449	20 389	202	29 040	83 977	-27 942
1997	15 748	34 888	790	4 072	39 749	9 024	28 035	205	37 263	92 761	-26 113
1998	17 042	37 705	723	5 781	44 209	11 732	31 914	261	43 907	105 159	-43 674
1999	15 279	37 024	1 023	4 765	42 812	11 838	29 303	247	41 388	99 479	-32 213
2000	23 955	39 033	2 275	3 220	44 527	14 320	30 174	218	44 712	113 194	-33 851
2001	26 913	44 595	2 423	2 785	49 803	11 610	42 965	231	54 806	131 522	-29 447
2002	27 861	50 640	2 383	3 869	56 892	16 357	39 991	222	56 571	141 324	-36 134
2003	27 397	51 616	1 739	3 850	57 205	17 260	39 438	242	56 940	141 542	-41 502
2004 P	29 461	55 292	2 655	3 814	61 760	10 943	40 233	244	51 421	142 641	-36 973

Nota : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 25-1

Bilan des investissements internationaux avec le Japon — Actif

Année	Actif											Total de l'actif
	Investissements directs canadiens à l'étranger ¹	Investissements de portefeuille				Autres investissements						
		Obligations étrangères	Actions étrangères	Marché monétaire étranger	Total	Prêts et provisions		Dépôts ³	Réserves officielles internationales	Autres ⁴ actifs	Total	
						Prêts ²	Provisions					
V No.	v235516	v235518	v235519	v30615502	v235533	v235521	v235517	v235522	v235520	v235523	v235534	v235515
	millions de dollars											
1992	2 521	402	1 350	..	1 752	151	0	628	3	365	1 146	5 419
1993	2 845	462	2 134	..	2 596	253	0	758	4	410	1 424	6 865
1994	3 485	615	3 571	..	4 186	304	0	894	0	405	1 604	9 275
1995	2 739	1 064	4 617	..	5 681	247	0	1 730	0	737	2 713	11 133
1996	2 676	2 368	5 309	..	7 677	160	0	820	0	390	1 369	11 722
1997	2 985	430	6 266	..	6 697	146	0	1 535	0	466	2 147	11 828
1998	3 268	467	8 166	..	8 632	708	0	4 593	0	1 151	6 453	18 353
1999	3 853	642	16 104	..	16 746	523	0	2 088	0	1 159	3 771	24 370
2000	5 613	334	13 129	..	13 463	764	0	289	0	1 123	2 176	21 253
2001	7 026	713	14 133	..	14 847	920	0	2 574	0	989	4 483	26 355
2002	9 707	384	13 596	0	13 980	375	0	3 379	0	742	4 495	28 183
2003	8 444	599	13 359	0	13 958	285	..	789	0	849	1 923	24 325
2004 P	9 576	759	12 520	0	13 280	211	..	959	0	716	1 886	24 742

Nota : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 25-2

Bilan des investissements internationaux avec le Japon — Passif

Année	Passif										Bilan net des investissements internationaux du Canada
	Investissements directs étrangers au Canada ¹	Investissements de portefeuille				Autres investissements				Total du passif	
		Obligations canadiennes ²	Actions canadiennes	Marché monétaire canadien	Total	Emprunts ³	Dépôts ⁴	Autres ⁵ passifs	Total		
V No.	v235525	v235526	v235527	v235529	v235535	v235528	v235530	v235531	v235536	v235524	v235532
	millions de dollars										
1992	5 962	50 269	41	733	51 042	6 325	1 204	907	8 436	65 440	-60 021
1993	6 249	47 906	38	361	48 306	6 075	939	830	7 843	62 398	-55 533
1994	6 587	45 455	117	217	45 789	7 480	894	885	9 259	61 635	-52 360
1995	6 987	44 464	108	10	44 582	6 555	849	878	8 283	59 852	-48 719
1996	7 873	46 160	107	651	46 918	6 275	1 299	676	8 250	63 040	-51 318
1997	7 990	45 366	108	124	45 598	5 025	1 336	502	6 862	60 450	-48 622
1998	8 393	45 021	128	8	45 158	5 229	1 332	502	7 063	60 613	-42 260
1999	8 270	41 313	20	43	41 376	4 986	1 082	559	6 627	56 272	-31 902
2000	8 041	35 892	36	198	36 126	4 452	1 074	537	6 063	50 231	-28 978
2001	7 864	34 269	23	23	34 315	3 942	2 399	525	6 866	49 046	-22 691
2002	9 162	32 138	37	32	32 207	3 713	1 733	528	5 974	47 343	-19 160
2003	9 610	31 629	61	44	31 733	2 714	397	598	3 710	45 053	-20 728
2004 P	10 583	26 130	173	20	26 323	1 365	327	577	2 268	39 174	-14 432

Nota : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 26-1

Bilan des investissements internationaux avec les autres pays de l'Union européenne — Actif

Année	Actif											Total de l'actif
	Investissements directs canadiens à l'étranger ¹	Investissements de portefeuille				Autres investissements					Total	
		Obligations étrangères	Actions étrangères	Marché monétaire étranger	Total	Prêts et provisions		Dépôts ³	Réserves officielles internationales	Autres ⁴ actifs		
						Prêts ²	Provisions					
V No.	v235494	v235496	v235497	v30615501	v235511	v235499	v235495	v235500	v235498	v235501	v235512	v235493
	millions de dollars											
1992	9 071	280	1 536	..	1 816	751	-107	5 013	92	1 904	7 653	18 540
1993	11 478	1 001	1 958	..	2 959	943	-91	4 272	5	2 122	7 250	21 687
1994	15 620	1 247	2 919	..	4 166	1 330	-42	6 363	6	2 330	9 987	29 773
1995	18 106	1 170	4 015	..	5 185	1 571	-22	6 262	814	2 624	11 249	34 541
1996	19 192	1 137	5 446	..	6 583	1 611	-20	8 680	1 216	2 475	13 962	39 737
1997	22 416	2 248	15 550	..	17 798	2 182	-11	8 359	766	2 255	13 552	53 766
1998	29 149	3 484	21 255	..	24 739	1 898	-7	6 262	1 421	2 005	11 579	65 466
1999	28 384	3 222	26 738	..	29 960	1 892	-3	5 496	2 538	2 010	11 933	70 276
2000	39 998	5 050	31 205	..	36 255	2 844	-4	7 525	6 991	2 157	19 514	95 767
2001	42 783	4 598	32 815	..	37 413	1 546	-7	8 784	6 116	2 546	18 984	99 181
2002	49 772	4 990	35 300	113	40 403	1 158	-6	5 837	5 109	2 418	14 517	104 692
2003	60 075	4 710	36 624	106	41 440	791	-1	8 696	1 676	2 772	13 935	115 450
2004 P	74 113	6 164	35 303	285	41 752	3 364	-1	9 049	1 038	2 679	16 129	131 994

Nota : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 26-2

Bilan des investissements internationaux avec les autres pays de l'Union européenne — Passif

Année	Passif										Bilan net des investissements internationaux du Canada
	Investissements directs étrangers au Canada ¹	Investissements de portefeuille				Autres investissements				Total du passif	
		Obligations canadiennes ²	Actions canadiennes	Marché monétaire canadien	Total	Emprunts ³	Dépôts ⁴	Autres ⁵ passifs	Total		
V No.	v235503	v235504	v235505	v235507	v235513	v235506	v235508	v235509	v235514	v235502	v235510
	millions de dollars										
1992	15 056	35 444	394	1 661	37 498	5 417	7 156	1 341	13 915	66 469	-47 929
1993	15 732	41 315	395	2 558	44 268	4 775	6 721	956	12 452	72 453	-50 765
1994	16 824	49 104	533	2 040	51 676	4 798	8 541	763	14 102	82 602	-52 830
1995	21 778	50 012	521	1 819	52 353	4 839	7 309	944	13 092	87 223	-52 683
1996	24 406	49 211	569	1 922	51 702	4 289	6 230	1 029	11 547	87 655	-47 918
1997	25 508	48 051	607	3 628	52 286	4 225	4 964	970	10 160	87 954	-34 188
1998	31 126	59 655	1 081	3 462	64 198	4 184	5 769	571	10 525	105 848	-40 382
1999	36 341	54 559	1 157	2 302	58 018	2 606	5 817	950	9 373	103 732	-33 455
2000	72 008	48 504	444	1 544	50 492	3 154	5 469	1 093	9 717	132 216	-36 449
2001	65 144	52 023	523	1 198	53 745	1 431	6 939	1 057	9 427	128 316	-29 135
2002	65 645	55 109	510	1 269	56 888	782	8 009	1 096	9 887	132 420	-27 729
2003	68 381	53 922	1 559	238	55 720	546	5 409	1 120	7 076	131 176	-15 726
2004 P	61 751	53 030	2 197	264	55 491	923	7 148	1 121	9 192	126 434	5 560

Nota : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 27-1

Bilan des investissements internationaux avec les autres pays de l'OCDE — Actif

Année	Actif											Total de l'actif
	Investissements directs canadiens à l'étranger ¹	Investissements de portefeuille				Autres investissements					Total	
		Obligations étrangères	Actions étrangères	Marché monétaire étranger	Total	Prêts et provisions		Dépôts ³	Réserves officielles internationales	Autres ⁴ actifs		
						Prêts ²	Provisions					
V No.	v235538	v235540	v235541	v30615503	v235555	v235543	v235539	v235544	v235542	v235545	v235556	v235537
	millions de dollars											
1992	3 957	126	696	..	822	446	0	4 184	44	639	5 313	10 092
1993	4 355	101	826	..	927	546	0	3 075	1	896	4 519	9 801
1994	6 635	132	1 208	..	1 340	1 614	0	3 667	1	2 137	7 419	15 394
1995	7 166	172	1 986	..	2 158	1 296	0	3 370	1	2 174	6 841	16 165
1996	8 392	124	2 412	..	2 536	1 359	0	3 461	2	2 254	7 077	18 004
1997	9 284	1 702	6 454	..	8 156	1 949	0	3 847	1	1 961	7 757	25 197
1998	11 579	2 493	6 939	..	9 432	2 709	0	4 435	2	2 102	9 247	30 258
1999	12 381	1 852	7 860	..	9 712	1 389	0	4 425	2	1 665	7 481	29 574
2000	17 600	1 749	9 004	..	10 753	3 256	0	4 638	2	2 109	10 005	38 358
2001	26 449	2 134	10 972	..	13 106	5 847	0	4 469	1	1 954	12 270	51 826
2002	30 733	2 301	13 284	155	15 739	8 491	0	4 831	1	1 488	14 812	61 284
2003	27 345	1 987	12 874	218	15 079	9 427	0	4 575	4	1 503	15 510	57 934
2004 P	19 820	2 484	12 220	42	14 746	7 200	0	4 751	1	1 536	13 489	48 055

Nota : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 27-2

Bilan des investissements internationaux avec les autres pays de l'OCDE — Passif

Année	Passif										Bilan net des investissements internationaux du Canada
	Investissements directs étrangers au Canada ¹	Investissements de portefeuille				Autres investissements				Total du passif	
		Obligations canadiennes ²	Actions canadiennes	Marché monétaire canadien	Total	Emprunts ³	Dépôts ⁴	Autres ⁵ passifs	Total		
V No.	v235547	v235548	v235549	v235551	v235557	v235550	v235552	v235553	v235558	v235546	v235554
	millions de dollars										
1992	6 913	32 797	324	2 684	35 806	1 339	8 228	710	10 277	52 995	-42 903
1993	7 312	33 811	302	4 132	38 245	1 221	7 719	720	9 660	55 217	-45 416
1994	7 989	37 192	285	5 885	43 361	980	8 487	709	10 176	61 526	-46 132
1995	5 827	38 454	275	4 101	42 829	847	6 816	1 006	8 670	57 327	-41 162
1996	6 748	33 558	796	2 495	36 849	739	6 343	1 000	8 082	51 680	-33 676
1997	8 860	30 564	692	3 414	34 670	1 186	8 058	998	10 242	53 773	-28 575
1998	8 958	34 194	340	3 904	38 439	953	7 232	693	8 877	56 273	-26 015
1999	10 115	31 141	227	1 991	33 360	1 007	4 252	765	6 023	49 498	-19 924
2000	13 280	26 782	2 246	1 771	30 800	905	4 461	739	6 105	50 184	-11 826
2001	11 039	23 892	2 341	915	27 148	535	5 302	919	6 756	44 943	6 882
2002	11 175	22 723	2 280	1 701	26 704	164	6 258	874	7 297	45 176	16 108
2003	11 038	18 369	2 130	391	20 891	3 167	4 255	867	8 290	40 219	17 715
2004 P	12 771	15 985	2 448	465	18 897	1 835	3 847	841	6 523	38 190	9 864

Nota : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 28-1

Bilan des investissements internationaux avec tous les autres pays — Actif

Année	Actif											Total de l'actif
	Investissements directs canadiens à l'étranger	Investissements de portefeuille				Autres investissements					Total	
		Obligations étrangères	Actions étrangères	Marché monétaire étranger	Total	Prêts et provisions		Dépôts	Réserves officielles internationales	Autres actifs		
						Prêts	Provisions					
V No.	v235560	v235562	v235563	v30615504	v235577	v235565	v235561	v235566	v235564	v235567	v235578	v235559
	millions de dollars											
1992	19 370	1 291	1 716	..	3 007	22 823	-11 547	13 345	5 827	24 496	54 944	77 321
1993	23 165	1 370	3 445	..	4 815	23 577	-11 728	15 851	4 554	29 055	61 308	89 287
1994	27 551	1 549	5 483	..	7 032	22 807	-11 537	21 630	4 331	32 085	69 315	103 898
1995	32 251	1 683	6 523	..	8 206	22 150	-11 248	22 100	5 057	33 382	71 440	111 897
1996	39 215	1 788	9 123	..	10 911	22 553	-10 773	23 202	5 478	25 561	66 020	116 146
1997	50 493	4 506	8 307	..	12 813	29 815	-9 910	31 145	6 560	30 193	87 803	151 109
1998	60 691	4 642	8 048	..	12 690	27 942	-10 596	42 432	13 736	34 563	108 078	181 459
1999	68 651	5 855	10 291	..	16 146	28 586	-10 780	24 437	15 552	32 620	90 414	175 212
2000	80 182	5 666	10 311	..	15 977	27 154	-10 873	22 768	17 078	33 509	89 636	185 796
2001	94 832	5 702	12 358	..	18 060	25 732	-11 805	23 463	24 415	32 748	94 553	207 445
2002	103 114	6 143	10 548	1 464	18 156	22 906	-11 905	19 074	30 628	30 658	91 361	212 631
2003	100 218	6 705	9 886	1 428	18 019	19 321	-11 603	20 830	30 951	29 153	88 652	206 889
2004 P	103 707	8 477	8 988	510	17 975	16 761	-10 871	13 541	26 308	29 650	75 390	197 072

Nota : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Tableau 28-2

Bilan des investissements internationaux avec tous les autres pays — Passif

Année	Passif										Bilan net des investissements internationaux du Canada
	Investissements directs étrangers au Canada	Investissements de portefeuille				Autres investissements				Total du passif	
		Obligations canadiennes	Actions canadiennes	Marché monétaire canadien	Total	Emprunts	Dépôts	Autres passifs	Total		
V No.	v235569	v235570	v235571	v235573	v235579	v235572	v235574	v235575	v235580	v235568	v235576
	millions de dollars										
1992	5 027	16 755	329	7 817	24 902	9 012	26 075	6 950	42 037	71 966	5 355
1993	5 727	18 810	497	11 561	30 869	9 712	24 828	7 441	41 981	78 576	10 711
1994	5 873	25 241	730	11 465	37 437	8 685	31 144	7 835	47 663	90 973	12 925
1995	6 529	28 667	778	10 165	39 609	11 232	30 496	8 060	49 788	95 926	15 972
1996	6 865	27 993	828	7 567	36 389	11 673	32 814	7 890	52 377	95 630	20 516
1997	7 193	29 156	945	5 115	35 216	12 181	40 479	8 331	60 990	103 398	47 711
1998	6 978	34 063	832	5 120	40 015	13 390	38 955	8 713	61 058	108 051	73 408
1999	6 514	30 561	1 288	2 640	34 489	16 061	36 103	8 588	60 753	101 756	73 456
2000	8 181	27 509	2 123	4 131	33 763	15 348	33 751	8 852	57 951	99 896	85 900
2001	9 542	23 576	2 123	2 961	28 660	15 434	33 584	8 772	57 790	95 992	111 453
2002	10 420	23 322	2 134	3 874	29 331	15 046	33 731	9 012	57 789	97 540	115 090
2003	10 618	21 141	4 154	3 481	28 776	14 674	27 635	8 811	51 120	90 514	116 375
2004 P	12 955	24 865	3 743	2 923	31 531	11 116	26 682	8 909	46 707	91 194	105 879

Nota : Voir Qualité des données, concepts et méthodologie — Renvois.

Résumé de la méthodologie ayant servi à produire le Bilan des investissements internationaux du Canada sur une base trimestrielle

Les données trimestrielles du *Bilan des investissements internationaux du Canada* ont été produites à partir de 1990. Des estimés supplémentaires à la valeur au marché pour les investissements de portefeuille en obligations et en actions sont également disponibles à partir de 1990. Au passif, les estimés à la valeur au marché des investissements de portefeuille en effets du marché monétaire canadien sont disponibles à partir de 2003. Auparavant, la valeur marchande et la valeur comptable de ces investissements sont définies comme étant équivalentes.

À l'actif, à partir de 2002, les estimés des investissements de portefeuille en effets du marché monétaire étranger sont classifiés sous la catégorie investissement de portefeuille plutôt que sous la catégorie autres investissements et sont disponibles à la fois à la valeur marchande et la valeur comptable.

Investissement direct

Les enquêtes annuelles sur la valeur comptable de l'investissement direct représentent la base des estimations repères pour les positions de fin d'exercice. Les positions trimestrielles entre ces repères et pour les périodes subséquentes aux données repères les plus récentes (indiquées comme étant préliminaires) sont estimées à l'aide des flux trimestriels à la valeur marchande ajustée à la valeur comptable. Ces flux comprennent les bénéfices réinvestis.

Placements de portefeuille

L'enquête sur l'investissement de portefeuille des Canadiens sert de repère pour les positions annuelles à la valeur marchande en actions et obligations étrangères. Les positions à la valeur marchande sont converties aux valeurs comptables à l'aide de ratios valeur marchande/valeur comptable pour dériver les estimés à la valeur comptable. Les positions trimestrielles entre ces repères et pour les périodes subséquentes aux données repères les plus récentes (indiquées comme étant préliminaires) sont estimés à l'aide des flux trimestriels à la valeur marchande, dans le cas des estimés à la valeur marchande. Les flux à la valeur marchande sont ajustés à la valeur comptable pour obtenir les positions trimestrielles à la valeur comptable. De plus, les estimés à la valeur marchande tiennent compte des fluctuations du prix des actifs.

On utilise un système détaillé pour traiter les données sur les obligations canadiennes et les effets du marché monétaire canadien et étranger. Les positions sont calculées de manière ponctuelle et peuvent être automatiquement produites tous les trois mois. Le système permet de produire des positions à la fois à la valeur comptable et la valeur marchande.

Les positions trimestrielles à la valeur comptable des avoirs en actions canadiennes sont calculées à l'aide des flux trimestriels ajustés selon le ratio valeur marchande/valeur comptable. Pour ce qui est de la valeur marchande des actions canadiennes, celle-ci est dérivé sur une base annuelle en convertissant les données repères à la valeur comptable à l'aide de ratios valeur marchande/valeur comptable sur une base détaillée. Les estimés trimestriels sont par la suite générés en tenant compte des flux à la valeur marchande et d'un indice de changement de prix.

Autres investissements

Les emprunts en circulation accordés par les banques et les administrations sont disponibles tous les trois mois. Les prêts d'autres sociétés proviennent des enquêtes annuelles et des flux trimestriels. Les dépôts sont également disponibles auprès des banques tous les trois mois. Les avoirs en réserves officielles internationales

sont disponibles tous les mois. Les divers autres comptes sont basés sur les enquêtes annuelles et ajustées en positions trimestrielles à l'aide des flux trimestriels.

Fluctuations des devises

De plus, les positions courantes pour tous les comptes exprimés en devise étrangère sont réévaluées tous les trimestres de façon à refléter les changements aux taux de change.

Notes statistiques

Ces notes suivent en principe la structure et le contenu des sources et méthodes les plus récentes pour la balance des paiements et le bilan des investissements internationaux¹.

Bilan des investissements internationaux

Cadre conceptuel

Le bilan des investissements internationaux du Canada est l'état statistique de la valeur et de la composition de la position de l'actif et du passif financiers canadiens avec les non-résidents en fin d'exercice. On dresse le bilan canadien en suivant les normes et les conventions internationales exposées dans la cinquième édition du *Manuel de la balance des paiements* (1993) du Fonds monétaire international (FMI). Ce cadre de normalisation est le fruit de vastes consultations avec un groupe de spécialistes de la balance des paiements au sein duquel Statistique Canada a une présence active. L'uniformité des concepts entre les pays et l'application de normes et de conventions communes améliorent la comparabilité des comptes du bilan des investissements internationaux, ce qui constitue un avantage important pour les utilisateurs de données en cette ère de mondialisation².

L'actif financier canadien est l'actif appartenant aux résidents du Canada. Il représente de futurs avantages économiques à recevoir des non-résidents. C'est là un réservoir de valeur qui, à la différence de la plupart des éléments d'actif non financier, n'est pas directement exploité dans l'activité de production, étant plutôt transformable en espèces ou en d'autres instruments financiers. Il découle des opérations passées en instruments financiers avec les non-résidents du Canada.

Le passif financier canadien représente les engagements contractés envers les non-résidents qui résultent des opérations passées en instruments financiers avec ces derniers et [...] dont le règlement pourra nécessiter le transfert ou l'utilisation d'actifs, la prestation de services ou toute autre cession d'avantages économiques³.

La désignation « passif financier » ne convient guère dans la mesure où les émissions d'actions canadiennes s'ajoutent aux émissions d'obligations et autres créances canadiennes.

La différence entre le total de l'actif et le total du passif est ce que l'on appelle la position nette au bilan des investissements internationaux. En d'autres termes, la position nette est le solde de ce que possède le Canada des non-résidents (actif extérieur) et de ce qu'il doit aux non-résidents (passif extérieur). Dans son histoire, le Canada a eu et a encore moins d'actifs que de passifs avec les non-résidents, d'où une position nette d'engagements internationaux.

Nature de l'actif et du passif financiers

Il y a trois catégories d'actif et de passif financiers dans le bilan des investissements internationaux : position d'investissements directs, la position d'investissements de portefeuille et la position d'autres investissements. Ces trois catégories sont largement représentatives de la nature des opérations d'investissement avec d'autres pays. S'il y a investissement direct, c'est que l'investisseur résident d'un pays exerce une influence importante ou significative sur la gestion d'une entreprise résidente d'un autre pays. Il s'agit donc d'investissements où cette influence appréciable peut même devenir un intérêt de contrôle. Dans le cas des investissements de portefeuille,

1. *La balance des paiements internationaux et le bilan des investissements internationaux du Canada, concepts, sources, méthodes et produits*, produit no 67-506-XPF au catalogue de Statistique Canada. Adresse Internet : www.statcan.ca/francais/freepub/67-506-X1F/free_f.htm

2. Les états du bilan des investissements internationaux des divers pays figurent dans le *Fonds monétaire international, Balance of Payments Statistics Yearbook*, Washington, DC, Fonds monétaire international.

3. Institut canadien des comptables agréés, *Manuel de l'ICCA*, Toronto, Institut canadien des comptables agréés, décembre 1997, 1000.35.

l'investisseur en instruments financiers n'exerce pas d'influence appréciable sur l'émetteur non résident de ces instruments. Ainsi en est-il aussi des autres investissements où il n'y a pas d'influence de la part de l'investisseur, mais où, à la différence de la catégorie des investissements de portefeuille, il n'y a généralement pas de marché où s'échangent les instruments de ces autres investissements.

Évaluation de l'actif et du passif extérieurs

Les comptes du bilan des investissements internationaux sont évalués à la valeur au livre des entreprises dans lesquelles l'investissement est fait (principe du débiteur). Cette pratique n'est pas conforme aux normes internationales, qui requièrent que le bilan soit établi à la valeur du marché.

La comptabilisation des investissements directs au prix du marché présenterait de grandes difficultés, puisque les entreprises ne se reportent généralement pas au prix du marché pour comptabiliser leurs investissements dans des filiales et d'autres entités liées, leurs livres étant la source des données de calcul des investissements directs. C'est ce que reconnaissent les normes internationales.

Il n'est pas toujours possible d'appliquer le principe énoncé ci-dessus parce que les réévaluations ne sont pas effectuées régulièrement. Par exemple, la valeur comptable portée au bilan est souvent le seul moyen de mesure disponible pour les investissements directs. Elle peut correspondre au coût d'origine, à une évaluation plus récente ou à la valeur courante⁴.

Quant aux investissements de portefeuille, les statistiques canadiennes fournissent l'évaluation au prix du marché de ces investissements comme données d'appoint aux données des séries officielles. Signalons enfin que l'évaluation des autres investissements peut être considérée à toutes fins utiles comme une évaluation au prix du marché. Somme toute, les statistiques canadiennes sont disponibles au prix du marché, sauf dans le cas des investissements directs.

Les valeurs de comptabilisation de l'actif et du passif du Canada changent de période en période à cause des opérations et des variations d'évaluation. Un grand facteur de variation est le taux de change, car on convertit les éléments libellés en devises en se reportant au taux de clôture à la fin de la période de référence. Un autre facteur est la différence entre le prix d'une opération et la valeur de comptabilisation au bilan de la créance qui résulte de cette opération. Comme les positions ne sont pas actuellement réévaluées au prix du marché pour ce qui est de l'investissement direct, les variations d'évaluation autre que celles dues aux taux de change s'expliquent par les variations entre valeurs transactionnelles et valeurs comptables, les réévaluations à la hausse et à la baisse ainsi que les reclassements. Un exemple de reclassement serait celui de comptabiliser initialement des actions ordinaires comme investissement de portefeuille, puis comme investissement direct lorsque la participation a été portée à 10 % et plus du capital-actions.

Liens avec d'autres systèmes statistiques

Liens avec la balance des paiements

Il existe un lien direct entre les opérations financières de la balance des paiements et le bilan des investissements internationaux⁵. Les opérations financières avec les non-résidents font augmenter ou diminuer le bilan des investissements avec le reste du monde. Ainsi, l'acquisition de nouveaux avoirs étrangers accroît l'actif au bilan et le remboursement d'engagements extérieurs décroît le passif au bilan. Si tous les flux financiers ont un effet sur ce bilan, on doit dire que les variations de ce dernier ne tiennent pas toutes à des flux financiers. La valeur de l'actif et du passif peut changer à cause des fluctuations des changes ou d'autres réévaluations ou reclassements. Bref, si

4. *Fonds monétaire international, Manuel de la balance des paiements*, (5^e édition, Publication Services, 700 19th Street NW, Washington, DC 20431, ÉTATS-UNIS, 1993), alinéa 108, p. 29.

5. Il convient de noter que les opérations en actifs non financiers non produits devraient influencer sur le bilan, quoique les normes internationales ne décrivent pas le lien entre les opérations en capital sur ces actifs et ce même bilan. Dans les séries canadiennes, les opérations en actifs non financiers non produits n'ont pas été assez importantes jusqu'ici pour justifier leur inclusion au bilan. On propose de classer dans "autres investissements" l'actif et le passif au chapitre de ces opérations (voir chapitre 19, "Application des normes internationales"), *La balance des paiements internationaux et le bilan des investissements internationaux du Canada, concepts, sources, méthodes et produits*.

seules les opérations avec les non-résidents figurent dans la balance des paiements, l'actif et le passif extérieurs traduisent aussi bien les opérations avec les non-résidents que les changements d'évaluation.

Les liens entre le solde du compte courant et le bilan des investissements internationaux passent par le compte capital et financier.

Le solde net du compte capital et financier équivaut à celui du compte courant, mais en inversion de signe.

La position nette des investissements internationaux est le résultat d'une accumulation au fil du temps du compte capital et financier, mais en inversion de signe.

Par conséquent, l'accumulation au fil du temps du compte courant est équivalente au bilan net des investissements internationaux.

Toutefois, à cause des changements d'évaluation et d'autres changements qui se trouvent dans le bilan mais non dans les opérations, on ne peut toutefois établir de correspondance parfaite entre les déficits accumulés par le Canada au compte courant et la position nette au bilan des investissements internationaux.

Liens avec le bilan national

Dans le Système de comptabilité nationale du Canada, on dresse un bilan national pour les trois secteurs de l'économie, c'est-à-dire les particuliers et les entreprises individuelles, les sociétés et les administrations publiques. Les opérations de ces trois secteurs avec les non-résidents appartiennent à un quatrième secteur, soit le reste du monde. Le dernier secteur correspond en fait au bilan des investissements internationaux à deux différences près. D'abord, les comptes extérieurs du bilan national sont présentés du point de vue des non-résidents dans la comptabilité nationale et du point de vue des résidents dans le bilan des investissements internationaux. Ensuite, l'actif et le passif financiers extérieurs du bilan national sont présentés par instrument dans la comptabilité nationale et principalement par fonction dans le bilan des investissements internationaux. On peut également relever de légères différences de classement, car les intérêts à payer sur les obligations seront, par exemple, classés sous « obligations » dans le bilan des investissements internationaux et sous « autres actifs ou autres passifs » dans les flux financiers. Ces différences s'annulent cependant pour l'ensemble de l'actif et du passif. Somme toute, on peut dire qu'il y a concordance parfaite entre les données des deux états.

Interprétation du bilan des investissements internationaux

Interprétation comptable

Le bilan des investissements internationaux présente des données sur la situation financière extérieure du pays à un moment quelconque selon les concepts et les conventions comptables qui s'appliquent. C'est donc là le bilan du Canada avec l'étranger. L'actif de ce bilan représente les avantages économiques futurs qu'attend le Canada de l'étranger du fait des droits créés par les opérations présentes ou passées avec des non-résidents. Dans le *Système de comptabilité nationale de 1993*, on définit ainsi l'actif : Biens qui doivent appartenir à une ou plusieurs unités qui tirent un avantage économique de leur possession et de leur utilisation sur un certain laps de temps⁶.

[...] (la valeur économique) représente une certaine quantité de valeur économique abstraite qui peut être utilisée pour acquérir des biens ou des services⁷.

Le passif est l'engagement que contracte le Canada de fournir des biens ou des services à des non-résidents. Il représente les sommes dues à des créanciers extérieurs ou appartenant à des actionnaires étrangers.

6. Commission des communautés européennes, Fonds monétaire international, Organisation de coopération et de développement économiques, Nations Unies et Banque mondiale, *Système de comptabilité nationale de 1993*, publié sous la direction du Groupe de travail intersecrétariats sur la comptabilité nationale, Bruxelles/Luxembourg, New York, Paris, Washington, D.C., 1993, alinéa 1.26, p. 6. ;

7. *Ibid.*, alinéa 2.24, p. 20. [...]

Interprétation analytique

Les données du bilan des investissements internationaux indiquent dans quelle mesure le Canada a, au fil des ans, à la fois fourni (actif extérieur) et reçu (passif extérieur) des ressources financières dans ses rapports avec le reste du monde. L'écart entre l'actif et le passif extérieurs est un solde dégagé qui équivaut à la partie de l'économie canadienne attribuable au reste du monde. Le Canada a été et est encore un débiteur net avec l'étranger.

Position d'investissement direct

Description

Les investissements directs (actif et passif) sont les investissements par lesquels l'investisseur d'une économie acquiert une influence importante ou significative sur la gestion d'une entreprise exploitée dans une autre économie.

Dans la pratique, on juge au Canada qu'il y a investissement direct si une entreprise détient au moins 10 % des actions avec droit de vote d'une entreprise étrangère. Cette participation en actions avec droit de vote est déterminée par une analyse du faisceau de relations entre les entreprises tant à l'intérieur qu'à l'étranger. Une entreprise peut détenir par la seule voie directe moins de 10 %, mais encore avoir 10 % des actions avec droit de vote par le biais de propriété d'une autre entreprise qui détient aussi des actions dans l'entreprise initiale (détention indirecte). Une fois le lien d'investissement direct établi parmi un certain nombre d'entreprises, par participation directe ou non, on mesure l'investissement en cause comme intervenant entre deux agents économiques seulement. Ainsi, on appellera investisseur direct une société canadienne détenant au moins 10 % des actions avec droit de vote d'une société américaine et cette dernière sera appelée une entreprise recevant de l'investissement direct. Il se peut que la société américaine en question ait également des créances sur l'investisseur direct canadien, mais ces créances devraient être moindres que celles de la société canadienne⁸. Ces créances seront déduites des créances de l'investisseur direct canadien envers la société américaine dans la présentation des données d'investissement direct canadien aux États-Unis. Cette présentation s'inscrit dans la mesure directionnelle des investissements directs.

L'investisseur direct peut aussi recevoir des investissements d'une autre société étrangère. Si ces investissements représentent 10 % et plus des actions avec droit de vote de l'investisseur direct, celui-ci sera, pour cette société extérieure, une entreprise recevant de l'investissement direct. Il importe de souligner que les notions d'investisseur direct et d'entreprise recevant de l'investissement direct ne sont pas mutuellement exclusives. Une société peut être investisseur direct à l'égard d'une société étrangère et une entreprise recevant de l'investissement direct à l'égard d'une autre.

La mesure de l'investissement direct dans les statistiques canadiennes est la valeur totale du capital propre, des créances à long terme et (depuis 1983) des créances à court terme que détiennent des entreprises dans des entreprises non bancaires étrangères.

Évaluation

On évalue les séries du bilan des investissements directs sur la base des livres des entreprises destinataires de ces investissements. Ainsi, on mesurera les investissements directs du Canada à l'étranger sur la base des livres des entreprises extérieures, et non sur la base de ceux des entreprises résidentes ayant des investissements directs extérieurs. De même, les investissements directs de l'étranger au Canada se mesureront sur la base des livres des entreprises résidentes réceptrices de ces investissements, et non sur ceux des entreprises extérieures.

Les différences de valeurs comptables d'investissements directs de période en période proviennent des facteurs suivants :

8. Selon les normes internationales, s'il y a appartenance mutuelle de plus de 10 % entre deux entités, la relation d'investissement direct ne doit plus être traitée sur une base nette mais bien sur une base brute. Chaque entité devient un investisseur direct de l'autre entité. Ce traitement brut va à l'encontre du principe directionnel d'investissement direct et peut donner lieu à des bris significatifs dans les séries quand l'appartenance devient graduellement supérieure à 10 % de l'avoir. La recherche se poursuit quant à l'application de cette norme dans les statistiques canadiennes.

- les opérations (qui sont comptabilisées à leur valeur au prix du marché dans le compte financier et qui font l'objet d'une réévaluation à leur valeur comptable pour fins de positions);
- les fluctuations des changes;
- les réorganisations de sociétés;
- les migrations de propriétaires principaux;
- les reclassements entre les catégories des investissements directs à la suite de l'augmentation de la propriété de 10 % ou plus des actions donnant droit de vote (ou, au contraire, à la suite de la diminution de la propriété de 10 % ou moins).

Distinction entre investissement direct et contrôle étranger

Il faut distinguer l'investissement direct du contrôle étranger. Les normes du Fonds monétaire international s'attachent aux investissements directs et se contentent d'évoquer vaguement la notion de contrôle.

La notion d'investissement direct [...] est plus large que celle d'entreprise résidente sous contrôle étranger, que le SCN distingue des entreprises résidentes contrôlées par des intérêts nationaux⁹.

On constate l'inverse dans le *Système de comptabilité nationale (SCN) de 1993* où l'accent est mis sur le contrôle.

Le concept d'entreprise résidente sous contrôle étranger du SCN est lié au concept d'entreprise d'investissements directs étrangers de la balance des paiements, en ce sens que le premier est une composante du second [...] La principale caractéristique distincte des investissements directs au sens de la balance des paiements est l'influence significative ou le pouvoir de décision en matière de gestion de l'entreprise, alors que, dans le SCN, les entreprises sous contrôle étranger se caractérisent avant tout par le contrôle¹⁰.

Dans les deux cas, le contrôle se définit comme le pouvoir de déterminer la politique générale de la société en nommant au besoin ses administrateurs. Posséder plus de la moitié des actions constitue évidemment une condition suffisante, mais pas nécessaire, pour avoir le contrôle. Néanmoins, comme il peut être difficile de connaître les sociétés dont le contrôle est exercé par une minorité d'actionnaires, il est recommandé de limiter en pratique les sociétés sous contrôle public ou étranger à celles dont les administrations publiques ou des non-résidents détiennent une majorité des parts. Cette recommandation est seulement destinée à servir d'orientation pratique, et elle admet éventuellement des exceptions s'il existe d'autres preuves de l'existence d'un contrôle¹¹.

Tant les investissements directs que les participations de contrôle relèvent de la notion de propriété d'une entreprise. Toutefois, les investissements directs indiquent une influence significative sur une autre entreprise, sans qu'il s'agisse nécessairement d'une participation de contrôle qui confère le « pouvoir de définir, de manière durable et sans le concours de tiers, les politiques stratégiques d'une entreprise en matière d'exploitation, d'investissement et de financement »¹².

Pour établir que les intérêts sont sous forme d'investissements directs ou de participation de contrôle, on doit tenir compte de l'ensemble des liens de parenté entre les sociétés, c'est à-dire des liens de propriété entre les entités d'une entreprise. On doit se représenter tout le réseau des entreprises, d'où la nécessité de regarder au delà de la frontière canadienne pour ainsi considérer tous les liens de propriété étrangère et intérieure des entreprises.

9. *Fonds monétaire international, Manuel de la balance des paiements, 5e édition, Washington, D.C., Fonds monétaire international, 1993, alinéa 360, p. 92.*

10. *Commission des communautés européennes, Fonds monétaire international, Organisation de coopération et de développement économiques, Nations Unies et Banque mondiale, Système de la comptabilité nationale de 1993 publié sous la direction du Groupe de travail intersecrétariats sur la comptabilité nationale, Bruxelles/Luxembourg, New York, Paris, Washington, D.C., 1993, alinéa 14.154, p. 373.*

11. *Ibid, alinéa 4.30, p. 96.*

12. *Institut canadien des comptables agréés, Manuel de l'ICCA, Toronto, décembre 1997, 1590.06.*

Sources des données

Enquêtes

On se sert de sept questionnaires pour rassembler les données d'investissements directs. Toutes les enquêtes en question sont des enquêtes annuelles par quasi-recensement sauf deux qui sont des enquêtes trimestrielles par sondage.

Sources administratives

On puise à un certain nombre de sources administratives pour compléter les données d'enquête. À l'aide de l'inventaire mensuel des sociétés à investissements extérieurs que tient Investissement Canada (qui fait partie d'Industrie Canada), on met à jour la liste d'envoi des questionnaires.

On exploite des données administratives supplémentaires fournies par les institutions financières à la Banque du Canada et au Bureau du surintendant des institutions financières, plus particulièrement pour calculer les investissements directs étrangers dans les banques canadiennes. Les sociétés canadiennes remplissent la formule T 106 à l'intention de l'Agence canadienne des douanes et du revenu sur leurs opérations ayant un lien de dépendance avec des entités non résidentes. Cette formule porte sur les dividendes, les intérêts et les créances et engagements entre sociétés. Elle permet également de valider les données d'enquêtes et de mettre à jour la liste des unités possibles de déclaration.

Autres sources

On analyse systématiquement les renseignements qui paraissent dans la presse financière (*Globe and Mail*, *National Post*, *Les Affaires*, etc.) et on les rapproche des données trimestrielles d'enquêtes.

Méthodes

Un système appelé CASTS (Capital Account Stock Transaction System) traite les données de sept questionnaires d'enquête et l'information provenant d'autres sources administratives et publiques. On applique ensuite des procédures de saisie et de validation de données ainsi que des procédures de calcul des flux en capital et des positions de fin d'exercice.

Produits

Exactitude des données

Un grand défi en matière de qualité des données est de maintenir un champ d'observation acceptable. Malgré tous les efforts déployés en ce sens, il se peut qu'une entreprise qui a récemment fait des investissements directs ne soit pas saisie.

Investissements directs du Canada à l'étranger

On juge que les données sur les investissements directs du Canada à l'étranger sont fiables. Elles proviennent d'un quasi-recensement annuel dont le champ d'observation est actualisé par des données à jour sur l'évolution des marchés et validé par des données administratives. On estime que l'observation est assez exhaustive. En 2003, le taux de réponse était de 48 %. De par leur nature, les investissements directs sont largement concentrés dans un nombre relativement petit d'entreprises. C'est ce que confirment les données d'enquête qui montrent que les 100 premières entreprises (5 % du champ d'observation) représentent 80 % de la valeur totale des investissements directs. Pour résoudre le problème de non-réponse, on reporte les données d'une année à l'année suivante en tenant compte des taux de change. On mesure les séries à partir des livres des filiales et autres sociétés liées ultimes à l'étranger. Ainsi, ces séries ne se prêtent pas à une comparaison immédiate avec les flux financiers tirés, généralement à la valeur au prix du marché, des livres des sociétés canadiennes. Les données de l'année la plus récente sont des données de projection qui pourront donc subir d'importantes révisions.

Investissements directs de l'étranger au Canada

On juge que les données sur les investissements directs étrangers sont très fiables. Elles sont tirées d'un quasi-recensement annuel pour lequel le taux de réponse était de 56 % en 2003. Là encore, on projette les données pour l'année la plus récente d'après les flux en capital déterminés par l'entremise d'une enquête trimestrielle par sondage et des renseignements sur l'évolution des marchés (avec les réorganisations de sociétés, les taux de change et d'autres facteurs utiles). On révisé les estimations lorsqu'on dispose des résultats du quasi-recensement.

Accessibilité des données

Dans cette publication, on présente les données sur la position d'investissement direct selon les grandes régions (États-Unis, Royaume-Uni, autres pays de l'Union européenne, Japon, autres pays de l'OCDE et autres pays). Des ventilations détaillées par pays et par branches d'activité sont aussi offertes contre recouvrement des coûts.

Position d'investissements de portefeuille

Description

Les investissements de portefeuille sont une forme passive d'investissement qui permet d'optimiser la valeur prévue d'un portefeuille par une diversification internationale afin de faire un gain pécuniaire (revenu ou valeur de l'investissement). Ces investissements comprennent des instruments qui peuvent généralement être échangés sur des marchés secondaires. Ces dernières années, le progrès technique et la déréglementation ont eu pour effet de multiplier nettement les investissements de portefeuille à l'étranger; d'enrichir les choix d'instruments financiers d'échange (par exemple la titrisation de valeurs auparavant non négociables et de titres dérivés); et de considérablement faciliter l'évaluation des instruments financiers, élément clé des échanges.

Les investissements de portefeuille sont des investissements en actions, obligations et instruments du marché monétaire (titres tant canadiens qu'étrangers). Les investissements canadiens en instruments du marché monétaire extérieur figurent sans distinction dans « autres investissements » jusqu'en 2001, puisque les statistiques canadiennes ne parvenaient pas à séparer ces instruments du passif-dépôts des banques étrangères auparavant.

Les encours de valeurs de portefeuille varient en fonction des flux financiers, des fluctuations des changes, des plus-values ou moins-values des investissements et des changements de classification. Les investissements sont reclassés entre les investissements de portefeuille et les investissements directs, au moment où la propriété des actions franchit le seuil des 10 %.

Évaluation

Dans la mesure du possible, on évalue les titres à la valeur comptable des sociétés qui les ont émis. Ainsi, on évaluera les investissements en actions d'après l'avis des actionnaires de la société émettrice des actions. De même, la valeur des obligations et des instruments du marché monétaire se définit comme le prix d'émission plus les intérêts courus.

En évaluant ainsi à la valeur comptable, on se trouve à déroger aux normes internationales, qui demandent une évaluation au prix du marché. Toutefois, on fournit quand même l'évaluation au prix du marché des investissements de portefeuille comme information supplémentaire dans les statistiques canadiennes. Cependant, cette évaluation n'est pas utilisée pour les séries officielles. On procède ainsi afin de maintenir une uniformité de traitement entre les différents comptes du bilan, dont l'investissement direct qui n'est disponible qu'à la valeur comptable.

Sources des données

On calcule les bilans (actifs) en valeurs mobilières étrangères grâce aux résultats d'une enquête « bilans » annuelle sur les portefeuilles canadiens qui a débuté à la fin de 1997 (auparavant, le calcul se faisait au moyen de flux cumulés). Pour la première fois, on a intégré les résultats de cette nouvelle enquête au numéro de 1998 de la publication *Bilan des investissements internationaux du Canada*. On calcule, en grande partie, les bilans

(engagements) en valeurs mobilières canadiennes grâce aux opérations cumulées après ajustement à l'aide de renseignements relatifs aux positions. Pour les nouvelles émissions de valeurs mobilières canadiennes, on exploite les données administratives de la Banque du Canada ainsi que diverses sources publiques puis on complète avec des données d'enquête menées auprès des principaux émetteurs.

Méthodes

Investissement de portefeuille canadien à l'étranger

Une enquête annuelle, qui a débuté à la fin de l'année de référence 1997, relève d'efforts internationaux en vue d'améliorer la statistique des investissements de portefeuille extérieurs. Cette enquête, menée par la Division de la balance des paiements de Statistique Canada, mesure sur une base annuelle les portefeuilles des institutions financières canadiennes en actions et obligations étrangères.

Investissements de portefeuille étrangers en obligations canadiennes et en instruments du marché monétaire canadien et étranger

Un système vaste et complexe (BP 2000) sert au traitement des données sur les obligations canadiennes et est maintenant mis en oeuvre pour les instruments du marché monétaire canadien et étranger. Dans l'un et l'autre de ces volets du système, chaque émetteur est caractérisé par son nom, son secteur (gouvernement fédéral, sociétés privées, etc.) et son industrie d'appartenance. Chaque valeur mobilière détenue est indiquée avec les dates d'émission et d'échéance, la monnaie d'émission, le taux d'intérêt, l'échelonnement des paiements d'intérêts. Ce système sert à calculer diverses variables comme les positions, les intérêts et les remboursements.

Investissements de portefeuille étranger en actions canadiennes

On met à jour, tous les ans, les données sur les actions canadiennes à l'aide des flux financiers déclarés dans le cadre d'enquêtes mensuelles menées auprès des courtiers en valeurs mobilières et des principaux investisseurs du Canada. Ces données sur les positions sont complétées par les données de l'enquête « bilan ».

Produits

Exactitude des données

Avec l'intégration en 1997 de l'enquête sur l'investissement de portefeuille des Canadiens, les estimations des avoirs canadiens en valeurs mobilières étrangères sont maintenant considérées comme très fiables. En 2003, le taux de réponse était de 75 %. Cependant, l'enquête n'est pas menée auprès des particuliers canadiens qui investissent directement sur les marchés extérieurs. Le problème de l'identification de tels investisseurs est commun à tous les pays, mais on ne pense pas que ce problème de sous-observation soit pour l'instant important dans les statistiques canadiennes. Il risque, cependant, de s'aggraver à mesure que se créent des canaux directs d'investissement à l'étranger qui ne sont pas saisis par notre système de collecte.

On considère comme très fiables les données sur les avoirs étrangers en valeurs mobilières canadiennes sauf pour la répartition géographique des détenteurs extérieurs de valeurs de portefeuille. La ventilation géographique n'est pas toujours révélatrice de la répartition par pays des propriétaires réels qui peuvent recourir à des dépositaires dans d'autres pays. On s'attend néanmoins à ce que les données des enquêtes réalisées dans d'autres pays nous aident à améliorer la distribution géographique des engagements canadiens. Elles sont tirées d'un quasi-recensement annuel pour lequel, en 2003, le taux de réponse était de 56 % pour les sociétés et de 61 % pour les gouvernements et leurs entreprises.

Accessibilité des données

Les données sur le bilan des investissements de portefeuille en fin d'exercice, tant pour les obligations, les actions et les instruments du marché monétaire (canadiens et étrangers), sont présentées selon l'ensemble des pays et selon six régions (États-Unis, Royaume-Uni, autres pays de l'Union européenne, Japon, autres pays de l'OCDE

et autres pays). Il y a aussi une répartition sectorielle pour les obligations canadiennes et les instruments du marché monétaire canadiens. Dans le premier cas, on indique en outre les contributions sectorielles à la variation nette des valeurs comptables.

Les données qui combinent des caractéristiques (pays, branches d'activité, devises, échéances de remboursement et service de la dette) peuvent être obtenues contre recouvrement des coûts.

Position d'autres investissements

Description

Le bilan des autres investissements est un compte résiduel d'un caractère hétérogène qui comprend tous les investissements autres que les investissements directs et les investissements de portefeuille. On y trouve les prêts et les emprunts (l'actif et le passif), les dépôts (l'actif et le passif), les actifs des réserves monétaires officielles et les autres actifs et autres passifs.

Prêts et emprunts

Les **prêts** se composent des prêts que consent directement le gouvernement du Canada à des pays étrangers et à des organismes internationaux, en partie par l'émission de billets à vue non productifs d'intérêts et non négociables qui sont comptabilisés dans les autres engagements. Sont également compris dans ce compte :

- les prêts à l'exportation d'organes du gouvernement du Canada comme la Société pour l'expansion des exportations et la Commission canadienne du blé;
- les prêts des banques et des autres entreprises;
- les prêts en opérations de pension sur titres.

Sont exclus les prêts et souscriptions au Fonds monétaire international (FMI), qui sont classés dans les réserves monétaires officielles, ainsi que les souscriptions aux organismes internationaux, qui comptent parmi les autres actifs. Des écritures en compensation se retrouvent à l'actif pour tenir compte des provisions au chapitre :

- des prêts de faveur aux pays en voie de développement dans le cadre du programme canadien d'aide au développement international;
- de la position nette du Canada relevant de ses souscriptions (capital) et de ses prêts aux institutions financières internationales;
- des mesures possibles d'allègement de la dette ou de son service dans le cadre d'ententes multilatérales à l'intention des pays ayant des difficultés financières.

Certaines des provisions établies par les banques à charte canadiennes à l'égard de leurs prêts à l'étranger sont aussi incluses.

Les **emprunts** incluent les emprunts des administrations et des entreprises publiques et des sociétés à des banques étrangères (ce qui comprend les emprunts auprès de consortiums bancaires), les emprunts hypothécaires et d'autres emprunts comme les emprunts en opérations de pension sur titres.

À l'**actif du compte des dépôts**, il y a les dépôts à l'étranger des banques canadiennes (y compris les dépôts en or et en argent ainsi que les créances interbancaires à court terme) et l'actif en dépôt de déposants canadiens autres que les banques.

Au **passif du compte des dépôts** figurent les dépôts étrangers (y compris les dépôts en or et en argent et créances interbancaires à court terme) dans des banques canadiennes mais sans les débetures bancaires ni le capital-actions des banques entre les mains de non-résidents. (On comptabilise les débetures dans les obligations canadiennes de portefeuille, le capital-actions des banques de l'annexe 1 dans les actions canadiennes

de portefeuille et celui des banques de l'annexe 2 dans les investissements directs étrangers au Canada.). On y trouve aussi les dépôts aux sociétés de fiducie et à la Banque du Canada.

Les **réserves monétaires officielles** sont les avoirs officiels en devises et en autres actifs monétaires du Compte du fonds des changes, du ministre des Finances (incluant la position des réserves canadiennes auprès du FMI), du receveur général du Canada et de la Banque du Canada. À l'actif du compte des réserves monétaires officielles, on trouve l'or monétaire, les droits de tirage spéciaux (DTS), la position des réserves canadiennes auprès du FMI, les avoirs en devises (monnaies, dépôts et titres) et les autres créances détenues.

Les **autres actifs** comprennent :

- les créances clients et les autres comptes à recevoir à court terme avec des sociétés non liées et, jusqu'en 1983, avec des sociétés liées à des entreprises non bancaires (depuis 1983, les créances intersociétés à court terme des entreprises non bancaires sont reclassées dans les investissements directs);
- les paiements échelonnés;
- les investissements immobiliers à l'extérieur du Canada au secteur des particuliers;
- les avoirs à l'étranger des immigrants;
- les souscriptions du gouvernement du Canada aux organismes internationaux à l'exclusion de celles faites au FMI qui sont traitées comme des réserves officielles internationales;
- les opérations sur titres secondaires au dérivés;
- les autres créances diverses sur les non-résidents.

Les **autres passifs** comprennent :

- le passif à vue du gouvernement du Canada
- les créances fournisseurs et les autres emprunts avec des sociétés non liées et, jusqu'en 1983, avec des sociétés liées à des entreprises non bancaires (depuis 1983, les engagements intersociétés à court terme des entreprises non bancaires sont reclassés dans les investissements directs);
- les investissements immobiliers de l'étranger au Canada;
- les engagements hypothécaires;
- les dividendes déclarés et non versés;
- les droits de tirage spéciaux;
- les paiements échelonnés;
- la valeur des titres canadiens détenus dans des comptes de propriétaires apparents pour des non-résidents;
- les divers autres passifs.

Sources des données

Pour ce qui est de l'actif, on se renseigne sur les prêts du gouvernement du Canada aux pays étrangers et aux organismes internationaux au moyen de données administratives venant de l'Agence canadienne de développement international et des Comptes publics du Canada pour les prêts consentis par les divers ministères. Les données sur les prêts des entreprises publiques proviennent de la Société pour l'expansion des exportations, de la Commission canadienne du blé et des comptes publics des sociétés d'État. On dispose de données administratives sur les prêts des banques canadiennes, produites à l'intention de la Banque du Canada. Les données d'enquête portent sur les

prêts des sociétés. Enfin, les données sur les prêts en opérations de pension et sur les titres dérivés sont extraites des données d'enquêtes mensuelles menées auprès des intermédiaires financiers.

Au **passif du compte des emprunts**, on retrouve les emprunts de sociétés et d'entreprises publiques canadiennes, les emprunts à des banques étrangères, y compris à des consortiums bancaires étrangers, les emprunts hypothécaires et les autres emprunts. Les données sur ces éléments proviennent des enquêtes annuelles. Les données sur les emprunts en opérations de pension sur titres sont des données de déclaration des négociants et des courtiers canadiens. Enfin, pour se renseigner sur les emprunts à court terme à des banques extérieures, on recourt à la fois à des données sur les banques étrangères et à des données d'enquête.

Les **provisions** (entrée de contrepartie à l'actif) ont trait aux prêts aux pays en voie de développement qui font partie du Programme d'aide du Canada au développement international; à la position nette du Canada en ce qui a trait aux souscriptions et prêts aux institutions financières internationales; et aux mesures de secours au niveau de la dette ou du service de la dette pour les pays en difficulté financière en vertu d'accords multilatéraux. De plus, une partie des provisions établies par les banques à charte sur leurs prêts étrangers y est aussi comprise.

On ventile en quatre catégories tant l'actif que le passif du **compte des dépôts** avec les banques canadiennes : les dollars canadiens, les devises, l'or et l'argent. Le calcul se fait à l'aide des données administratives communiquées par les banques canadiennes à la Banque du Canada et d'une enquête sur les Transactions, avoirs et engagements — or et argent. On tire l'actif en dépôt d'entités canadiennes, autres que les banques, des renseignements sur les banques étrangères obtenus du Trésor américain, de la Banque d'Angleterre et de la Banque des règlements internationaux. Des données administratives nous renseignent enfin sur les dépôts de l'étranger, c'est-à-dire ceux des banques centrales étrangères à la Banque du Canada. Les dépôts étrangers des sociétés de fiducie proviennent d'enquêtes.

Les **réserves monétaires officielles** sont tirées des dossiers administratifs de la Banque du Canada.

Concernant les **autres actifs**, les données sur les souscriptions aux organismes internationaux proviennent du ministère des Finances, de l'Agence canadienne de développement international et des Comptes publics. Des données administratives de Citoyenneté et Immigration Canada sont utilisées pour dériver l'« actif reporté » des immigrants canadiens. Les données sur les titres secondaires ou dérivés proviennent d'une enquête mensuelle auprès des intermédiaires financiers canadiens. Les séries sur les paiements échelonnés sont établies grâce à la lecture de la presse financière et au moyen d'une enquête occasionnelle à plusieurs sources connues. Enfin, les données sur les autres éléments d'actif sont celles d'une enquête annuelle.

Pour ce qui est des **autres passifs**, on calcule les engagements en billets à vue du gouvernement du Canada à l'aide de données administratives. Les données sur les créances fournisseurs à court terme, y compris les crédits commerciaux, sont des données provisoires d'une enquête-échantillon trimestrielle que l'on révisé en estimations définitives par les résultats du quasi-recensement annuel. Les séries sur les paiements échelonnés sont établies grâce à la lecture de la presse financière et au moyen d'une enquête occasionnelle à plusieurs sources connues. Enfin, les séries sur les engagements envers les futurs immigrants sont extraites des données administratives de Citoyenneté et Immigration Canada.

Méthodes

Ce compte est dressé à l'aide des données d'enquête et des données administratives. On exploite abondamment les dossiers administratifs de Citoyenneté et Immigration Canada pour calculer les avoirs à l'étranger des immigrants.

Produits

Exactitude des données

On juge que les estimations de l'actif et du passif du compte des emprunts sont fiables dans la mesure où elles sont tirées de données administratives. Quant aux données d'enquête, elles sont acceptables. Les séries des emprunts à court terme des banques étrangères sont jugées acceptables. Elles sont partiellement dérivées des données obtenues des banques étrangères.

On dispose également d'estimations acceptables sur les dépôts non bancaires à l'étranger (avec les certificats de trésorerie étrangers). Les données sont, en grande partie, extraites de renseignements sur les banques étrangères et dépendent donc des critères de résidence appliqués par les institutions financières déclarantes à l'extérieur du Canada. Ces dernières années, elles ont accusé d'importantes variations demeurées inexplicables. Les dépôts dans les autres institutions financières sont obtenus au moyen d'une enquête qui a eu un taux de réponse de 89 % en 2003.

Les estimations des réserves monétaires officielles sont très fiables puisqu'elles sont tirées de renseignements administratifs et que les méthodes comptables employées sont conformes aux normes de la balance des paiements.

L'exactitude des diverses séries sur les autres actifs est acceptable dans l'ensemble. On juge fiables les séries sur les créances clients à court terme. Ce sont des données d'un quasi-recensement annuel. En 2003, le taux de réponse était de 56 %. Pour l'année la plus récente, on obtient les données par projection à partir d'une enquête trimestrielle par sondage et on les soumet donc à des révisions quand on dispose des résultats du recensement annuel. Quant aux séries sur les actifs laissés à l'étranger par les immigrants, elles sont tenues pour acceptables, étant fondées sur les déclarations administratives des candidats à l'immigration lorsque ceux-ci demandent un visa. Par ailleurs, les séries sur les banques à charte semblent très fiables. Elles sont tirées de dossiers administratifs. Les autres comptes sont acceptables, mais ils restent peu importants en valeur.

Diverses séries sur les autres passifs sont de qualité acceptable dans l'ensemble. On juge fiables les séries sur les créances fournisseurs à court terme, les données en question provenant d'un quasi-recensement annuel. En 2003, le taux de réponse était de 56 %. Pour l'année la plus récente, on établit les données par projection à partir d'une enquête trimestrielle par sondage et on les soumet à des révisions lorsqu'on dispose des résultats du recensement annuel. Enfin, les séries sur le passif officiel en droits de tirage spéciaux et sur les billets à vue du gouvernement du Canada sont considérées comme très fiables, puisqu'elles proviennent de dossiers officiels.

Accessibilité des données

Dans cette publication annuelle, on diffuse des données sur les bilans annuels des autres investissements selon les divers éléments d'actif et de passif et selon six régions (les États-Unis, le Royaume-Uni, les autres pays de l'Union européenne, le Japon, les autres pays de l'OCDE et les autres pays). On présente, selon l'instrument, des données sur les positions des réserves monétaires officielles du Canada. On décompose enfin les autres éléments d'actif et de passif en débiteurs-créditeurs à court terme et en éléments divers.

Renvois

Tableaux 1.1 à 1.3

1. Excluent avant 1983 les comptes à court terme entre sociétés apparentées qui sont compris dans autres actifs et autres passifs. Excluent avant 1983 l'avoir des banques canadiennes dans les filiales et sociétés associées étrangères qui est compris dans dépôts de l'actif. Excluent avant 1979 les placements à l'étranger détenus, pour des raisons fiscales ou administratives, par les filiales canadiennes à part entière de sociétés étrangères.
2. À partir de 2002, les positions du marché monétaire sont incluses, dans les actifs, sous les investissements de portefeuille. Avant 2002, ces positions étaient incluses avec les autres actifs sous les autres investissements.
3. Excluent avant 1964 les prêts d'actif en devises qui sont compris dans dépôts de l'actif. Comprennent, de 1964 à 1970, les valeurs non-négociables du gouvernement des États-Unis acquises en vertu du Traité du fleuve Columbia. Comprennent à partir de 1995 la position d'actif pour les opérations avec clauses de rachat. Avant 1995, les clauses de rachat faites à partir d'obligations canadiennes sont comprises dans obligations canadiennes.
4. Comprennent avant 1964 les prêts et valeurs mobilières d'actif des banques. À partir de 1964, ces prêts sont compris sous prêts de l'actif et ces valeurs mobilières sous autres actifs. Comprennent avant 1963 la position nette en devises des banques canadiennes envers les résidents et non-résidents, de même que leurs avoirs d'or et, pour le secteur non bancaire canadien, tous leurs dépôts en devises (détenus à l'intérieur ou à l'extérieur du Canada) et leurs avoirs en bons du trésor étrangers (sauf ceux des autorités monétaires officielles). La classification était basée sur la convention qui traitait les banques canadiennes comme des non-résidents du Canada pour leurs transactions comprenant des devises. À partir de 1964, les avoirs de banques sont ainsi répartis : l'avoir dans les filiales et sociétés affiliées étrangères est compris dans l'investissement direct de l'actif, les prêts dans prêts de l'actif et les valeurs mobilières dans autres actifs; et, pour le secteur non bancaire canadien, les dépôts détenus au Canada sont exclus de toutes les séries.
5. Comprennent avant 1983 les comptes à court terme entre sociétés apparentées. À partir de 1983, ces comptes à court terme entre sociétés apparentées sont compris dans investissements directs de l'actif. Excluent avant 1964 les valeurs mobilières étrangères des banques, qui sont comprises dans dépôts de l'actif. Comprennent à partir de 1972 les actifs nets étrangers des immigrants. Comprennent, avant 2002, les effets du marché monétaire étranger maintenant inclus dans l'investissement de portefeuille.
6. Excluent avant 1983 les comptes à court terme entre sociétés apparentées qui sont compris dans autres actifs et autres passifs. Comprennent avant 1975 les placements de portefeuille étrangers dans les sociétés canadiennes qui provenaient du même pays de résidence que les investisseurs directs étrangers de ces sociétés. À partir de 1975, l'investissement étranger de portefeuille dans ces sociétés canadiennes est dans obligations et actions canadiennes de portefeuille. Comprennent avant 1964 les comptes entre sociétés apparentées et autres engagements de sociétés de finance et de prêts; de 1964 à 1969 ils sont compris dans autres passifs; et à partir de 1970, dans emprunts des engagements.

7. Comprennent à partir de 1978 les intérêts courus sur ces obligations canadiennes. Les intérêts courus comprennent les intérêts courus sur coupons et l'amortissement entre l'escompte/prime du prix de l'émission et du prix d'échéance. Avant 1978, les obligations libellées en dollars américains sont converties à un taux de 1\$ États-Unis égal 1\$ canadiens, tandis que celles en autres devises le sont au taux existant au moment de l'émission. À partir de 1978, toutes les obligations libellées en devises sont converties en dollars canadiens en utilisant le taux de fermeture de l'année de référence. Comprennent avant 1995 les opérations avec clauses de rachat sur les obligations canadiennes. À partir de 1995, les opérations sur clauses de rachat sur les valeurs mobilières canadiennes et étrangères sont comprises dans prêts de l'actif et emprunts du passif. Comprennent à partir de 1980 une évaluation due au taux de change pour le dollar américain, le yen japonais et les autres devises. Les obligations sont évaluées à leur valeur au marché en fins d'année à partir de 1990, c'est-à-dire au prix auquel elles se transigeraient sur le marché en fins d'année. La valeur au marché a été acceptée internationalement comme étant la norme pour évaluer les positions. Bien que la valeur au marché ne soit pas utilisée dans la compilation des données officielles du Canada, elle est fournie à titre d'information supplémentaire.
8. Avant 2003, la valeur marchande et la valeur comptable de ces investissements sont définies comme étant équivalentes.
9. Comprennent à partir de 1995 la position de passif pour les opérations avec clauses de rachat sur les valeurs mobilières canadiennes et étrangères. Avant 1995, les opérations avec clauses de rachat sur les obligations canadiennes sont comprises dans obligations canadiennes. Excluent avant 1968 les emprunts bancaires à moyen terme des gouvernements et de leurs entreprises qui se retrouvent sous autres passifs.
10. Excluent avant 1963 les dépôts en devises dans les banques canadiennes, qui sont compris, comme déduction, dans dépôts de l'actif.
11. Excluent avant 1987 les autres passifs à long terme des sociétés qui sont compris dans emprunts. Comprennent de 1964 à 1969 les comptes entre sociétés apparentées et autres engagements de sociétés de finance et de prêts. Avant 1964, ces engagements sont compris dans Investissements directs du passif, et à partir de 1970 dans emprunts des engagements. Comprennent avant 1983 les comptes à payer à court-terme entre sociétés. À partir de 1983, ces comptes sont compris dans investissements directs.

Tableau 2

1. Excluent avant 1983 les comptes à court terme entre sociétés apparentées qui sont compris dans autres actifs et autres passifs. Excluent avant 1983 l'avoir des banques canadiennes dans les filiales et sociétés associées étrangères qui est compris dans dépôts de l'actif. Excluent avant 1979 les placements à l'étranger détenus, pour des raisons fiscales ou administratives, par les filiales canadiennes à part entière de sociétés étrangères.
2. Les autres pays de l'Union européenne comprennent : l'Allemagne, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal; à par tir de janvier 1995, l'Autriche, la Finlande et la Suède; à par tir de mai 2004, Chypre, l'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, Malte, la Pologne, la Slovaquie, la République tchèque et la Slovénie.
3. Les autres pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) comprennent : l'Australie, l'Islande, la Nouvelle-Zélande, la Norvège, la Suisse, la Turquie; à partir de juillet 1994, le Mexique; à partir de décembre 1995 jusqu'à avril 2004, la République tchèque; à partir de mai 1996 jusqu'à avril 2004, la Hongrie; à partir de novembre 1996 jusqu'à avril 2004, la Pologne; à partir de décembre 1996, la République de Corée; à partir de janvier 2001 jusqu'à avril 2004, la Slovaquie; et jusqu'à décembre 1994, l'Autriche, la Finlande et la Suède.

Tableau 3

1. Excluent avant 1983 les comptes à court terme entre sociétés apparentées qui sont compris dans autres actifs et autres passifs. Excluent avant 1983 l'avoir des banques canadiennes dans les filiales et sociétés associées étrangères qui est compris dans dépôts de l'actif. Excluent avant 1979 les placements à l'étranger détenus, pour des raisons fiscales ou administratives, par les filiales canadiennes à part entière de sociétés étrangères.
2. Services et commerce de détail comprennent les services de transport; services généraux aux entreprises; services gouvernementaux; services d'enseignement, de soins de santé et services sociaux; services d'hébergement, de restauration et de divertissement; commerce de détail des aliments; biens et services de consommation.
3. Autres industries comprennent les aliments, boissons et tabac; industries chimiques et textiles; produits électriques et électroniques; construction et activités connexes; communications.

Tableau 4

1. Excluent avant 1983 les comptes à court terme entre sociétés apparentées qui sont compris dans autres actifs et autres passifs. Excluent avant 1983 l'avoir des banques canadiennes dans les filiales et sociétés associées étrangères qui est compris dans dépôts de l'actif. Excluent avant 1979 les placements à l'étranger détenus, pour des raisons fiscales ou administratives, par les filiales canadiennes à part entière de sociétés étrangères.

Tableaux 5, 6 et 7

1. Les autres pays de l'Union européenne comprennent : l'Allemagne, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal; à par tir de janvier 1995, l'Autriche, la Finlande et la Suède; à par tir de mai 2004, Chypre, l'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, Malte, la Pologne, la Slovaquie, la République tchèque et la Slovénie.
2. Les autres pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) comprennent : l'Australie, l'Islande, la Nouvelle-Zélande, la Norvège, la Suisse, la Turquie; à partir de juillet 1994, le Mexique; à partir de décembre 1995 jusqu'à avril 2004, la République tchèque; à partir de mai 1996 jusqu'à avril 2004, la Hongrie; à partir de novembre 1996 jusqu'à avril 2004, la Pologne; à partir de décembre 1996, la République de Corée; à partir de janvier 2001 jusqu'à avril 2004, la Slovaquie; et jusqu'à décembre 1994, l'Autriche, la Finlande et la Suède.

Tableau 9

1. Comprennent avant 1983 les comptes à court terme entre sociétés apparentées. À partir de 1983, ces comptes à court terme entre sociétés apparentées sont compris dans investissements directs de l'actif. Excluent avant 1964 les valeurs mobilières étrangères des banques, qui sont comprises dans dépôts de l'actif. Comprennent à partir de 1972 les actifs nets étrangers des immigrants. Comprennent, avant 2002, les effets du marché monétaire étranger maintenant inclus dans l'investissement de portefeuille.

Tableau 10

1. Excluent avant 1983 les comptes à court terme entre sociétés apparentées qui sont compris dans autres actifs et autres passifs. Comprennent avant 1975 les placements de portefeuille étrangers dans les sociétés canadiennes qui provenaient du même pays de résidence que les investisseurs directs étrangers de ces sociétés. À partir de 1975, l'investissement étranger de portefeuille dans ces sociétés canadiennes est dans obligations et actions canadiennes de portefeuille. Comprennent avant 1964 les comptes entre sociétés apparentées et autres engagements de sociétés de finance et de prêts; de 1964 à 1969 ils sont compris dans autres passifs; et à partir de 1970, dans emprunts des engagements.

2. Les autres pays de l'Union européenne comprennent : l'Allemagne, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal; à par tir de janvier 1995, l'Autriche, la Finlande et la Suède; à par tir de mai 2004, Chypre, l'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, Malte, la Pologne, la Slovaquie, la République tchèque et la Slovénie.
3. Les autres pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) comprennent : l'Australie, l'Islande, la Nouvelle-Zélande, la Norvège, la Suisse, la Turquie; à partir de juillet 1994, le Mexique; à partir de décembre 1995 jusqu'à avril 2004, la République tchèque; à partir de mai 1996 jusqu'à avril 2004, la Hongrie; à partir de novembre 1996 jusqu'à avril 2004, la Pologne; à partir de décembre 1996, la République de Corée; à partir de janvier 2001 jusqu'à avril 2004, la Slovaquie; et jusqu'à décembre 1994, l'Autriche, la Finlande et la Suède.

Tableau 11

1. Excluent avant 1983 les comptes à court terme entre sociétés apparentées qui sont compris dans autres actifs et autres passifs. Comprennent avant 1975 les placements de portefeuille étrangers dans les sociétés canadiennes qui provenaient du même pays de résidence que les investisseurs directs étrangers de ces sociétés. À partir de 1975, l'investissement étranger de portefeuille dans ces sociétés canadiennes est dans obligations et actions canadiennes de portefeuille. Comprennent avant 1964 les comptes entre sociétés apparentées et autres engagements de sociétés de finance et de prêts; de 1964 à 1969 ils sont compris dans autres passifs; et à partir de 1970, dans emprunts des engagements.
2. Services et commerce de détail comprennent les services de transport; services généraux aux entreprises; services gouvernementaux; services d'enseignement, de soins de santé et services sociaux; services d'hébergement, de restauration et de divertissement; commerce de détail des aliments; biens et services de consommation.
3. Autres industries comprennent les aliments, boissons et tabac; industries chimiques et textiles; produits électriques et électroniques; construction et activités connexes; communications.

Tableau 12

1. Excluent avant 1983 les comptes à court terme entre sociétés apparentées qui sont compris dans autres actifs et autres passifs. Comprennent avant 1975 les placements de portefeuille étrangers dans les sociétés canadiennes qui provenaient du même pays de résidence que les investisseurs directs étrangers de ces sociétés. À partir de 1975, l'investissement étranger de portefeuille dans ces sociétés canadiennes est dans obligations et actions canadiennes de portefeuille. Comprennent avant 1964 les comptes entre sociétés apparentées et autres engagements de sociétés de finance et de prêts; de 1964 à 1969 ils sont compris dans autres passifs; et à partir de 1970, dans emprunts des engagements.

Tableau 13

1. Comprennent à partir de 1978 les intérêts courus sur ces obligations canadiennes. Les intérêts courus comprennent les intérêts courus sur coupons et l'amortissement entre l'escompte/prime du prix de l'émission et du prix d'échéance. Avant 1978, les obligations libellées en dollars américains sont converties à un taux de 1\$ États-Unis égal 1\$ canadiens, tandis que celles en autres devises le sont au taux existant au moment de l'émission. À partir de 1978, toutes les obligations libellées en devises sont converties en dollars canadiens en utilisant le taux de fermeture de l'année de référence. Comprennent avant 1995 les opérations avec clauses de rachat sur les obligations canadiennes. À partir de 1995, les opérations sur clauses de rachat sur les valeurs mobilières canadiennes et étrangères sont comprises dans prêts de l'actif et emprunts du passif. Comprennent à partir de 1980 une évaluation due au taux de change pour le dollar américain, le yen japonais et les autres devises. Les obligations sont évaluées à leur valeur au marché en fins d'année à partir de 1990, c'est-à-dire au prix auquel elles se transigeraient sur le marché en fins d'année. La valeur au marché a été acceptée internationalement comme étant la norme pour évaluer les positions. Bien que la valeur au marché ne soit pas utilisée dans la compilation des données officielles du Canada, elle est fournie à titre d'information supplémentaire.
2. Les autres pays de l'Union européenne comprennent : l'Allemagne, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal; à par tir de janvier 1995, l'Autriche, la Finlande et la Suède; à par tir de mai 2004, Chypre, l'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, Malte, la Pologne, la Slovaquie, la République tchèque et la Slovénie.
3. Les autres pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) comprennent : l'Australie, l'Islande, la Nouvelle-Zélande, la Norvège, la Suisse, la Turquie; à partir de juillet 1994, le Mexique; à partir de décembre 1995 jusqu'à avril 2004, la République tchèque; à partir de mai 1996 jusqu'à avril 2004, la Hongrie; à partir de novembre 1996 jusqu'à avril 2004, la Pologne; à partir de décembre 1996, la République de Corée; à partir de janvier 2001 jusqu'à avril 2004, la Slovaquie; et jusqu'à décembre 1994, l'Autriche, la Finlande et la Suède.

Tableaux 14, 15.1, 15.2 et 15.3

1. Comprennent à partir de 1978 les intérêts courus sur ces obligations canadiennes. Les intérêts courus comprennent les intérêts courus sur coupons et l'amortissement entre l'escompte/prime du prix de l'émission et du prix d'échéance. Avant 1978, les obligations libellées en dollars américains sont converties à un taux de 1\$ États-Unis égal 1\$ canadiens, tandis que celles en autres devises le sont au taux existant au moment de l'émission. À partir de 1978, toutes les obligations libellées en devises sont converties en dollars canadiens en utilisant le taux de fermeture de l'année de référence. Comprennent avant 1995 les opérations avec clauses de rachat sur les obligations canadiennes. À partir de 1995, les opérations sur clauses de rachat sur les valeurs mobilières canadiennes et étrangères sont comprises dans prêts de l'actif et emprunts du passif. Comprennent à partir de 1980 une évaluation due au taux de change pour le dollar américain, le yen japonais et les autres devises. Les obligations sont évaluées à leur valeur au marché en fins d'année à partir de 1990, c'est-à-dire au prix auquel elles se transigeraient sur le marché en fins d'année. La valeur au marché a été acceptée internationalement comme étant la norme pour évaluer les positions. Bien que la valeur au marché ne soit pas utilisée dans la compilation des données officielles du Canada, elle est fournie à titre d'information supplémentaire.

Tableaux 16 et 17

1. Les autres pays de l'Union européenne comprennent : l'Allemagne, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal; à par tir de janvier 1995, l'Autriche, la Finlande et la Suède; à par tir de mai 2004, Chypre, l'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, Malte, la Pologne, la Slovaquie, la République tchèque et la Slovénie.

2. Les autres pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) comprennent : l'Australie, l'Islande, la Nouvelle-Zélande, la Norvège, la Suisse, la Turquie; à partir de juillet 1994, le Mexique; à partir de décembre 1995 jusqu'à avril 2004, la République tchèque; à partir de mai 1996 jusqu'à avril 2004, la Hongrie; à partir de novembre 1996 jusqu'à avril 2004, la Pologne; à partir de décembre 1996, la République de Corée; à partir de janvier 2001 jusqu'à avril 2004, la Slovaquie; et jusqu'à décembre 1994, l'Autriche, la Finlande et la Suède.

Tableau 19

1. Excluent avant 1987 les autres passifs à long terme des sociétés qui sont compris dans emprunts. Comprennent de 1964 à 1969 les comptes entre sociétés apparentées et autres engagements de sociétés de finance et de prêts. Avant 1964, ces engagements sont compris dans Investissements directs du passif, et à partir de 1970 dans emprunts des engagements. Comprennent avant 1983 les comptes à payer à court-terme entre sociétés. À partir de 1983, ces comptes sont compris dans investissements directs.

Tableaux 20.1 à 20.11

1. Comprennent à partir de 1978 les intérêts courus sur ces obligations canadiennes. Les intérêts courus comprennent les intérêts courus sur coupons et l'amortissement entre l'escompte/prime du prix de l'émission et du prix d'échéance. Avant 1978, les obligations libellées en dollars américains sont converties à un taux de 1\$ États-Unis égal 1\$ canadiens, tandis que celles en autres devises le sont au taux existant au moment de l'émission. À partir de 1978, toutes les obligations libellées en devises sont converties en dollars canadiens en utilisant le taux de fermeture de l'année de référence. Comprennent avant 1995 les opérations avec clauses de rachat sur les obligations canadiennes. À partir de 1995, les opérations sur clauses de rachat sur les valeurs mobilières canadiennes et étrangères sont comprises dans prêts de l'actif et emprunts du passif. Comprennent à partir de 1980 une évaluation due au taux de change pour le dollar américain, le yen japonais et les autres devises. Les obligations sont évaluées à leur valeur au marché en fins d'année à partir de 1990, c'est-à-dire au prix auquel elles se transigeraient sur le marché en fins d'année. La valeur au marché a été acceptée internationalement comme étant la norme pour évaluer les positions. Bien que la valeur au marché ne soit pas utilisée dans la compilation des données officielles du Canada, elle est fournie à titre d'information supplémentaire.
2. Comprennent à partir de 1995 la position de passif pour les opérations avec clauses de rachat sur les valeurs mobilières canadiennes et étrangères. Avant 1995, les opérations avec clauses de rachat sur les obligations canadiennes sont comprises dans obligations canadiennes. Excluent avant 1968 les emprunts bancaires à moyen terme des gouvernements et de leurs entreprises qui se retrouvent sous autres passifs.
3. Excluent avant 1963 les dépôts en devises dans les banques canadiennes, qui sont compris, comme déduction, dans dépôts de l'actif.
4. Excluent avant 1987 les autres passifs à long terme des sociétés qui sont compris dans emprunts. Comprennent de 1964 à 1969 les comptes entre sociétés apparentées et autres engagements de sociétés de finance et de prêts. Avant 1964, ces engagements sont compris dans Investissements directs du passif, et à partir de 1970 dans emprunts des engagements. Comprennent avant 1983 les comptes à payer à court-terme entre sociétés. À partir de 1983, ces comptes sont compris dans investissements directs.

Tableaux 22.1, 23.1, 24.1, 25.1, 26.1, 27.1 et 28.1

1. Excluent avant 1983 les comptes à court terme entre sociétés apparentées qui sont compris dans autres actifs et autres passifs. Excluent avant 1983 l'avoir des banques canadiennes dans les filiales et sociétés associées étrangères qui est compris dans dépôts de l'actif. Excluent avant 1979 les placements à l'étranger détenus, pour des raisons fiscales ou administratives, par les filiales canadiennes à part entière de sociétés étrangères.

2. Excluent avant 1964 les prêts d'actif en devises qui sont compris dans dépôts de l'actif. Comprennent, de 1964 à 1970, les valeurs non-négociables du gouvernement des États-Unis acquises en vertu du Traité du fleuve Columbia. Comprennent à partir de 1995 la position d'actif pour les opérations avec clauses de rachat. Avant 1995, les clauses de rachat faites à partir d'obligations canadiennes sont comprises dans obligations canadiennes.
3. Comprennent avant 1964 les prêts et valeurs mobilières d'actif des banques. À partir de 1964, ces prêts sont compris sous prêts de l'actif et ces valeurs mobilières sous autres actifs. Comprennent avant 1963 la position nette en devises des banques canadiennes envers les résidents et non-résidents, de même que leurs avoirs d'or et, pour le secteur non bancaire canadien, tous leurs dépôts en devises (détenus à l'intérieur ou à l'extérieur du Canada) et leurs avoirs en bons du trésor étrangers (sauf ceux des autorités monétaires officielles). La classification était basée sur la convention qui traitait les banques canadiennes comme des non-résidents du Canada pour leurs transactions comprenant des devises. À partir de 1964, les avoirs de banques sont ainsi répartis : l'avoir dans les filiales et sociétés affiliées étrangères est compris dans l'investissement direct de l'actif, les prêts dans prêts de l'actif et les valeurs mobilières dans autres actifs; et, pour le secteur non bancaire canadien, les dépôts détenus au Canada sont exclus de toutes les séries.
4. Comprennent avant 1983 les comptes à court terme entre sociétés apparentées. À partir de 1983, ces comptes à court terme entre sociétés apparentées sont compris dans investissements directs de l'actif. Excluent avant 1964 les valeurs mobilières étrangères des banques, qui sont comprises dans dépôts de l'actif. Comprennent à partir de 1972 les actifs nets étrangers des immigrants. Comprennent, avant 2002, les effets du marché monétaire étranger maintenant inclus dans l'investissement de portefeuille.

Tableaux 22.2, 23.2, 24.2, 25.2, 26.2, 27.2 et 28.2

1. Excluent avant 1983 les comptes à court terme entre sociétés apparentées qui sont compris dans autres actifs et autres passifs. Comprennent avant 1975 les placements de portefeuille étrangers dans les sociétés canadiennes qui provenaient du même pays de résidence que les investisseurs directs étrangers de ces sociétés. À partir de 1975, l'investissement étranger de portefeuille dans ces sociétés canadiennes est dans obligations et actions canadiennes de portefeuille. Comprennent avant 1964 les comptes entre sociétés apparentées et autres engagements de sociétés de finance et de prêts; de 1964 à 1969 ils sont compris dans autres passifs; et à partir de 1970, dans emprunts des engagements.
2. Comprennent à partir de 1978 les intérêts courus sur ces obligations canadiennes. Les intérêts courus comprennent les intérêts courus sur coupons et l'amortissement entre l'escompte/prime du prix de l'émission et du prix d'échéance. Avant 1978, les obligations libellées en dollars américains sont converties à un taux de 1\$ États-Unis égal 1\$ canadiens, tandis que celles en autres devises le sont au taux existant au moment de l'émission. À partir de 1978, toutes les obligations libellées en devises sont converties en dollars canadiens en utilisant le taux de fermeture de l'année de référence. Comprennent avant 1995 les opérations avec clauses de rachat sur les obligations canadiennes. À partir de 1995, les opérations sur clauses de rachat sur les valeurs mobilières canadiennes et étrangères sont comprises dans prêts de l'actif et emprunts du passif. Comprennent à partir de 1980 une évaluation due au taux de change pour le dollar américain, le yen japonais et les autres devises. Les obligations sont évaluées à leur valeur au marché en fins d'année à partir de 1990, c'est-à-dire au prix auquel elles se transigeraient sur le marché en fins d'année. La valeur au marché a été acceptée internationalement comme étant la norme pour évaluer les positions. Bien que la valeur au marché ne soit pas utilisée dans la compilation des données officielles du Canada, elle est fournie à titre d'information supplémentaire.
3. Comprennent à partir de 1995 la position de passif pour les opérations avec clauses de rachat sur les valeurs mobilières canadiennes et étrangères. Avant 1995, les opérations avec clauses de rachat sur les obligations canadiennes sont comprises dans obligations canadiennes. Excluent avant 1968 les emprunts bancaires à moyen terme des gouvernements et de leurs entreprises qui se retrouvent sous autres passifs.

4. Excluent avant 1963 les dépôts en devises dans les banques canadiennes, qui sont compris, comme déduction, dans dépôts de l'actif.
5. Excluent avant 1987 les autres passifs à long terme des sociétés qui sont compris dans emprunts. Comprennent de 1964 à 1969 les comptes entre sociétés apparentées et autres engagements de sociétés de finance et de prêts. Avant 1964, ces engagements sont compris dans Investissements directs du passif, et à partir de 1970 dans emprunts des engagements. Comprennent avant 1983 les comptes à payer à court-terme entre sociétés. À partir de 1983, ces comptes sont compris dans investissements directs.

Appendice I

Glossaire

Actif financier canadien

Regroupement de toutes les créances financières canadiennes auprès des non-résidents dans le compte financier de la balance des paiements et dans le bilan des investissements internationaux. L'actif financier comprend les investissements directs, les investissements de portefeuille et les autres investissements.

Action participative

Type d'actions privilégiées donnant à son détenteur le droit de participer aux bénéfices de la société émettrice et à tout excédent de l'actif en cas de liquidation. Les actions participatives sont traitées comme des actions dans la balance des paiements canadienne.

Actions

Les actions comprennent les actions ordinaires et les actions privilégiées, qui représentent une part de la propriété de l'entreprise. Les actions comprennent également les certificats représentatifs d'actions étrangères, presque toutes les parts de fonds communs de placement et de fiducies de revenu ainsi que les bons de souscription d'actions. Les actions peuvent être traitées comme un investissement de portefeuille ou un investissement direct dans la balance des paiements ou dans le bilan des investissements internationaux, selon la relation établie entre l'émetteur et le détenteur.

Autres actifs ou autres passifs

Les autres actifs ou autres passifs font partie de la catégorie fonctionnelle des autres investissements dans la balance des paiements ou dans le bilan des investissements internationaux. Ils comprennent les créances autres que les prêts et les dépôts.

Autres investissements

Classement dans la catégorie fonctionnelle du compte financier de la balance des paiements et dans le bilan des investissements internationaux, qui comprend les prêts, les dépôts, les réserves (actif uniquement) et les autres actifs ou autres passifs.

Avoirs de réserve

Créances sur des non-résidents rapidement utilisables et contrôlées par les autorités monétaires. Elles sont utilisées aux fins de la politique monétaire d'un pays. Les avoires de réserve sont inclus dans les autres investissements dans la balance des paiements ou dans le bilan des investissements internationaux.

Balance des paiements (BdP)

État statistique résumant de façon systématique, pour une période déterminée, les opérations économiques d'un pays réalisées avec le reste du monde.

Base entièrement consolidée

Base de déclaration pour la balance des paiements et le bilan des investissements internationaux du Canada. On recense les données sur les investissements directs entrants et sortants des entités sur une base entièrement

consolidée. Ainsi, par principe, les données de sondage portent sur toutes les filiales, les sociétés associées et les succursales détenues directement ou indirectement.

Bénéfices non répartis

Total cumulatif des bénéfices annuels retenus par une entreprise, après le paiement de toutes les dépenses et dividendes.

Bilan des investissements internationaux (BII)

Le BII est le bilan de l'actif et du passif financier d'un pays par rapport au reste du monde. Combiné aux opérations de la balance des paiements, le BII constitue un ensemble de comptes internationaux d'un pays.

Bilan net des investissements internationaux

Le bilan net des investissements internationaux est l'ensemble de l'actif externe moins l'ensemble du passif externe. Le bilan net présente la valeur de l'actif à l'étranger détenu par un pays par rapport au passif que ce pays doit aux non-résidents.

Centre d'intérêt économique

Fondement de la définition de la résidence des agents économiques pour la balance des paiements. La BdP enregistre la valeur des opérations entre les résidents et les non-résidents. On dit d'une personne ou d'une entité qu'elle est résidente d'un pays si elle y possède un centre d'activité économique attesté par la résidence principale d'une personne ou par un établissement où l'entité produit, investit et gagne des revenus.

Changement de propriété

Il y a changement de propriété quand un élément d'actif est reçu, un service est rendu ou un revenu est versé. Généralement, le changement est réputé survenir quand les deux parties (résident et non-résident) inscrivent leur opération dans leurs livres ou comptes respectifs.

Compte financier

Compte principal de la balance des paiements qui comptabilise les opérations sur des instruments financiers représentant les activités de financement et d'investissement du Canada avec le reste du monde. Les opérations sont divisées en trois classes fonctionnelles : les investissements directs, les investissements de portefeuille et les autres investissements.

Conventions de rachat

Une convention de rachat est une entente par laquelle une entité cède des titres pour un prix convenu et s'engage à les racheter pour un prix et à une date convenus. Ces ententes sont habituellement à très court terme (le jour suivant), mais peuvent porter sur une période de un mois ou davantage. Les conventions de rachat sont traitées comme des prêts garantis par des titres et classées dans la catégorie autres investissements de la balance des paiements et dans le bilan des investissements internationaux.

Date d'échéance

Date à laquelle une valeur mobilière (p. ex., une obligation) est rachetable.

Dépôts

Créances qui comprennent les dépôts bancaires, les billets de dépôt, les certificats de dépôt et toutes les autres créances représentant une preuve de dépôt, y compris la monnaie fiduciaire. Les dépôts, qui sont en grande partie associés aux banques canadiennes, sont traités comme autres investissements dans la balance des paiements et dans le bilan des investissements internationaux.

Dettes

Créance qui constitue un prêt de fonds par un créancier (prêteur) à un débiteur (emprunteur). La dette comprend les valeurs mobilières (généralement négociables) et d'autres titres de créance (généralement non négociables). La dette peut être traitée comme un investissement direct, un investissement de portefeuille ou un autre investissement selon la relation établie entre l'émetteur et le détenteur.

Dividendes

Bénéfices provenant des activités courantes, qui sont distribués aux détenteurs d'actions d'une entreprise privée constituée en société, d'une coopérative ou d'une société d'État. Cet élément de revenu est inclus dans le poste des investissements de portefeuille ou des investissements directs du compte courant.

Droits de tirage spéciaux (DTS)

Éléments des avoirs de réserve créés par le FMI comme complément à d'autres éléments d'avoirs de réserve qui sont alloués périodiquement aux membres du FMI dans des proportions correspondant à leur quote-part. La valeur des DTS est déterminée au moyen d'un panier pondéré de devises. Les opérations sur DTS sont inscrites dans le compte financier.

Effet du taux de change

L'effet du taux de change est la fluctuation, d'une période à une autre, de l'évaluation d'un élément d'actif ou de passif dans le bilan des investissements internationaux, qui est attribuable à la fluctuation du taux de change. Les instruments financiers libellés en devises étrangères sont convertis en dollars canadiens à la fin de chaque période de référence en fonction des taux de change applicables.

Entités à vocation spéciale

Ces entités sont habituellement établies dans des pays autres que ceux où résident les sociétés mères, et où elles effectuent principalement des opérations internationales. Ces entités spécialisées sont définies en fonction de leur structure (p. ex., les sociétés de portefeuille) ou de leur objet (p. ex., ventes et administration). Dans la balance des paiements, ces entités sont traitées comme des entreprises d'investissement direct, sous réserve qu'elles satisfassent au critère de propriété de 10 %.

Entreprise d'investissement direct

Entreprise constituée ou non en société, dans laquelle un investisseur direct, qui est résident d'un autre pays, possède au moins 10 % des actions ordinaires ou des droits de vote (dans le cas d'une entreprise constituée en société) ou l'équivalent (dans le cas d'une entreprise non constituée en société). Une entreprise d'investissement direct est composée d'entités apparentées, qui peuvent être des sociétés associées, des filiales ou des succursales.

Évaluation

La détermination de l'actif, du passif et des valeurs transactionnelles. Il existe diverses méthodes d'évaluation (valeur transactionnelle, prix du marché, prix d'émission, valeur comptable, valeur au marché, valeur à l'échéance, etc.) qui reflètent souvent les principes comptables applicables, les restrictions juridiques et la tradition, de même que des considérations théoriques.

Filiale

Entité juridique commerciale dont une autre entité juridique commerciale possède plus de 50 % des actions ordinaires ou des droits de vote (dans le cas d'une entreprise constituée en société) ou l'équivalent (dans le cas d'une entreprise non constituée en société).

Fonds commun de placement

Portefeuille de placements diversifié, placé au nom d'un groupe d'investisseurs et géré par des gestionnaires professionnels. Chaque investisseur détient un pourcentage de la valeur du fonds, représenté par le nombre de

parts qu'il a acquis, et partageant ainsi tout gain ou perte réalisé par le fonds. Selon les objectifs du fonds, son actif peut comprendre des actions, des titres de créance ou d'autres instruments financiers.

Instruments du marché monétaire

Titres de créance négociables dotés d'une échéance initiale d'un an ou moins. Ils comprennent les bons du Trésor, les effets commerciaux et les effets des sociétés de financement, les acceptations bancaires, les billets à vue au porteur des banques et d'autres effets à court terme. Les instruments du marché monétaire sont traités comme des investissements de portefeuille dans la balance des paiements ou le bilan des investissements internationaux.

Instruments financiers

Les instruments financiers comprennent les valeurs mobilières (généralement négociables) et d'autres instruments financiers (généralement non négociables). Les instruments financiers peuvent être traités comme des investissements directs, des investissements de portefeuille ou d'autres investissements dans la balance des paiements ou dans le bilan des investissements internationaux, selon l'instrument et la relation établie entre l'émetteur et le détenteur.

Instruments financiers dérivés

Les *instruments financiers dérivés* sont des instruments financiers liés à un instrument financier, un indicateur ou un produit de base particulier, par lesquels on peut négocier des risques financiers particuliers dans les marchés financiers. Leur valeur découle du prix de l'élément sous-jacent (c.-à-d., le prix de référence) et, contrairement aux titres de créance, aucun principal à être remboursé n'est avancé et aucun revenu de placements ne s'accumule. Les contrats à terme standardisés et de gré à gré, les options, les bons de souscription et les swaps constituent des exemples d'instruments financiers dérivés.

Intérêt

L'*intérêt* est la somme que le débiteur doit ou verse au créateur pendant une période donnée et qui ne réduit pas le montant du principal dû, selon les conditions de l'instrument financier convenues entre les deux parties.

Investissement de portefeuille

Classement dans la catégorie fonctionnelle du compte financier et dans le bilan des investissements internationaux qui représente un investissement d'une entité résidente d'un pays sous forme d'actions et de titres de créance d'un autre pays réalisé pour obtenir un revenu de placement ou des gains en capital. Contrairement aux investisseurs directs, les investisseurs de portefeuille n'ont pas d'influence considérable sur l'exploitation ou la gestion de l'entreprise dans laquelle ils investissent.

Investissement direct

Classement dans la catégorie fonctionnelle du compte financier de la balance des paiements et dans le bilan des investissements internationaux qui représente un investissement d'une entité résidente d'un pays obtenant une participation durable dans une entreprise résidente d'un autre pays. La participation durable sous-entend l'existence d'une relation à long terme entre l'investisseur direct et l'entreprise ainsi qu'une influence significative de l'investisseur sur la gestion de l'entreprise.

Investisseurs institutionnels

Organisations qui achètent et vendent habituellement des valeurs mobilières en très grandes quantités. Les investisseurs institutionnels sont moins bien protégés par la réglementation, parce que l'on suppose qu'ils connaissent mieux le secteur et qu'ils sont en mesure de mieux se protéger eux-mêmes. Les plus grands investisseurs institutionnels canadiens sont les fonds de pension, les fonds communs de placement, les caisses en gestion distincte et les fonds collectifs ainsi que les fonds généraux des compagnies d'assurance.

Loi sur les déclarations des personnes morales (LDPM)

La LDPM est administrée par le statisticien en chef du Canada sous l'autorité du ministre de l'Industrie. L'objet de la Loi est de recueillir des renseignements sur les finances et la propriété des sociétés exploitées au Canada, et d'utiliser ces renseignements pour évaluer l'étendue et l'incidence du *contrôle des non-résidents* sur l'économie canadienne. Un rapport annuel qui résume ces renseignements doit être présenté au Parlement. La LDPM était auparavant connue sous le nom de *Loi sur les déclarations des personnes morales et des syndicats*.

Monétisation et démonétisation de l'or

La monétisation est l'acquisition par les autorités monétaires d'or-marchandise en vue d'augmenter le stock d'or monétaire. La démonétisation est la disposition par les autorités monétaires de l'or monétaire à des fins non monétaires. Bien que ces acquisitions ou ventes accroîtront ou décroîtront l'actif des réserves officielles d'un pays, les opérations ne sont pas comptabilisées dans l'actif de réserves de la BdP. Toutefois, lorsqu'une autorité monétaire d'un pays traite avec le secteur privé d'un autre pays pour acheter ou vendre de l'or, ces opérations sont enregistrées dans les statistiques commerciales des deux pays.

Non-résident

Une personne ou une entreprise est réputée non-résidente d'un pays si son centre d'activité économique est situé à l'extérieur de ce pays (voir aussi Résident).

Obligations coupons détachés ou obligations à coupon zéro

Habituellement, des obligations du gouvernement fédéral ou provincial de grande qualité émises initialement au porteur, desquelles une partie où tous les coupons portant intérêt ont été détachés. Le principal de l'obligation et tout coupon restant (le résidu) sont alors négociés séparément des coupons détachés, les deux à un prix passablement inférieur à leur valeur au pair.

Obligations, débetures, billets

Titres de créance émis par des emprunteurs pour financer leurs activités. Ils sont vendus aux investisseurs moyennant la promesse qu'ils seront remboursés avec les intérêts à la fin d'une période donnée. Les obligations, débetures et billets peuvent être traitées comme des investissements directs ou des investissements de portefeuille dans la balance des paiements et dans le bilan des investissements internationaux, selon la relation établie entre l'émetteur et le détenteur.

Opération

Flux économique représentant la création, la transformation, l'échange, le transfert ou l'extinction[D1] [t2] d'une valeur économique. Les opérations comprenant des changements de propriété de biens, de services, de revenus de placement ou de créances sont inscrites dans la balance des paiements. Les opérations de la balance des paiements et les réévaluations diverses modifient le bilan des investissements internationaux d'une période à l'autre.

Or monétaire

Élément d'actif des réserves internationales officielles de la catégorie des autres investissements. Il représente l'or que possèdent les autorités monétaires et qui est détenu comme actif financier. Les opérations de la BdP sont comptabilisées uniquement lorsque l'or monétaire fait l'objet d'une opération entre les autorités monétaires de divers pays ou entre les autorités monétaires et le Fonds monétaire international.

Or non monétaire

Dans le poste commerce de biens du compte courant, l'or non monétaire est traité comme tous les autres produits, c'est-à-dire qu'il est enregistré dans les importations et exportations d'un pays. Les échanges d'or effectués par les autorités monétaires de divers pays sont comptabilisés dans l'actif des réserves du compte financier.

Parts de fiducie de revenu

Les détenteurs de parts d'une fiducie de revenu reçoivent des distributions en espèces régulières d'une entité créée pour verser les flux de trésorerie générés par une entreprise. Les parts de fiducie de revenu sont traitées comme des actions dans la balance des paiements canadienne.

Passif financier canadien

Regroupement de toutes les *créances financières des non-résidents* visant les résidents canadiens dans le compte financier de la balance des paiements et dans le bilan des investissements internationaux. Le passif financier canadien comprend les investissements directs, les investissements de portefeuille et les autres investissements.

Position de réserve du fonds

Élément des avoirs de réserve qui renvoie à la somme des achats dans la tranche de réserve qu'un membre peut mobiliser et à tout endettement du Fonds monétaire international (FMI) facilement remboursable au membre.

Prêts

Créance qui constitue un prêt direct de fonds par des créanciers (prêteurs) à des débiteurs (emprunteurs) au moyen d'ententes dans le cadre desquelles les prêteurs peuvent ou non recevoir un document ou un titre négociable. Les prêts sont traités comme d'autres investissements dans la balance des paiements et dans le bilan des investissements internationaux.

Principe de débiteur/créancier

Il y a deux principes qui peuvent servir de base à la répartition géographique des flux financiers d'investissement direct : le principe de débiteur/créancier et le principe de l'agent économique transacteur. Selon le principe de débiteur/créancier, les opérations découlant des changements dans les créances de l'économie déclarante sont attribuées au pays de résidence du débiteur non résident, et les opérations découlant des changements dans le passif financier sont attribuées au pays de résidence du créancier non résident, même si les sommes sont versées à un pays différent ou perçues d'un pays différent (voir aussi Principe de l'agent économique transacteur).

Principe de l'agent économique transacteur

Il y a deux principes qui peuvent servir de base à la répartition géographique des flux financiers : le principe de débiteur/créancier et le principe de l'agent économique transacteur. Selon le principe de l'agent économique transacteur, les opérations découlant des changements dans les créances et le passif sont attribuées au pays de résidence de la partie non-résidente de l'opération (le transacteur), même si ce n'est pas le pays de résidence de l'entreprise d'investissement direct ou de l'investisseur direct (voir aussi Principe de débiteur/créancier).

Région géographique

Dans la balance des paiements et le bilan des investissements internationaux du Canada, les pays étrangers sont regroupés en six régions : les États-Unis, le Royaume-Uni, les autres pays de l'Union européenne, le Japon, les autres pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), les autres pays (y compris les organisations internationales).

Résident

On dit d'une personne ou d'une entreprise qu'elle est résidente d'un pays si elle y possède un centre d'activité économique attesté par la résidence principale d'une personne ou par un établissement où l'entité produit, investit et gagne des revenus.

Secteur émetteur

Le secteur émetteur d'un instrument financier renvoie au classement de l'émetteur d'un titre. Dans la balance des paiements ou dans le bilan des investissements internationaux du Canada, les émetteurs canadiens sont classés dans l'une des catégories suivantes : le gouvernement du Canada, les entreprises fédérales, les administrations

provinciales, les entreprises provinciales, les administrations municipales, les entreprises municipales ou les sociétés. Les émetteurs étrangers sont classés comme des gouvernements, des organisations internationales ou autres.

Société affiliée

Entité commerciale détenue entre 10 % et 100 % par une autre entité commerciale. Selon le degré de propriété, les sociétés affiliées sont classées comme des sociétés associées, des filiales ou des succursales.

Société associée

Entité commerciale détenue dans une proportion de 10 % à 50 % par une autre entité commerciale.

Succursale

Entité commerciale qui n'est pas constituée en société et qui est détenue par une autre entité commerciale.

Terme jusqu'à échéance

Période fixe correspondant à la durée de vie d'un titre. Le terme jusqu'à échéance correspond à la période qui s'écoule entre la date à laquelle le titre est émis (terme initial jusqu'à échéance) ou en circulation (terme restant jusqu'à échéance) et la date à laquelle le titre est rachetable (date d'échéance).

Titres

Instruments financiers négociables, comme les actions émises dans le public, les obligations, les instruments du marché monétaire et d'autres instruments financiers. Les titres sont traités comme des investissements directs et des investissements de portefeuille dans la balance des paiements ou dans le bilan des investissements internationaux, selon que la relation entre l'émetteur et le détenteur est directe ou de portefeuille.

Titrisation

Regroupement d'éléments d'actif non négociés en vue d'émettre des titres standardisés garantis par ces éléments d'actif, qui peuvent alors être négociés comme tout autre titre.

Valeur à l'échéance

La valeur à l'échéance d'un titre est le montant que l'émetteur paiera au détenteur du titre à la date de rachat du titre. On fait souvent référence à la valeur au pair, à la valeur nominale ou à la valeur de rachat.

Valeur au marché

La valeur au marché est une autre méthode d'évaluation pour les statistiques du bilan des investissements internationaux. La valeur au marché des éléments de l'actif et du passif reflète les cours en vigueur au moment où le bilan est calculé.

Valeur comptable

Méthode d'évaluation de l'actif et du passif fondée sur la valeur inscrite dans les livres du détenteur de l'actif ou de l'émetteur du passif. La valeur comptable est une des méthodes qui sert à évaluer l'actif et le passif financiers canadiens dans le bilan des investissements internationaux.

Valeur transactionnelle

Valeur qui, au sens large, représente le prix réel (ou prix du marché) convenu par les agents économiques et qui sert habituellement à comptabiliser les opérations dans la balance des paiements. En l'absence d'un prix du marché, par exemple dans le cas de troc, des mesures de substitution doivent être estimées, généralement en tenant compte des prix du marché connus pour d'autres opérations équivalentes.

Appendice II

Tableaux de références

Tableau explicatif 1

Cours du change étranger - unité étrangère exprimée en monnaie canadienne

Période	Dollar É.-U.		Livre sterling	Euro	Franc suisse	Yen japonais
	Clôture	Moyenne à midi				
V No.	v37432	v37426	v37430	v21570998	v37429	v37456
2003						
I	1,4678	1,5098	2,4198	1,6206	1,1053	0,0127
II	1,3475	1,3984	2,2627	1,5879	1,0466	0,0118
III	1,3499	1,3801	2,2224	1,5538	1,0057	0,0118
IV	1,2965	1,3158	2,2460	1,5669	1,0084	0,0121
2004						
I	1,3113	1,3178	2,4241	1,6486	1,0510	0,0123
II	1,3338	1,3595	2,4550	1,6377	1,0653	0,0124
III	1,2616	1,3072	2,3786	1,5989	1,0408	0,0119
IV	1,2020	1,2207	2,2769	1,5822	1,0320	0,0115
2005						
I	1,2096	1,2270	2,3192	1,6077	1,0378	0,0117
2004						
Janvier	1,3248	1,2960	2,3634	1,6362	1,0449	0,0122
Février	1,3357	1,3290	2,4829	1,6807	1,0682	0,0125
Mars	1,3113	1,3284	2,4259	1,6289	1,0399	0,0122
Avril	1,3721	1,3425	2,4185	1,6087	1,0347	0,0125
Mai	1,3634	1,3783	2,4646	1,6554	1,0752	0,0123
Juin	1,3338	1,3577	2,4819	1,6490	1,0861	0,0124
Juillet	1,3295	1,3219	2,4382	1,6222	1,0624	0,0121
Août	1,3130	1,3118	2,3875	1,6003	1,0401	0,0119
Septembre	1,2616	1,2878	2,3102	1,5744	1,0200	0,0117
Octobre	1,2180	1,2469	2,2538	1,5594	1,0114	0,0115
Novembre	1,1860	1,1961	2,2268	1,5556	1,0224	0,0114
Décembre	1,2020	1,2191	2,3502	1,6317	1,0621	0,0117
2005						
Janvier	1,2412	1,2253	2,3001	1,6052	1,0373	0,0119
Février	1,2335	1,2397	2,3397	1,6133	1,0407	0,0118
Mars	1,2096	1,2161	2,3177	1,6045	1,0354	0,0116
Avril	1,2585	1,2360	2,3436	1,5997	1,0340	0,0115
Mai	1,2552	1,2555	2,3294	1,5934	1,0312	0,0118

Tableau explicatif 2

Certains rendements du marché des capitaux, mensuel

Période	Cours des actions		Obligations (10 ans de rendement)			Bons du trésor (3 mois)		
	Indice composé Standard et Poor's/Bourse de Toronto, dernier jour, 1975=1 000	Standard and Poor's (500), 1941-43=10	Gouvernement du Canada	Gouvernement des États-Unis	Différentiel	Gouvernement du Canada	Gouvernement des États-Unis	Différentiel
V No.	v122620	v37425	v122543	v4429276	v122543-v4429276	v122531		
	index		rate					
2003								
Juin	6 983,1	974,5	4,37	3,38	0,99	3,07	...	...
Juillet	7 257,9	990,3	4,78	4,34	0,44	2,81	...	...
Août	7 510,3	1 008,0	4,96	4,54	0,42	2,71	...	...
Septembre	7 421,1	1 006,6	4,64	4,16	0,48	2,58	...	...
Octobre	7 772,7	1 050,7	4,85	4,31	0,54	2,64	...	...
Novembre	7 859,4	1 058,3	4,79	4,25	0,54	2,67	...	...
Décembre	8 220,9	1 111,9	4,66	4,27	0,39	2,57	...	...
2004								
Janvier	8 521,4	1 131,1	4,61	4,22	0,39	2,25	...	...
Février	8 788,5	1 144,9	4,41	4,02	0,39	2,13	...	...
Mars	8 585,9	1 126,2	4,33	3,86	0,47	1,98	...	...
Avril	8 244,0	1 107,3	4,71	4,50	0,21	1,95	...	...
Mai	8 417,3	1 120,7	4,77	4,67	0,10	1,98	...	...
Juin	8 545,6	1 140,8	4,83	4,62	0,21	2,01	...	...
Juillet	8 458,1	1 101,7	4,82	4,61	0,21	2,08	...	...
Août	8 377,0	1 104,2	4,68	4,26	0,42	2,13	...	...
Septembre	8 668,3	1 114,6	4,58	4,10	0,48	2,45	...	...
Octobre	8 871,0	1 130,2	4,52	4,11	0,41	2,57	...	...
Novembre	9 030,0	1 173,8	4,44	4,20	0,24	2,63	...	...
Décembre	9 246,6	1 211,9	4,39	4,33	0,06	2,47	...	...
2005								
Janvier	9 204,0	1 181,3	4,21	4,21	0,00	2,43	...	...
Février	9 668,3	1 203,6	4,28	4,27	0,01	2,46	...	...
Mars	9 612,4	1 180,6	4,39	4,56	-0,17	2,56	...	...
Avril	9 369,3	1 156,8	4,14	4,25	-0,11	2,45	...	...
Mai	9 607,3	1 191,5	4,02	4,08	-0,06	2,46	...	...